**Sommaire**



Avis aux lecteurs: La version de base des «Cahiers du CESAT» est la version électronique diffusée sur les sites du CESAT*[[1]](#footnote-1)*. Cette version «papier» n’en est qu’un extrait.

* **Éditorial  p. 3**

*Par le général de corps d’armée B. de SAINT-SALVY*

* [**Adresse du Commandant du CESAT**](#_L’adresse_du_Commandant_1) **p. 5**

*Le général H. SZWED*

* **Un penseur militaire**

# Le commandant G. PROKOS, figure emblématique des troupes coloniales p. 9

# *Par le Lieutenant-colonel R. PORTE*

* **Articles d’intérêt général**

**A strategy for the armed forces: from transformation to adaptabilityp. 15**

*Par le colonel B. DARRAS*

# [Les forces armées en Afghanistan et les médias](#_Les_forces_armées) p. 23

*Par le contre-amiral C. PRAZUCK*

Today’s Training & Education (Development) Revolution The Future is Now!p. 29

*Par le Major (U.S. Army retired) D. VANDERGRIFF*

**Le milieu et le combat aéroterrestre  p. 39**

*Par le commandant (Air) Jean-Patrice LE SAINT*

**Libres opinions[[2]](#footnote-2)**

# Témoignage du général d’armée (2s) B. Thorette p. 47

*lors de la rentrée de l’EMSST,le 8 septembre 2010*

**Sang et or  p. 49**

*Par le colonel M. GOYA*

**Unrestricted warfare: sommes-nous prêts?  p. 53**

*Par le commandant Pascal NOËL*

[**Peacekeeping onusien: le ver est dans le fruit**](#_Peacekeeping_onusien:) **p. 57**

*Par le chef de bataillon R. PELLABOEUF*

**Cabinda, enclave angolaise dans les Congo  p. 61**

*Par le capitaine NKOUNKOU BIYENDOLO*

# [ONUCI: les casques bleus sont-ils un mal nécessaire?](#_ONUCI:les_casques_bleus) p. 65

*Par le chef de bataillon C. DUVERGER*

# [L’influence: cœur et esprit de la contre-rébellion](#_L’influence:_cœur_et_2) p. 69

# *Par le chef d’escadrons P. GENNEQUIN*

# [Pratique de la contre-insurrection en Afghanistan](#_Pratique_de_la) p. 73

# *Par le chef d’escadrons N. MEUNIER*

Les coupeurs de route au Cameroun  p. 79

# *Par le capitaine METOO SALLA*

**La réserve opérationnelle, vecteur du lien armée nation p. 83**

# *Par le capitaine (R) P. LE PAUTREMAT*

# Pérenniser la paix, un enjeu militaire crucial p. 87

*Par le chef de bataillon G. SOUBRIER*

# [Ludendorff ou Clausewitz trahi par les siens](#_Ludendorff,) p. 91

*Par le lieutenant Colonel C. FRANC*

**Le 5ème Génie à Madagascar en 1895  p. 95**

*Par le chef de bataillon Raoul DELEUZE*

###### Leçons d’histoire

###### L’emploi de l’histoire dans l’évolution des armées p. 105

*Par le colonel M. GOYA*

* **On a aimé**

# [L’évolution des formes de la guerre](#_L’évolution_des_formes) p. 111

# *Du Colonel Witold ZANIEWICKI*

Démocratie durable, penser la guerre pour faire l’Europe  p. 113

# *Du Professeur Henri HUDE*

Ferdinand FOCH (1851-1929): «Apprenez à penser» p. 113

***Actes du colloque international Paris 6-7 novembre 2008***

La Guerre  p. 115

***De Bruno TERTRAIS***

Hier la crise, demain la guerre?  p. 115

***De Pierre Pascallon et Pascal Hortefeux***

**Mémoires du général von FALKENHAYN**  **p. 116**

Présenté et commenté par le lieutenant-colonel Rémy PORTE

# Le Déni des cultures p. 117

***De Hugues LAGRANGE***

# Éditorial

*Par le général de corps d’armée Bruno de SAINT SALVY,*

*Sous-chef d’état-major ressources humaines*

*de l’État-major des armées*

**L**a réforme des armées, initiée sous la double impulsion du Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 et la révision générale des politiques publiques, est d’une ampleur considérable. Elle impacte tous les domaines du fonctionnement de nos armées et du ministère et doit, pour réussir, se concentrer autour de la seule raison d’être qui nous rassemble: les opérations de nos trois armées.

Au cœur de cette réforme, dans le contexte de contraintes que chacun connaît, il nous faut être capable de faire demain au moins aussi bien qu’hier, mais avec beaucoup moins de ressources et de moyens. Seul le développement de l’interarmées nous permettra de relever ce défi. Mais l’interarmées, ce n’est pas construire une structure de plus à côté de celles qui existent déjà (la quatrième armée du soutien!), c’est fédérer, dans une nouvelle vision du service de nos armées, des moyens provenant de toutes les formations du ministère pour organiser le soutien des forces de manière toujours aussi efficiente, mais plus économe. Le défi est considérable!

Organisations nouvelles, modalités de fonctionnement, procédures, mutualisations, rationalisations, optimisations, autant de chantiers d’une ampleur telle qu’ils donnent le vertige rien que d’y penser! Et pourtant il faut y aller: c’est notre mission à tous de réussir cette réforme.

Seulement, voilà! Au milieu de ce grand chambardement, il y a nos identités, celle du marin, de l’aviateur, du terrien, du civil, et ce ciment formidable et irremplaçable qui unit les hommes et les femmes de nos armées pour se dépasser dans cette œuvre commune et sacrée: **LA MISSION**.

La part croissante de l’interarmées dans la réforme, en particulier dans tout ce qui concourt au soutien, ne doit surtout pas conduire soit à un effritement de l’identité, soit à un repli identitaire. Si la tentation est forte, chacun doit être convaincu que c’est notre principal ennemi.

L’interarmées ne doit pas et ne peut pas se construire au détriment de l’identité de chacune de nos armées et de chacun de nos services. Ce serait une erreur grave et fatale de penser que l’avenir se bâtit sur le champ des ruines d’identités reniées ou galvaudées. C’est, au contraire, leur préservation et leur renforcement qui constitueront le socle de la réussite. Cet enjeu, capital pour mener à bien la réforme la plus importante qu’aient connue nos armées depuis un demi-siècle, est, de mon point de vue, un des aspects les plus difficiles de la réforme. Pour tenir le cap, il faut de la raison, de la lucidité et de l’objectivité pour discerner l’important de l’accessoire, pour renoncer à la simple cosmétique et s’attacher à ce qui fait la vraie différence, ce qui forge les vraies valeurs, ce qui rassemble autour du chef et qui nous permettra, ensemble, avec des identités réaffirmées mais ouvertes sur les autres, de réaliser l’impossible. Pour emporter le défi qui est devant nous, nous devons rassembler nos identités dans un grand élan de solidarité et «**faire naître l’intelligence de la solidarité, le devoir de s’y soumettre, le droit de l’imposer et l’impossibilité de s’y soustraire**»[[3]](#footnote-3)



# L’adresse du Commandant

# du Collège de l’enseignement supérieur

# de l’armée de Terre

*Le général Henri SZWED*

**L**a crédibilité d'une armée réside en grande partie dans la valeur de son encadrement et, par voie de conséquence, dans la qualité de la formation de ses chefs[[4]](#footnote-4). C'est à cette noble tâche que se consacre le Collège de l'enseignement supérieur de l'armée de terre, avec une réelle synergie entre ses écoles qui permet d'optimiser un enseignement de plus en plus dense, afin de répondre prioritairement aux besoins opérationnels des forces terrestres mais aussi de préparer en administration centrale les conditions optimales[[5]](#footnote-5) pour leur engagement.

Dans cette perspective, plus de 300 officiers ont entamé leur scolarité 2010/2011 au CESAT lors de journées de rentrée marquées par l’arrivée du 10.000ème stagiaire à l’EMSST et l’intervention de hautes personnalités; en effet, outre l’allocution d’ouverture du général CEMAT, nous avons pu apprécier notamment le témoignage du général d’armée THORETTE sur l’apport de la formation supérieure de l’officier pour ses fonctions ultérieures, puis la conférence du Directeur général de France Télécom sur «la recherche de l’efficacité opérationnelle dans la gestion de crise». Au moment charnière des évolutions majeures que connaissent aujourd’hui nos armées, ce dirigeant de grande entreprise[[6]](#footnote-6) nous a transmis sa conviction que la conduite du changement dans un contexte tendu nécessite un recentrage sur le facteur humain, dont la prise en compte des spécificités ne peut que renforcer l’institution concernée.

Le précédent message se retrouve d’ailleurs en filigrane dans l’éditorial de ce «Cahier du CESAT» où le SCEM Ressources Humaines de l’EMA souligne que pour remporter le défi qui nous assaille, nous devons rassembler nos identités d’armée dans un grand élan de solidarité. C’est aussi dans ce cadre que l’EMA, pilote de l’enseignement militaire supérieur au profit des forces armées, vient de décider d’ouvrir une réflexion d’ensemble sur la formation supérieure des officiers afin de la rentabiliser en fonction des besoins exprimés par les futurs employeurs de ces cadres. Le chantier, en cours de définition, devrait être vaste et riche s’il s’intéresse à la fois aux domaines opérationnel et académique, en différenciant les modules d’enseignement pouvant être mutualisés[[7]](#footnote-7) de ceux devant rester spécifiques à chaque armée[[8]](#footnote-8) et en veillant au continuum cohérent de formation dans la carrière de ces officiers.

Gageons que ce nouveau challenge confortera la capacité d’adaptation de nos armées au service de l’engagement des forces, afin de préparer la formation des futurs décideurs militaires avec anticipation, lucidité, cohésion et surtout conviction! Cette réflexion mériterait d’être aussi étendue à la formation d’état-major de tous les officiers de la réserve opérationnelle, pour laquelle le CESAT/ESORSEM constitue à ce stade la seule école de nos armées en mesure de répondre aux besoins potentiels.

Je terminerai ce mot en pensant particulièrement à la cinquantaine de cadres et stagiaires du CESAT engagés en opérations. À eux et à tous les lecteurs de ces Cahiers, je tiens à présenter mes meilleurs vœux pour 2011. Que cette nouvelle année vous incite notamment à y publier ce que vous pensez et réagir aux écrits des autres, selon vos domaines préférentiels (histoire, tactique, géostratégie, technique opérationnelle, prospective, management, …)!



## Un penseur militaire



# Le commandant G. PROKOS,

# figure emblématique

# des troupes coloniales

*Par le Lieutenant-colonel Rémy PORTE*

**O**fficier devenu de son vivant une véritable légende dans les troupes coloniales, au début du XXème siècle, le commandant Prokos décède en opération au Maroc peu avant le début de la Grande Guerre. Outre ses beaux états de service (il sert successivement en Afrique Occidentale, en Indochine sous Gallieni et Lyautey à la fin du XIXème siècle, puis au Soudan et en Afrique Equatoriale, en Afrique du Nord enfin), il est en particulier, comme capitaine, l’auteur de trois ouvrages, hélas aujourd’hui bien oubliés: «***Opérations coloniales. Tactique des petits détachements****»*, dont chaque volume est adapté à un espace géographique[[9]](#footnote-9). Il précise ses motivations, dans son introduction au deuxième tome: *«Condenser, sous une forme simple et à la portée de tous, les enseignements reçus de nos chefs, de nos camarades, et – pourquoi le dissimuler – de nos simples troupiers, collaborateurs modestes mais non dépourvus d’intelligence et de bon sens, auxquels s’ajouteraient ceux que nous avait suggérés notre propre expérience, basée sur plus de vingt années de campagnes coloniales»*. Le général Gallieni, rendu célèbre dans le grand public par son action à Madagascar, en souligne l’intérêt en préfaçant ce volume le 30 août 1910 et le capitaine Prokos insiste à plusieurs reprises sur le caractère authentique, concret, réaliste, des opérations effectivement conduites et données comme exemples.

**Caractéristiques générales des ouvrages**

Il s’agit donc bien d’une œuvre s’appuyant directement sur le vécu de son auteur et s’adressant aux officiers subalternes, car le commandement d’une colonne est généralement confié à un capitaine. Toutefois, si les principes généraux de la «guerre européenne» restent naturellement applicables outre-mer, deux caractéristiques essentielles distinguent les opérations ultramarines: d’une part les territoires sur lesquels les troupes interviennent sont particulièrement vastes mais aussi presque désertiques, ou peu habités, ce qui implique l’aptitude à l’autonomie des chefs de détachement; d’autre part les colonnes sont constituées de représentants des différentes armes et de contingents d’origines différentes, ce qui exige une capacité à combiner les aptitudes particulières des uns et des autres. Prokos s’intéresse donc au commandement d’une unité mixte de 200 à 800 combattants, disposant de 2 pièces à 1 batterie d’artillerie de montagne et 2 sections de mitrailleuses, de 40 à 100 cavaliers, soutenue par un convoi pouvant atteindre 800 à 1.000 porteurs ou *coolies* et une trentaine de mulets. Les troupes listées ci-dessus sont constituées d’un important noyau d’unités régulières (tirailleurs, spahis, etc...) et d’un volume plus ou moins significatif de contingents irréguliers levés localement. C’est assez dire la complexité de telles opérations pour un jeune officier, qui doit dans le même temps mener campagne, assurer la pénétration française et éventuellement prendre provisoirement en charge l’administration du territoire concerné.

Prokos procède thématiquement, par interrogations successives, appliquant une méthode de raisonnement tactique avant l’heure (terrain, situation, mission, moyens, ami, ennemi, etc...), qu’il «déroule» en abordant les différents types d’engagement. Il en déduit des ordres préparatoires, pour la rédaction desquels il est nécessaire de faire preuve d’une grande précision car, dans ces pays démunis de tout, ce qui a été oublié en quittant la base de départ ou prévu en trop faibles quantités manquera définitivement pendant l’opération. Il aborde ensuite la mise en œuvre, qui exige souvent des ordres de conduite modifiant les directives initiales. Il est tout aussi indispensable de conserver le plus longtemps possible le secret sur les détails de la future campagne, y compris au début de son déroulement, car, dans une première phase au moins, la fidélité des populations locales reste douteuse et les indigènes peuvent toujours renseigner les rebelles.

Rompu à tous les types de mission, il n’hésite pas à affirmer, contrairement aux idées reçues en métropole, que *«le commandement d’un convoi»* dans ces contrées déshéritées *«est une mission tout aussi périlleuse et plus délicate que le commandement d’un peloton d’infanterie»*. Sur un théâtre africain ou asiatique, la valeur opérationnelle d’une troupe encadrée par des Européens et équipée d’armes modernes est directement conditionnée par la qualité de sa logistique, alors même que les tribus insoumises tentent de s’emparer des convois lors d’embuscades.

Dans ce cadre général, Prokos multiplie les exemples, choisis en fonction du terrain (deltas, zones semi-désertiques, régions boisées ou montagneuses, etc...), et étudie aussi bien la poursuite de fuyards que les marches et attaques de nuit ou l’établissement d’une base arrière semi-permanente.

**Quelques points particuliers**

Prokos insiste à de nombreuses reprises sur l’importance de la surprise, qu’il faut savoir imposer à l’ennemi sans en être soi-même victime, car *«avec les guerriers irréguliers, braves, astucieux et résolus, c’est le danger constant»* sur une terre inconnue, en dépit de la domination européenne en matière d’armement. Il est pour cela nécessaire au chef de s’assurer le temps et l’espace nécessaires pour que la manœuvre envisagée puisse être développée, tout en conservant la possibilité de l’adapter en fonction de l’évolution de la situation. Il lui faut donc être renseigné par tous les vecteurs possibles (cavalerie régulière ou goums irréguliers, notables locaux, frictions entre les tribus, appât du gain, etc...). En cours de déplacement, des changements non annoncés ou non prévus d’itinéraires, y compris les moins probables, permettent de maintenir l’adversaire dans l’incertitude et à l’occasion des différentes rencontres, impromptues ou dans les villages, exercer un contrôle rigoureux des guides locaux et des interprètes.

Le déploiement et l’organisation des troupes, en déplacement comme lors des brèves haltes ou en stationnement, font l’objet de longs paragraphes et bénéficient de nombreux croquis réalisés par l’auteur. Sur la base de son expérience, Prokos envisage les différentes hypothèses: terrain dénudé ou boisé, plaine ou plateau vallonné, présence d’un cours d’eau ou d’un massif montagneux abrupt, etc…

Il s’agit toujours d’éviter la surprise, de conserver l’initiative et de pouvoir bénéficier au maximum de l’avantage que donnent les feux plus puissant de l’armement occidental malgré des effectifs ennemis souvent très supérieurs. La formation adoptée doit ainsi permettre une utilisation maximale des capacités de tir et le *«carré souple»*, éminemment adaptable, permet de constituer sur sa propre ressource une réserve prête à réagir, toujours disponible. À l’arrêt, sur un terrain souvent hostile et avec un climat peu favorable aux Européens, les hommes doivent impérativement récupérer: manger, boire et dormir dans un environnement le moins difficile possible. Prokos propose alors une série de croquis d’organisations possibles de campements provisoires, sur une légère hauteur qui favorise le dégagement des champs de tir, et rappelle qu’il est souvent nécessaire de protéger les points d’eau. Des petits postes avancés jouent le rôle de «sonnettes» et un peloton de cavaliers se tient prêt à intervenir pour dégager une position menacée.

**Quelle utilité aujourd’hui?**

Le lecteur ne cherchera pas dans les livres du capitaine Prokos, sous peine d’être particulièrement déçu, de vastes fresques stratégiques à l’échelle continentale sur la constitution de l’empire colonial français entre la fin du XIXème siècle et le début du XXème. Mais il y trouvera toutes les préoccupations d’un officier subalterne en situation de commandement isolé sur un territoire mal connu au milieu d’une population à la fidélité douteuse.

Il constatera alors que les «grands» principes de la guerre (liberté d’action du chef et sûreté, économie des forces et concentration des efforts, etc...), tels que Foch les exprime à la même époque dans le cadre d’une guerre européenne opposant des armées de masse, non seulement conservent toute leur pertinence mais se révèlent être les véritables clefs du succès. À l’échelle d’un détachement de quelques centaines d’hommes, les questions de renseignement, de conception et d’exécution de la manœuvre, de permanence et de qualité du soutien logistique revêtent une importance d’autant plus significative que l’unité ne peut pas être soutenue ou renforcée rapidement.

Tel est bien le principal intérêt de ces ouvrages: adapter et mettre au cœur des préoccupations du capitaine les principes fondateurs de l’art de la guerre, trop souvent considérés comme étant l’apanage de quelques grands généraux commandants en chef. Les trois livres du capitaine Prokos ne se rencontrent plus aujourd’hui que rarement: ils n’existent pas au Centre de documentation de l’École militaire, ne sont plus disponibles auprès de la bibliothèque du Service historique à Vincennes et ne peuvent être consultés que sur microfiches à la Bibliothèque nationale de France, du fait du mauvais état des exemplaires originaux. L’un des volumes a récemment été réédité à l’identique (collection *Reprint*) par un éditeur bien connu d’histoire militaire – Lavauzelle –, mais il faut toujours compter sur le hasard, à l’occasion d’une brocante ou d’une foire aux vieux livres, ou consulter régulièrement les différents sites qui, sur Internet, proposent d’anciens ouvrages d’occasion, pour trouver l’ensemble de ces études qui conduiront le lecteur d’aujourd’hui du haut Tonkin à l’Afrique Équatoriale et du Soudan au Maroc.



## Articles d’intérêt général



**A strategy for the armed forces:**

**from transformation to adaptability**

*Par le colonel Bertrand DARRAS*

***The Iraqi and Afghan conflicts have underlined the limits of the US armed forces’ transformation strategy. So, the US Army is shifting to an adaptability strategy as the best way to face the challenges of the current and foreseeable operational environment. To implement this shift, the mindset of the military personnel must change, the environment of the Army must accept or support it and some organizational changes must be made. Today, there are signs showing that those conditions could be met in a near future.***

**“*The objective I set is, for the defense and national security communities…, and beyond for the whole nation, to adapt this tool [defense and security] to the challenge of the 21st century*”**. (Defense and national security, White paper. Odile Jacob. June 2008).

**“*We will continue to rebalance our military capabilities to excel at counterterrorism, counterinsurgency, stability operations, and meeting increasingly sophisticated security threats, while ensuring our force is ready to address the full ranges of military operations*”**. (National Security Strategy. President of the United States of America. May 2010)

**“*The Department should also develop the military capability and capacity to edge against uncertainty, and the institutional agility and flexibility to plan early and respond effectively alongside interdepartmental, non-governmental and international partners*”**. (National Strategy Defense. United States of America, Department of Defense. June 2008).

Since 2001, the US Army has been continuously committed in conflicts characterized by violence, high cost and uncertain outcomes. These conflicts raise challenges which call for modification of the U.S, transformation strategy born from the Nineties. Today, a new strategy is emerging, which is not yet officially stated, but whose precursory signs are obvious: adaptability.

The transformation strategy, developed at the end of the cold war, was to enable the United States military to dictate the nature of the next war. It was about:

* Controlling the evolution of the military capabilities to ensure its relevance and its efficiency in future operating environments;
* Being a leap forward in future capabilities[[10]](#footnote-10) to force potential adversaries to become exhausted in the race to modernity.

This strategy naturally evolved into a specialization of military capabilities for high intensity operations and focused on technological advancement. To be valid, it was to lie within the scope of the “Powell doctrine”[[11]](#footnote-11).

However, the Iraqi and Afghan conflicts underlined the limits of this doctrine and of the transformation strategy. They showed that political leaders were not always free to decide upon the country’s involvement in a conflict, and the military cannot always determine the nature of the conflict. As a result, the US Army capabilities proved to be inadequate to meet the challenges rising from the new operating environment. This assessment, however harsh, doesn’t completely invalidate the transformation strategy. It indicates primarily that the doctrine and the strategy could not be applied to all operational environments. Thus, by the nature of their military and governmental organization, the United States had lost freedom of action and military initiative after the end the first phases of operations in Afghanistan and Iraq. To regain the initiative required years of effort. But, the immediate responses to the challenges of those years didn’t make for a strategy that prepares for the future. So, while starting to foresee the exit of the current conflicts, the US Army is turning its attention towards the future. Today, it is not astonishing to see the first signs of a new strategy emerging.

Defining adaptability

The adaptability can be defined as the ability to respond appropriately to the challenges coming from the current reality, in opposition to the capability to shape the future reality. Ideally, it implies that a country can field continuously, a force able to fulfill all the possible missions. It does not imply the existence of a general-purpose force, i.e. permanently optimized as a whole, in quantities and qualities, for all kinds of operations from major combat to humanitarian ones. Even for the United States, this goal might be inaccessible. The more so as, in spite of their relevance, neither the futurology and nor the capability objectives can guarantee the reality of the envisioned future commitments. Adaptability requires that the military be organized to both adapt forces as fast as possible and at the lowest costs to the operational context of a given conflict, and adapt on short notice forces already deployed. Lastly, it implies that committed forces have the ingenuity and means to adapt themselves to the evolutions of conflicts that are always volatile and complex. It must thus be based on the ability to act pro-actively and reactively on the short term.

Thus, the adaptability strategy is relevant if it aims at creating, in the short term, the conditions of success in a very vast spectrum of situations, starting not from a general-purpose[[12]](#footnote-12) force but from a force composed diverse units. Based on a capability and cultural spectrum as broad as possible, adaptability essential conditions of effectiveness are:

* The aptitude to analyze realities and to decide consequently;
* The capability to adapt predeployment training before commitment, to adapt and acquire the equipment, to generate know-how and to direct the mindset of the soldier;
* The exhaustiveness of the doctrines;
* The flexibility in the assignment of additional means in an open theatre.

To meet these conditions, it is initially necessary to shape the institutional Army, which is responsible for the development and relevance of the military. For the institutional Army to become adaptable, it will be necessary that its members have the will and the mindset to adapt, that its organization requires and enables the adaptation, and that its external environment at best supports adaptation and at least accepts it. Therefore, adaptability must be an end in itself supporting the mission of defense.

To develop the adaptation mindset

In a military system, the development of an adaptation mindset is a permanent objective. The resourcefulness to overcome lack of means and the instability in programs of activity is justified but is only a reaction, which effects are limited in time and sometimes counterproductive. The mindsets must be developed to be open to change and questioning. To achieve effective results in this field, it is necessary to think beyond educational limits or operational deployments. Indeed, in normal times, the soldiers spend more time in garrison and training than in schools or operations. It is through practices, procedures and motivations of the daily life, and through the methods of selection, assignment and promotion that one should strive to develop an adaptation mindset.

If we agree that everything in our environment, contributes to our education, then the guidelines that define this environment and the regulations which frame the daily work can and must integrate an educating dimension[[13]](#footnote-13). Documents stating procedures must reach beyond their technical aspect to describe the outcomes of education, which one awaits from their application.

In behaviors, a leader’s ability to question himself must be developed as well as the ability to adapt himself. It is indeed easy for us to adapt to the changes ordered by the hierarchy. It is less easy to accept those which are dictated by realities and contradict our beliefs and official positions. Especially, it is uncomfortable to be called into question when suggestions come from subordinates. Their view of a situation from a different level presents a unique perspective which must be considered.

Beyond individuals, an in-depth plan must be implemented to develop processes and procedures aimed at generating group dynamics powerful enough to overcome the pernicious actions of the inevitable professional coteries who do not accept the new approach. Indeed, the development and selection of individuals however clever they are is nothing without the development collective cleverness[[14]](#footnote-14). Unless each generation finds its “Napoleon” who, we know, was not infallible, it is essential to promote in the hierarchy a profitable collaboration that will not be perverted by particular interests and an abounding thinking that will not be limited by official discourses and taboos.

At first glance and in the current situation, it seems difficult to undertake a review of all procedures and methods. However, in a clearly articulated strategy that is implemented with the full commitment of leaders, gradual progress is certain as individuals and groups work in a daily environment that will overtime demand and reward the adaptation and questioning mindset.

To promote a favorable environment

The proposals mentioned above apply to the direct environment of the soldiers, namely the organization of the armed forces. They do not take into account the external environment, which has a strong influence on the military. The political, administrative and economic worlds do not function according to defense logics and goals but have a determining role in the development of the defense tool[[15]](#footnote-15). The political struggles can work as blocking factors. Administrative procedures and limitations can hinder freedom of action. The long industrial rhythms slow down the reactivity. The economic interests and policies can sometimes generate counterproductive actions. In other words, an adaptability strategy of the military institution will not give its full power without at best the support of the external environment and at least its neutrality.

The fields of application of this support are familiar: the coordination with the economic community; freedom of action in the management of military affairs and the use of budget. In all these domains, it will be important to achieve responsiveness, dynamism and freedom of action while maintaining absolute meticulousness in execution and control.

Measures taken in these areas should allow for more rapid shifts in financial priorities, more flexible adjustment of force structure, changes in the concentration of the most capable officers, the recruitment and the retention of specialists in required sensitive fields, etc. Based on the responsiveness of the economic world and financial flexibility, the military would be in a position to generate from a finite resource and at short notice, the additional manning and resources they may need to deal with a given situation.

It thus appears necessary to lead a true educational campaign to put an end to usual sequence of every 5 to 10 year cancellations of great reforms intended to be achieved in 15 years and, to give to the armed forces a true ability to adapt themselves to the current realities without losing sight of the long-term objectives for their stabilizing virtues.

The task seems overwhelming. Some people might find it unrealistic for an idealistic goal. Indeed, it is common sense to assume that from the intent to the implementation any decision will go through the filters of compromise with reality and between stakeholders; and from the implementation to the results, all actions will be impacted by uncontrolled contingencies. It is known that an intent rarely produces precisely the desired effect but an effect that should remain as close as possible to the original intent. However, this observation should not serve as a pretext to inaction or as a requirement to evolve only when under budget constraints. At the stage of the intent, the environment might well find its interest in the strategy. Once goals are shared, implementation is possible and can bring up results above or below expectations. Thus, realistic modalities of implementation of the strategy of adaptability as the driver of defense capability exist.

To create the tools of adaptability

The adaptability of an organization is articulated around an appropriate structure, an already known decision-making process, and a relatively new field of application: the capability approach and potentially that of the operational objectives.

A structure must embody a fundamental strategy to give it strength, visibility and flexibility. The armed forces are a complex system that is required to organize itself in a manner that enables it to accomplish its mission. Without this structure, adding additional procedures on a staff workload which is already too heavy would cause the stagnation of the strategy. Lastly, to base the strategy on subsidiarity will lower strength and coherence considering the stakes. Such a strategy must be implemented in a continuous and permanent way. This structure, located at the highest level, will have as an initial task to conduct the ramping up of the strategy. It will be then in an ideal position to lead its implementation.

The decision-making process will be placed in the middle of the operational and institutional fields. From there, it will enable the assessment of the capabilities of the day and the operational requirements to help decide about the adaptation of the first to the last.

The reference frame is set that will enable the adaptation of the capabilities that must be generated or deployed. But to implement it, it will still be necessary that the organization in charge of the capability approach be really in a position to influence all the components of the capabilities, which exceeds by far the issue of the equipment.

The limitations of the strategy

The three principal components of the system, the men, the organization, and the environment will have to be involved in the conception and implementation of this strategy. But just like the limitations of transformation could have been taken in consideration during its conception, one can already draw those limitations in the adaptability strategy. Within the American concept of risk management, the three components will have to take those limitations in account.

As modularity showed that it could be counterproductive when it was ill employed, the adaptability will have to be controlled to avoid creating disorder. It should not open the door to unconstrained decisions, to the obliteration of references and to the loss of coherence in the force generation process. At this stage, one can admit that a bond exists, which must be formalized between transformation and adaptability. The objectives of transformation are still legitimate. They do not contradict those of adaptability. In fact, the two strategies clearly and judiciously articulated will be mutually reinforced. Transformation will provide direction and stability to the adaptation strategy and adaptation will guarantee the relevance of the transformation strategy.

## An implementation as simple as possible

The adaptability strategy applies to a system, whose components interact. The mindset of men will influence the environment and the organization, which in return by the directives, practices and procedures will shape the men’s mindset. In this type of situation, the expert in organizations science recommend to start a virtuous circle which will grow thanks to its own dynamic that will have to be maintained to pass through the filter of uncontrolled contingencies. This task seems out of reach. However, it is acknowledged that the initialization of a virtuous circle often depends on some specific and coherent decisions, which will influence directly or indirectly the whole system and in the long run produce a result close to that expected. Thus, the implementation of an adaptability strategy can follow two paths: the implementation of another overall reform or the diffusion by limited changes with a strong leverage potential. If, in the current context, the second way must prevail, the changes that have to be implemented still need to be identified.

## Where are our american allies at?

Though not formalized in a concept, the reform seems to be launched. The idea of adaptability is clearly in the mindsets, the documents and the decisions. The changes are underway through the Army Institutional Adaptation Initiative.

The Army Capstone Concept and the Army Leader Development Strategy published in 2009 place the adaptation of a committed force for the first and the leaders for the second in the forefront. These two documents are already in the course of declension and will have an impact on the capabilities of the US Army through the influence of doctrine and through the education of men. They follow the creation of new courses[[16]](#footnote-16) for high level civil and military leaders.

The external environment already contributes to the implementation of adaptability. It is involved in the change in Army governance construct which is linked to the Army Enterprise Approach and the related creation of forums at various levels to facilitate both the collaboration of organizations within the Army and, the strategic decision. In more practical terms, the decision taken by the Secretary of Defense to cancel the Future Combat System program has as an objective to stay with the current operational requirements and to free the Army as much as possible from long term programs which lower the effectiveness of the Army by their costs, their delays and the early limitations of new technologies. The purchase of combat or training proven equipment will be given priority over long terms programs[[17]](#footnote-17). It is a clear modification of the equipment policy of the armed forces, which will shape the relationships with the defense industries and should facilitate the adaptation of future equipment.

The organization also evolves. Every major command is in charge of a Core Enterprise[[18]](#footnote-18) the function of which is to foster, within the ARFORGEN[[19]](#footnote-19) cycle and in a particular domain, the efficiency of the transition between the institutional Army and the operating Force. The decision to set up a three years force generation cycle for each brigade will improve the capabilities adaptability. In this cycle, the brigades will be assigned a world area and a mission for which they will prepare thanks to a very evolutionary doctrine, the most modern equipment, and an adapted training program, according to their basic capacity (Armored, Stryker, light infantry). To support this adaptability, a structure is dedicated to the integration of the capabilities various components: the Army Integration Capability Center (ARCIC). Each year, ARCIC will suggest a capability package to be allocated to the brigades during their ARFORGEN cycle to endow them the most modern means. The new materials and last technologies will be tested permanently to be delivered as fast as possible. Two training centers will support the Train/Ready phase, the first dedicated to major combat operations and the second to other operations. The doctrines will be updated permanently thanks to the “wikidoctrine” and will be reviewed every two years. The modularity will give flexibility to the generation of the forces. The human resource function studies the consequences of these changes and considers the leader development.

In this context, the rising tendency for now is that of an adaptability on a two years cycle (Reset and Train/Ready phases of the ARFORGEN cycle) which will influence the whole US Army through doctrine, equipment acquisition, and preparation of forces.

*Col Bertrand DARRAS is currently the French Liaison Officer HQ TRADOC. He graduated from the Saint Cyr Military Academy in 1988. After choosing the Infantry, he served most of his career in Foreign Legion operational and training units. He is graduated from the US Army Command and General Staff College and School of Advanced Military Studies. His last assignment was Chief Lessons Learned at the Defense Staff.*

*🕿 : (001) (757) 788-4362* [*bertrand.darras1@us.army.mil*](mailto:bertrand.darras1@us.army.mil)



# Les forces armées en Afghanistan

# et les médias

## *Par le contre-amiral Christophe PRAZUCK*

***En quittant son poste de conseiller communication du CEMA, le contre-amiral Christophe PRAZUCK a dressé un bilan de l'évolution et de la nécessité de la fonction communication en opérations, et plus particulièrement en Afghanistan. Ce témoignage montre combien il est important de permettre aux journalistes de travailler, dans le respect des contraintes des opérations***

**E**n 2009, 167 journalistes ont été accueillis sur le terrain par les militaires français en Afghanistan, sans compter les correspondants permanents (une dizaine à Kaboul) et les équipes médias qui accompagnent les autorités politiques sur le théâtre.

167 journalistes en Afghanistan, c’est près de la moitié des journalistes qui ont couvert l’ensemble des opérations où sont engagés les soldats français – soit une trentaine d’OPEX au total. 167 journalistes en 2009, c’est 20% de plus qu’en 2008, deux fois plus qu’en 2007. C’est plus de 600 jours cumulés de reportages dont certains se sont étalés sur plus de 50 jours. C’est l’équivalent d’un journaliste pour 20 soldats français déployés en Afghanistan.

À titre de comparaison, cette même année, les forces armées britanniques ont accueilli 240 journalistes[[20]](#footnote-20) auprès des 13.000 militaires qu’elles déployaient alors en Afghanistan et Irak. Soit environ un journaliste pour 55 soldats déployés.

Cet intérêt médiatique dont fait l’objet le théâtre afghan est le résultat d’une conjoncture où se croisent une évolution sociétale, celle des technologies d’information et des médias, une évolution des conditions d’engagement sur le théâtre afghan, qui se sont durcies à compter de 2008, et l’adaptation des forces armées pour répondre à la demande des médias.

Depuis la guerre du Golfe, l’opération *Restore Hope* en Somalie ou les Balkans, le paysage médiatique a subi une véritable mutation technologique et culturelle.

Aujourd’hui, pas moins de 3 chaînes télévisées françaises diffusent de l’information 24 heures sur 24; les quotidiens gratuits se sont multipliés dans les grandes villes; les revues spécialisées sur la défense et sur les militaires sont aujourd’hui concurrencées par des sites internet et des blogs dédiés aux problématiques de défense.

Les médias ont changé, les militaires se sont adaptés. Avec le souci constant d’expliquer la nature de leur engagement à nos concitoyens, les armées se sont organisées pour répondre au mieux à la demande croissante émanant de médias toujours plus nombreux, pour un public toujours plus varié du fait de la spécialisation des médias.

#### **La dureté croissante des opérations**

En 2001, les médias voulaient suivre la déroute des talibans et la traque d’Oussama Ben Laden jusqu’à ce que la situation se stabilise. Puis la guerre en Irak a mobilisé les troupes et les médias internationaux sur un autre front. L’Afghanistan devenait tranquillement la «*forgotten war*» outre-Atlantique.

Mais à partir de 2006, l’insurrection reprend de la vigueur. Parallèlement, la FIAS[[21]](#footnote-21) étend sa zone de responsabilité à l’ensemble du pays et les unités de l’armée nationale afghane se déploient. La FIAS leur adjoint des équipes de mentors, les OMLT[[22]](#footnote-22), qui les accompagnent dans toutes leurs missions depuis l’instruction jusqu'au combat.

Avec elles, les médias redécouvrent le visage des forces françaises conventionnelles au combat. Plusieurs grands médias suivent, dès 2007, cet engagement aux côtés de l’ANA[[23]](#footnote-23), qui, depuis, aura coûté la vie à 9 soldats français.

Le 18 août 2008, 10 soldats français tombent à Uzbeen, une vallée au nord-est de Kaboul. Les médias résonnent des interrogations de l’opinion publique française qui semble prise au dépourvue par la violence de l’engagement militaire en Afghanistan. Indéniablement, il y aura un avant et un après Uzbeen dans la couverture médiatique des opérations militaires françaises.

En 2007, 78 journalistes avaient couvert l’action des militaires français en Afghanistan; ils sont presque deux fois plus nombreux l’année suivante. Une dizaine de médias dépêche des correspondants permanents à Kaboul.

De leur côté, les armées s’appuient sur leurs propres supports de communication pour informer le personnel du ministère d’une part mais aussi le grand public: plus de 350 brèves, 200 reportages vidéo et un web documentaire ont été mis en ligne sur le site internet de l’état-major des armées depuis janvier 2007. De nombreux dossiers et articles ont été consacrés à l’Afghanistan dans les revues *Armées d’aujourd’hui*, *Terre information magazine* et *Air actualités*. Les équipes images de l’ECPAD, qui réalisent des reportages au sein des unités déployées, ont tourné quelques 250 heures d’images vidéo depuis 2008, dont sont extraits les reportages qui sont mis en ligne sur le site internet de la Défense et les bandes d’éléments mises à la disposition des médias pour compléter leurs propres sujets. Plus de 6 heures d’images ont ainsi été reprises par les médias ces deux dernières années.

Expliquer aux Français le sens de l’engagement de leurs soldats en Afghanistan, le sens de leur sacrifice lorsqu’ils tombent au combat, donner aux médias la possibilité de rendre compte de cet engagement en étant aux côtés des soldats déployés en opération sont une nécessité bien comprise, des états-majors aux unités. Elle a donné lieu à un effort croissant pour satisfaire au mieux les attentes des médias, tout en essayant de concilier leur activité avec les contraintes opérationnelles.

##### Un équilibre nécessaire entre information et sécurité

L’accueil des médias sur un théâtre comme l’Afghanistan impose des contraintes. Contraintes pour les journalistes, contraintes pour les unités qui leur ouvrent leurs portes.

Comment satisfaire les demandes des médias sans peser sur les activités opérationnelles? Si la médiatisation des actions militaires répond à un impératif démocratique, la préservation des capacités opérationnelles des unités n’en demeure pas moins une priorité. L’accueil d’un ou plusieurs journalistes génère des contraintes logistiques. Y a t’il une place dans le VAB ou dans l’hélico pour l’embarquer en opération? Un lit de camp sur la base pour l’héberger? Des rations de combat pour le nourrir?

Il s’agit donc de planifier la venue des médias et de répartir leur venue dans le temps et sur les différentes unités et missions de la force pour réduire leur impact matériel et opérationnel. Cet effort limite nécessairement l’accueil des médias.

De plus, si la sécurité du journaliste n’est pas un objectif de la mission, elle n’en reste pas moins une préoccupation pour les soldats qu’il accompagne. Sera-t-il en mesure de les suivre en patrouille pendant plusieurs heures, sur un terrain montagneux par 45°C? Saura-t-il se poster quand les coups de feu partiront? C’est pourquoi la FIAS émet plusieurs recommandations aux équipes de médias, concernant la condition physique requise pour suivre les opérations, l’équipement et l’habillement individuel des journalistes (gilet pare-balles, casque, vêtements de couleur discrète, etc.). En France, les journalistes désireux de suivre les militaires en opération sont invités à suivre un stage d’information sur les risques en zone de conflit au CNEC[[24]](#footnote-24) dans les Pyrénées. Plus de 300 journalistes ont suivi ce stage depuis sa création en 1993.

Enfin, la dernière contrainte qui pèse sur la médiatisation des opérations est la sécurité des opérations et des hommes. Montrer la réalité des engagements, la vie quotidienne des soldats sur le théâtre, l’évaluation des menaces et la préparation des opérations, tout en préservant la confidentialité des informations qui garantissent la sécurité des soldats, est un défi majeur de l’accueil des journalistes.

La réponse repose sur un engagement mutuel entre les armées et les journalistes. Libres de témoigner et d’informer sur l’engagement français en Afghanistan, il est demandé en retour aux journalistes de respecter la confidentialité de certaines informations.

En premier lieu, il leur est demandé de ne pas révéler le décès d’un soldat avant que les familles n’aient pu être prévenues par les armées, une règle parfaitement comprise et respectée par les médias. En second lieu, la FIAS demande à l’ensemble des médias qui viennent en Afghanistan de s’engager à ne pas révéler des informations relatives à certaines capacités de la force, aux activités de renseignement, aux opérations à venir, ou même passées mais qui pourraient impacter celles en cours et à venir, aux mesures de protection de la force, à l’identité des soldats et bien sûr des Afghans, qui pourraient alors devenir la cible des insurgés qui n’hésitent pas à exécuter ceux qui travaillent à nos côtés.

L’équilibre établi entre ouverture aux médias et préservation de l’efficacité opérationnelle a permis de faire de l’Afghanistan le théâtre d’opérations le plus couvert par les médias français. Paradoxalement, cela n’en fait pas le sujet le plus médiatisé.

En 2009, les questions de défense sont le neuvième thème le plus médiatisé de l’année, mais l’Afghanistan ne compte que pour un dixième de ce thème. En réalité, les opérations militaires, les annonces des renforts, la revue stratégique du général McChrystal, commandant la FIAS, et les élections présidentielles afghanes en août 2009 n’auront suscité dans les médias français qu’un septième de la couverture consacrée à la grippe A, et les trois-quart de celle consacrée au crash du vol AF 447.[[25]](#footnote-25)

Aux États-Unis, avec 5% de la couverture médiatique, l’Afghanistan est le quatrième sujet le plus médiatisé, derrière la crise économique, la réforme de la Santé et la présidence Obama. Les sujets sur l’Afghanistan y ont été multipliés par cinq en 2009.[[26]](#footnote-26)

L’explication de ce décalage entre couverture journalistique et retombées médiatiques n’appartient qu’aux rédactions, qui choisissent la hiérarchie de l’information qu’elles présentent. Cela n’aura pas empêché les 420 journalistes qui se sont succédés sur le théâtre afghan depuis 2007, de rendre compte, d’informer, d’analyser ou de critiquer l’engagement militaire français en Afghanistan.

De *l’enfer Afghan* (France 24, novembre 2007) à *Le 2ème REP pacifie la vallée de Tagab* (Le Figaro du 25 avril 2010) en passant par *Mourir au nom de la paix* (Un œil pour la planète, France 2, février 2008), *La bataille de Tagab* (France inter, avril 2008), *Une guerre au nom de la paix (*Envoyé spécial, France 2, mars 2008), *Papa part à la guerre* (Zone Interdite, M6, mai 2009), *Afghanistan: la chevauchée des Tigre* (Paris Match du 24 septembre 2009), «***Haute Tension, des chasseurs alpins en Afghanistan»*** (ouvrage paru chez Gallimard, en octobre 2009), *Afghanistan, raid de nuit* (Paris Match, novembre 2009), *Au cœur de la Légion étrangère* (Hors Série, France 3, avril 2010), etc…, ces reportages, documentaires ou ouvrages, remarqués parmi d’autres, et dont certains ont été primés par les professionnels de l’information, ont permis à leur public de mieux comprendre le sens de l’engagement militaire français et de l’action de la France en Afghanistan. L’accueil de journalistes au sein des unités est parfois ressenti comme une charge; il est indispensable pour rendre compte de ce qui est accompli loin de la France et en son nom, et pour que nos concitoyens conservent une proximité essentielle avec l’action de nos forces armées.

*Après avoir servi dans l'océan Indien, puis dans les forces sous-marines entre 1982 et 1989, le contre-amiral Christophe Prazuck obtient en 1991 un doctorat (Ph.D.) en océanographie physique à la Naval Postgraduate School de Monterey (Californie) et met ses connaissances en application à la cellule d’environnement de la marine de Toulouse qu’il dirige de 1991 à 1994. Sorti du Collège Interarmées de Défense en 1997, il prend le commandement de la frégate Floréal basée à La Réunion en 1999. En 2001, il prend le commandement du SIRPA Marine puis, en 2004, la direction du département Médias de la DICoD. À partir de septembre 2006, il est le conseiller communication du chef d’état-major des armées et porte-parole de l’EMA.*

*Depuis le 30 août 2010, le contre-amiral Prazuck commande la Force Maritime des Fusiliers Marins et Commandos (ALFUSCO) et la Marine à Lorient.*



Today’s Training & Education (Development) Revolution

The Future is Now![[27]](#footnote-27)

# *Par le Major (U.S. Army retired) Donald VANDERGRIFF*

***Leaders must understand that deciding when and how to close with an enemy may be the least important decision they make on an asymmetric battlefield. Instead, actions that builds and nurture positive relationships with a community, local leaders and children may be the defining factors for success, as well as the primary tools that contain an insurgency, build a nation, or stop genocide. True tactical prowess often entails co-opting the local population’s will while shattering the cohesion of Asymmetric adversaries.***

***A number of Army courses are grasping the Adaptive Leader Methodology (ALM) as part of Outcomes Based Training and Education (OBT&E) as part of the Army’s emerging leader development doctrine. ALM develops adaptability through the Rapid Decision Marking (RDM) process using the experiential learning model through scenario based learning. ALM is a system that promotes self-actualized learning via weakly structured situational problems. The ALM program of instruction (POI) employs techniques that are “desirable difficulties” based on the work of Dr. Robert Bjork. ALM espouses institutionalized inductive reasoning.***

***ALM puts students in difficult, unexpected situations, and then requires them to decide and act under time pressure. ALM takes students out of their “comfort zones.” Stress – mental and moral as well as physical – are constant. War games, tactical decision games, map exercises, and free‑play field exercises constitute ALM curriculum. Drill and ceremonies and adhering to “task, condition and standards” (task proficiency) in name of process are not important.***

*“The concept of Task, Conditions, and Standards may work for junior people in certain tasks. This concept, however, is becoming increasingly less relevant to higher order collective and leader training”*

*“[The Army must] emphasize the importance of changing culture…the frames of reference…move beyond Task, Conditions, Standards...reinforce development of a wartime mindset.”*

*“[We must] adapt the institutional Army…create a culture of innovation…counter resistance to change”.*

*General Peter Schoomaker*

*Army Chief of Staff 2003-2007[[28]](#footnote-28)*

**T**he challenge the U.S. Army faces today, is not one of over-thinking situations, rather it is the failure to think clearly in situations that require sound judgment at junior levels, and leaderships hesitation to believe that juniors can or will think clearly. Soldiers and junior leaders who are trained or conditioned to “look” at the situation, i.e. to assess, exercise judgment and make decision are more decisive, deliberate and correct in their actions. This is particularly important in the complex environment of Full Spectrum Operations. The most important capability needed for the Army Future Force, today, 2030 and beyond are thinking Soldiers and junior leaders who seek after the “why” of a situation, task or directive. They are interested in the “why” primarily for the purpose of understanding and making better use of the purpose behind the situation, task or directive in combating the enemies of the United States today and in the future. The future is now.

In light of this, thinking young men and women who have been taught the purpose behind military operations understand that anarchy leads to failure, while unity of purpose is more likely to lead to success. An organization of thinking individuals, working in unity of purpose with a strong understanding of intent or why, is more readily able to adapt to the unexpected realities of today’s mission sets. As a result the Army is taking on and evolving a new approach to training and education called Outcomes Based Training & Education (OBT&E) while evolving a teaching method under the umbrella of OBT&E called the Adaptive Leaders Methodology (ALM)[[29]](#footnote-29).

The U.S. Army acknowledges the need for change. The Army has begun an evolution in the way we develop – train, educate, access, promote and select – leaders and Soldiers, specifically how do we evolve adaptability. Its recently published training doctrine manual called *Field Manual 7-0 Training for Full Spectrum Operations* states:

Traditional training and education may not meet all the needs of an expeditionary Army; as appropriate, training and education must adapt to the needs of a new operational environment.

The training and education requirements are different for a full spectrum-capable force. Development of new approaches may be necessary to ensure Soldiers and Army Civilians are confident in their ability to conduct full spectrum operations anywhere along the spectrum of conflict with minimal additional training. For example, Outcome-Based Training and Education is supposed to develop individuals and organizations that can think and operate in complex environments. Used in initial entry training, its goal is to develop individual confidence, initiative, and accountability in addition to mastery of skills, instead of just minimum baseline level of performance. The focus is on the total outcome of a task or event rather than on the execution of a particular task to a standard under a given set of conditions. Given operational expectations, it is supposed to develop tangible skills – such as marksmanship – and intangible attributes – such as creativity and judgment[[30]](#footnote-30).

In the past, the “Competency theory” of learning dominated course curriculums, and there remain signs of it continuing today in leader development. “Competency theory” is a product of the old, industrial age outlook that once, by necessity, governed the way that our military approached preparing for war. During the time when we relied on a massed citizen army made up of draftees, this “assembly line” mentality made sense, but the disadvantage was that this emphasized output more than individual quality of the product. Today, what is going on in some leader-centric programs within the institutional Army in general still reflects the old “assembly line” approach. Order and control are central to Programs of Instruction (POIs) that use the “Competency theory” as its foundation[[31]](#footnote-31).

Leader development for the full spectrum of 21st Century military operations must be based on quality, not quantity, at every grade level. The rule should be, “Soldiers deserve and require trained leaders”. Schools must constantly put students in difficult, unexpected situations, and then require them to decide and act under time pressure. Schooling must take students out of their “comfort zones.” Stress – mental and moral as well as physical – must be constant. War games, tactical decision games, map exercises, and free‑play field exercises must constitute bulk of the curriculum. Drill and ceremonies and adhering to “task, condition and standards” (task proficiency) in name of process are not important. There are a number of tasks are still relevant.

The U.S. Army is beginning to embrace (OBT&E) as a doctrine, which evolved out of the efforts of Colonel Casey Haskins and his 198th Infantry Brigade at Fort Benning, Georgia 2006-08 in the approach they took in developing new infantry Soldiers, and Colonel Haskins is applying currently at the Department of Military Instruction (DMI) at the United States Military Academy West Point, NY[[32]](#footnote-32). Put simply, OBT&E looks for results; it puts more of a burden of professionalism on the shoulders of the student, as well as leaving it to the instructor on how they get results (much like Mission orders or Mission tactics where the how to is left to those executing the mission with little or no oversight from “higher”). Outcome-based Training & Education is best described as “Developmental Training,” i.e. development of the individual within the training of military task[[33]](#footnote-33).

The question that arises over and over is how does one teach in an OBT&E environment? There is a new technique – ALM is focused on leader tasks-particularly decision making – that answer this question. OBT&E is the guiding philosophy from which ALM was developed as ways to teach and reach outcomes.

In ALM, U.S. Army standards remain the baseline for training; however, they are no longer the primary or exclusive goal of training. Within this idea, is the realization that a generalized standard designed for the success of the Army at large, may be less than is required for the success of the individual or small unit in unique situations. In this manner, the task to be trained is looked upon as an opportunity to develop Soldiers, primarily by creating a foundation of understanding, such that Soldiers are able to perform the task to standard, but also gain understanding of the task, take ownership of the task, see an increase in problem solving skills, and can visualize the relatedness of the tasks within situation or to other tasks, i.e. they are better able to deal with non – scripted situations.

The Adaptive Leader Methodology (ALM) that evolved from an effort to develop cadets to be better decision makers and leaders of character at Georgetown University ROTC between 1999 and 2005. Outlined as the Adaptive Course Model (ACM) in the book *Raising the Bar: Creating and Nurturing Adaptive Leaders to Deal with the Changing Face of War*, it has been further evolved and pushed by Training and Doctrine Command’s (TRADOC’s) Army Capabilities Integration Center (ARCIC) Forward as ALM. ALM uses situational exercises in a tactical environment – to develop professionalism and decision making skills, and ultimately strength of character.

According to Major Chris Kennedy CATC and ALM are “two sides of the same coin”. Army Capabilities Integration Center (ARCIC) Command Sergeant Major Patrick Laidlaw refers to ALM as,

*…training as it has always been done but now more focused for the "TEAM" to share and not just the leader. ALM reinforces the events that all Soldiers and future leaders learn in a long period of time as what they can now do in short periods and get instant feedback and input; gets the AAR back into decision making and critique process. This should be a course that gets into every aspect of decision making from reception station to mission rehearsals for future combat operations at the lowest level. Great asset for early leader development in all of our training bases[[34]](#footnote-34).*

Current research – the work of Dr Gary Klein – tells us the most frequent type of decision making for leaders in a time critical environment is recognitional which requires a large amount of experience[[35]](#footnote-35). Research also tells us that competence in decision making is solidified by making a large number of decisions in a stressed environment (Vandergriff 2006)[[36]](#footnote-36). Dr. Robert Bjork, Dean of the School of Psychology at the University of California Los Angeles (UCLA) tells us that the way we thought we learned is wrong through his presentation “How We Learn Versus How We Think We Learn: Implications for the Organization of Army Training”, Dr. Bjork emphasized:

*As instructors, we can often be misled in this determination because what is readily available to us is the performance of our students during instruction, which can be a poor indicator of how much durable learning is actually occurring. If, for example, all we consider is the rapidity and apparent ease of learning during training and instruction, we can easily be led into preferring poorer conditions of learning to better conditions of learning. Additionally, as learners, it seems that we do not develop* – *through the everyday trials of living and learning* – *an accurate mental model, so to speak, of those operations that result in learning and those that do not. And, furthermore, we are fooled by certain indices* – *such as how fluently we process information during the re-reading of to-be-learned material* – *into illusions of learning and/or competence that then leads us to prefer poorer conditions of learning to better conditions of learning[[37]](#footnote-37).*

Leaders must understand that deciding when and how to close with an enemy may be the least important decision they make on an asymmetric battlefield. Instead, actions that builds and nurture positive relationships with a community, local leaders and children may be the defining factors for success, as well as the primary tools that contain an insurgency, build a nation, or stop genocide. True tactical prowess often entails co-opting the local population’s will while shattering the cohesion of Asymmetric adversaries. The Army, and for that matter the other services, with exceptions have focused on the Competency model which produces leaders that are good at “what to think”.

Bjork’s work, as it contrasts current U.S. Army input based training versus ALM can be summed up in the following two statements:

* ***Conditions of instruction that make performance improve rapidly often fail to support long-term retention and transfer***,
* ***Conditions of instruction that appear to create difficulties for the learner, slowing the rate of apparent learning, often optimize long-term retention and transfer.***

According to Major Chad Foster, course director for Military Science 300 at the Department of Military Instruction at the United States Military Academy West Point, NY,

*“In my opinion, the implementation of key elements of ALM has been the best thing to happen to our Military Science program during my time here as an instructor. After seeing this new methodology of teaching applied to our courses in tactical problem-solving and small unit tactics this semester, I am even more convinced of its value. In just a few weeks, I felt that I was able to get my cadets to a level beyond that which I was able to achieve over several months during previous semesters[[38]](#footnote-38).*

The Basic Officer Leader Course (BOLC) II courses at Fort Sill, OK and Fort Benning, GA have been using ALM since July 2006. During the period of February 2008 through October 2008, the demand for information on ALM as intensified as well as requests for the workshop “Deciding Under Pressure and Fast” that teaches ALM. Since January 2008 trips to brief ALM and conduct the workshop “Deciding Under Pressure and Fast” have been to San Diego, CA (Joint Conference on Military Ethics), Fort Huachuca, AZ; Fort Benning, GA; Fort Gordon, GA; Fort Monroe, VA; Fort Knox, KY and the United States Military Academy (USMA) at West Point, NY. Participating in the ALM workshop is the first step of incorporating ALM into course or program. According to Major Foster:

The ALM workshop was instrumental in getting our new instructors to “buy-in” to the new teaching methodology [ALM] that we are utilizing in our new MS300 course. It built on a lot of things that I had been saying to them previously, but it went farther in communicating the spirit and intent of ALM than anything else that we did as part of our new instructor integration and training.Many other institutions within the Army, including leader-centric courses such as the Non-commissioned officers academy (NCOA) at Fort Benning, GA are starting to use ALM in their POI and lessons plans. As Command Sergeant Major Zoltan James, Commandant of the NCOA at Fort Benning, GA describes:

*ALM has outlined and changed the way we teach at Ft Benning's NCO Academy by giving us the ability to develop NCOs to think for themselves instead of current training outlines that provided them with a Task, Condition, and Standard. We have changed our training culture adding the utilization of tactical decision games with no additional resources or increased Program of Instruction time. This new training tool allows our Students attending NCOES to share their combat experiences with their fellow peers and provides a training vehicle to develop and practice adaptability. Most importantly they gain knowledge and understanding of how to deal effectively with a continually changing environment[[39]](#footnote-39).*

Using ALM to accomplish OBT&E supports the Chief of Staff of the Army and Secretary of the Army vision supporting the need that the Army adapts its culture to encourage, develop, and teach adaptive leadership. The issue before TRADOC is instituting a methodology that moves beyond this vision to a tangible method to instruct our leaders “how to think” versus “what to think”. As CSM James continues, “*Creating adaptability in our leaders attending NCOA is a huge challenge for the current methods available of training by the standard training support packets (TSP) provided for NCOES classroom instructions by the Institutional Army”[[40]](#footnote-40).*

Instructors’ feedback and that of students involved with ALM reflects the positive impact this cultural change will have on our Army’s future leaders. According to CPT Thomas Pike, course director for Military Intelligence BOLC III:

*Adaptive Leader Methodology has had a paradigm shifting impact on the Military Intelligence Basic Officer Leader Course (MIBOLC). ALM has not only improved the way in which material is presented to the students it has also changed the way in which instructors understand their material dynamically changing MIBOLC’s training environment. ALM is what is needed to train junior intelligence officers for the 21st century.*

Of significant note is that this “change” has required no additional resources or a lengthening in the total period of instruction. While the ALM takes advantage of U.S. Army’s current combat veterans’ insights and experiences, it requires their continued initiative and desire to grow future leaders. The ALM does this because it continues to build on the Army core principles and values. The warrior ethos underpins everything in the ALM, while the ALM adapts our Army’s leaders to the current and future operating environment.

ALM is a cultural change rather than a specific set list of exercises, as CPT Pike continues, “*It is a completely different mindset for the instructor*”. ALM develops adaptability through the Rapid Decision Marking (RDM) process using the experiential learning model through scenario based learning. According to Captain Casey Giese, BOLC II company commander, “*ALM is a system that promotes self-actualized learning via weakly structured situational problems*”. As Captain Alec Barker, who applies ALM in his red teaming approach states, “*ALM espouses institutionalized inductive reasoning in order to prepare leaders for the complex wars of the future*”[[41]](#footnote-41).

At a course using ALM, according to Major Paul Wilcox, former BOLC II company commander:

*Students are quickly thrown into problem solving exercises that would be viewed in the past as too complicated for them without first learning the basics [from a classroom lecture]. They then review the results of their actions in an after action review (AAR) in which the instructors facilitate the students in finding their answers. The instructors avoid telling the students how to do it, there are no book solutions, but guide the students toward workable solutions they already discovered in experimenting during the course of the scenario[[42]](#footnote-42).*

Preferably, the instructors use force on force, free play exercises whenever possible, but in lieu of these capstone exercises, the instructors use Tactical Decision Games (TDGs) as a tool to facilitate learning, or symposium-based case studies, before ever introducing theory or doctrine[[43]](#footnote-43) It is desired the students discover these on their own as a cadet from USMA contrasts the old with the new:

*I wanted to express to you how thankful I am for the change in the program. Last year as you know was death by power point, where the quizzes were a bunch of form numbers. Myself and many of my classmates deemed that of little use considering how most of those forms can be found on Google and that most of us have forgotten what we memorized and dumped for that course. I was very happy to find out that the yearlings did not have to suffer through what I did, and instead, are developing their tactical thinking and applying them to scenarios we may see in the future. Many of my classmate and myself agree that this course makes one realize why they came to West Point, to lead soldiers and be real good at it. I just read the HW assignment for MS 300 and it was chalk full of good information that I can use for the future. This class prepares me a lot better for OIF and OEF than last year’s class. Thank you for that and I hope this development continues[[44]](#footnote-44).*

According to Sergeant First Class Robert Elzy BOLC II TAC “*the approach called for in the ALM POI is more difficult because the instructors must stand back and let the students learn through doing, but also know when to step in to keep students on course without wasting too much time as some student leaders will flounder in trying to lead and solve the problem*”. Major Foster adds:

*ALM works, but it takes the right kind of instructor. Gone are the days when you could just “plug-in” any officer or NCO into a teaching position. Teaching in a course that applies ALM requires a high level of passion and competence. It is tough for those who want to implement this methodology, but nothing worth having is EVER easy. After seeing it first hand, I will apply the principles of ALM in everything that I as a leader, trainer, and mentor during the rest of my Army career. I will also seek out subordinate leaders who understand this philosophy and can put it into practice.*

ALM teachers are concerned with why the students do what they do – an action-learning approach. The emphasis of the course is on ensuring that the students gain and maintain a willingness to act. During numerous AARs and mentoring sessions – occurring during and after numerous scenarios with different conditions – the teacher will analyze why the students acted as they did and the effect the action had on the overall operation. As Captain Walton, instructor at Infantry BOLC III put it:

*I was skeptical at first of its [ALMs] utility for a number of reasons. We had to really bite our lips during the painful execution of very poor React to Contact Drills during the BFX's. However, we noticed during the AAR we were no longer confronted with the statement,...but that's the way SSG Meleander told me to do it…I was now able to ask leading questions during the AAR i.e., Why did you assault back toward your SBF position? I found myself rather than in a position of convincing the Lt's of a way to do it, and even confrontational at times in the AAR, the Lt's now fully accepted and took ownership that they were not ready. I was now coaching, teaching, and mentoring on team, squad, and platoon Leadership. The Lt's then went back and conducted several hours of rehearsals and then executed a second iteration of the BFX. They performed the best set of Sqd LFX's we've ever conducted[[45]](#footnote-45).*

The ALM curriculum and leader evaluation system use two criteria to judge students’ decisions and ultimately their strength of character: the timelessness of their decisions and their justification for actions taken. The first criterion will impress on students the need to act in a timely manner, while the second requires students to reflect on their actions and gain insights into their own thought processes. Since students must justify their decision in their own mind before implementing it, imprudent decisions and reckless actions will be less likely. During the course, student decisions in terms of a “school solution” will be relatively unimportant. The emphasis will be on the effect of the students’ actions, not on the method they may have chosen. This encourages a learning environment in which there will be few formulas or processes to achieve optimum solutions. This environment will solicit creative solutions.

The learning evaluation system in the ALM is based on the philosophy that feedback should be given in a way that encourages a willingness to act and then reflect on actions in a manner that maximizes learning. Unconstructive critiques destroy the student leader’s willingness to act and can lead to withholding of adverse information or false reporting. The course will avoid formulaic solutions and provide room for innovative solutions in its POI. This begins at the entry level to achieve transformation over a generation of leaders, teaching new dogs new tricks. As CSM James remarks as a result of using ALM, “We have a better trained and developed NCO Corp that become critical thinkers and can adapt to a changing operating environment to support Senior Leaders mission requirements”[[46]](#footnote-46).

**Conclusion: Evolution Must Continue**

Most Army schools open with the standard bromide: ‘We are not going to teach you what to think ... we are going to teach you how to think”. They rarely do. Critical thinking is both art and science. There are techniques to critical thinking, such as careful application of logic, or alternative application of deduction and induction. These techniques can be taught and learned[[47]](#footnote-47).

The U. S. Army’s cultivation of adaptability requires a vast effort – from the top down as well as bottom-up. It is so central to the future of the Army that it applies to squad leaders as well as to the joint-force commander. The leaders of the future Army should have to make a truly gross error to create a negative blotch on their careers. Evaluations and performance reviews cannot continue to haunt adaptive leaders throughout their careers if they have only made an honest mistake[[48]](#footnote-48).

CSM James concludes that “ALM has enhanced my entire NCO Academy Instructors ability to plan and execute training at my NCOES courses that encapsulates the Student ability to think for himself, giving him another tool to training his Soldiers when he returns to its units”[[49]](#footnote-49). The culture will become one that rewards leaders and soldiers who act, and penalizes those who do not. Today’s culture needs to evolve so that the greater burden rests on all superior officers, who have to nurture – teach, trust, support, and correct – the student who now enters the force with the ability to adapt.

Adaptability will become a product of the future Army; it will depend on what appears to be a relatively simple change in teaching technique in order to deal with the increasing complexities of war. The grasping, understanding, and mastering of adaptability will come through rigorous education and tough training early on – quality, not quantity – to produce adaptive leaders. Leaders’ ability to be adaptable will guide decisions on how to accomplish their missions, while also helping them to recognize and compensate for differences in the temperament and ability of other Army officers, NCOs, and civilians through unit training and professional development. Adaptability will provide a stable support structure to infuse and sustain Army leaders’ initiative in future operating environments. Most importantly, as Major Foster concludes, “ALM creates leaders and soldiers who can truly ’think on their feet’ because they are forced to do so in every aspect of the course. I don’t think there is any other method or theory that could be better for developing leaders, especially those in the military”[[50]](#footnote-50).

*Donald E. Vandergriff, following 24 years of active duty as a Marine enlisted and Army officer. Don has authored 50 articles and 4 books. His magnum opus is the extensive study of the Army’s personnel system and culture, while making recommendations to prepare the Army for the 21st Century called “****Path to Victory: America’s Army and the Revolution in Human Affairs****” (Presidio Press, May 2002). Recently, Vandergriff has published “****Raising the Bar: Creating and Nurturing Adaptability to Deal with the Changing Face of War****” (Center for Defense Information, Dec 2006), and “****Manning the Legions of the United States and Finding Tomorrow’s Centurions****” (Praeger, October 2008). Raising the Bar is currently being used by numerous courses, particularly by the Department of Military Instruction at the United States Military Academy at West Point NY; while an excerpt of Chapter 6 “Training (and educating) Tomorrow’s Soldier” in Manning the Legions was sent out by Army Chief of Staff General George Casey to all 2 star generals as a recommendation for best practices on how to develop Soldiers in July 2008. Vandergriff currently works with Army Capabilities Integration Center Forward in Crystal City, VA as a senior analyst in leader and Soldier development.*



**Repenser l’influence du milieu sur la manœuvre interarmées:**

**cas du combat aéroterrestre en montagne[[51]](#footnote-51)**

*Par le commandant (Air) Jean-Patrice LE SAINT*

***La diversité des milieux naturels caractérise les zones d’opérations militaires. Contraintes de composer avec l’environnement, les forces armées doivent prendre en compte toutes les spécificités de ce dernier. La montagne constitue l’un des milieux les plus hostiles aux militaires. Si ce type de terrain n’est pas complètement étranger aux armées, force est de constater qu’à l’instar du milieu urbain, la réflexion interarmées s’est peu penchée sur cette thématique. Aussi, dans le contexte actuel, notamment au vu des opérations en Afghanistan, repenser la montagne par un prisme interarmées est une nécessité stratégique, opérationnelle et tactique.***

*«Généralement, celui qui occupe le terrain le premier et attend l’ennemi est en position de*

*force; celui qui arrive sur les lieux plus tard et se précipite au combat est déjà affaibli»*.

Sun Tzu, *L’Art de la guerre*

**C**onsidéré dans l’Antiquité comme une activité déloyale, le combat en montagne a longtemps occupé une position marginale dans la représentation occidentale de la guerre, bien que le franchissement des points hauts soit, très tôt, apparu comme une condition nécessaire à un engagement codifié en plaine. Paradoxalement, la guerre en montagne était perçue comme un épiphénomène des actions militaires, alors que de nombreux théâtres lui ont conféré une issue capitale, voire décisive. Cette «cécité stratégique» s’est prolongée jusqu’à la fin de la Guerre froide, où la perspective d’un engagement de grande ampleur dans les plaines d’Europe centrale avait quelque peu occulté la place tenue par la montagne dans de nombreux affrontements périphériques conventionnels (Corée, Inde-Pakistan, Golan, etc…) ou non (Algérie, Vietnam, Colombie, Afghanistan). La décennie1990 (Balkans) et, surtout, les opérations menées depuis l’automne 2001 en Afghanistan nous imposent de repositionner la montagne dans nos réflexions stratégiques. Ce milieu spécifique est en effet un théâtre particulièrement favorable aux confrontations asymétriques qui constituent aujourd’hui le cadre le plus probable de l’engagement de nos forces.

À la fois refuge et rempart, la montagne s’inscrit dans un *continuum* géographique offrant aux acteurs asymétriques des zones d’action et de remise en condition. Son appréhension requiert donc à la fois une analyse globale, à l’échelle du théâtre, et plus particulière, centrée sur ses spécificités propres. Sa maîtrise passe en outre par une exploitation coordonnée de l’ensemble des capacités offertes par toutes les composantes d’une force. Mais cette synergie ne sera véritablement et durablement atteinte qu’au prix d’une réflexion partagée et d’un entraînement conjoint qui, seuls, nous permettront de valider de nouvelles combinaisons capacitaires. Nos armées disposent aujourd’hui de tous les atouts nécessaires à cette démarche qui, à moindre coût, nous permettra d’offrir à nos décideurs un pôle d’excellence du combat en montagne.

# Repenser la montagne: une nécessité stratégique

La supériorité des armées occidentales, totale depuis la fin de la Guerre froide dans le combat conventionnel de haute intensité, est désormais contestée par des ennemis «non classiques» qui contournent nos schémas de pensée et d’action. Parce qu’elle se développe sans cesse, parce qu’elle concentre tous nos enjeux, parce que toute action y obtient un retentissement médiatique fort, la ville est le lieu d’action privilégié des acteurs asymétriques, et donc le point focal de toutes les réflexions militaires. La guerre parmi la population est, assurément, une réalité d’aujourd’hui et de demain. Mais, si elle est une condition nécessaire à la victoire, la maîtrise de la ville ne représente qu’un aspect de la question.

Dans une stratégie d’usure visant à contraindre le «fort» au renoncement, terroristes et mouvements de guérilla fondent en effet leur capacité d’action, ciblée dans les villes, sur la constitution de réseaux logistiques situés dans des zones périphériques (zones périurbaines, campagnes) et dans des sanctuaires géographiques difficiles d’accès (forêts profondes, littoraux escarpés, montagnes), préférentiellement adossés à des frontières. Les théâtres d’opérations constituent donc, à échelle macroscopique, un système parfaitement organisé combinant zones d’action et de régénération. La victoire suppose ainsi la conduite, dans une même cohérence, d’opérations militaires visant simultanément la neutralisation de l’adversaire là où il se manifeste, et son asphyxie en agissant là où il se reconstitue.

Favorisant les autochtones tout en rendant particulièrement complexe l’exécution d’opérations militaires d’envergure, les terrains montagneux constituent des zones grises de choix, propices au développement d’activités illicites «en toute impunité».

Ce statut de refuge est potentiellement loin d’être marginal, si l’on considère que près de 50% des terres émergées sont couvertes de montagnes.

Mais les montagnes offrent aussi au commandement d’une force des opportunités d’action remarquables. Souvent faiblement peuplées, elles permettent en effet d’agir avec une grande liberté, en conduisant des opérations de vive force tout en minimisant les pertes et en réduisant les contraintes liées à la maîtrise des dommages collatéraux. Une victoire à «fort rendement politique et militaire» devient possible, sous réserve qu'on maîtrise les spécificités opérationnelles du milieu.

# Repenser la montagne: une nécessité opérationnelle

L’«objet montagne» est une réalité complexe et protéiforme, difficilement conceptualisable de manière absolue. La montagne peut en effet être isolée ou insérée dans un massif, nue ou couverte de végétation; sa morphologie générale, son altitude, l’influence des saisons ou de la météorologie constituent par ailleurs autant de facteurs influençant la conception de la manœuvre.

Elle est néanmoins toujours un espace de bataille tridimensionnel, dans lequel points hauts et infrastructures (grottes, réseaux souterrains)offrent des ressources pour observer l’adversaire, se dérober à ses tirs, frapper ou communiquer. Elle est aussi indissociable de son environnement immédiat car le contrôle des vallées, dans lesquelles transitent moyens de combat et soutiens, est indispensable au succès. La victoire en montagne suppose donc à la fois la conquête des «hauts» et la préservation des «bas».

L’adversaire, complice avec l’environnement, exploite toutes les dimensions de la montagne: la zone d’intérêt couvre donc souvent de grandes surfaces. Il agit en petits groupes, mobiles et furtifs, privilégiant des actions coup de poing, avant de disparaître tout aussi vite. L’action militaire en montagne est ainsi faite de longues périodes de quadrillage en vue d’acquérir du renseignement, et de courtes phases de combat de haute intensité, parfois d’autant plus violentes qu’inattendues. Il convient alors de disposer de combattants aguerris capables de débusquer et de marquer l’adversaire, puis de le neutraliser sous faible préavis. La qualité du renseignement, l’agilité des troupes et la possibilité de délivrer des feux précis et puissants constituent donc des capacités clés.

Le cloisonnement et l’étendue du milieu ainsi que l’exigence de mobilité imposent de privilégier l’emploi des forces en détachements disposant d’une relative autonomie dans le combat et la logistique. Les nombreux obstacles naturels sont par ailleurs autant de contraintes pesant sur l’établissement de communications sol-sol sûres, pourtant essentielles au commandement et à la conduite de la manœuvre. L’action est ainsi nécessairement menée de manière décentralisée, en vertu de règles d’engagement claires et connues de tous; mais elle doit s’appuyer sur l’ensemble des ressources tactiques disponibles.

# Repenser la montagne: une nécessité tactique

Dans cette conquête lente et méthodique du terrain, le combattant au sol est le maillon essentiel du dispositif. Le soldat de la montagne doit disposer de qualités spécifiques qui lui permettent de vivre, de progresser, de combattre et de durer dans un milieu qui ne souffre aucun amateurisme. Les effets conjugués de l’altitude, de l’humidité, du froid et de l’isolement[[52]](#footnote-52) produisent en effet un affaiblissement sensible des performances physiques, et une altération du comportement, susceptibles d’affecter la cohésion d’un groupe et son efficacité au combat.

Il doit en outre bénéficier du concours de matériels spécialisés lui permettant d’acquérir du renseignement, de se déplacer ou de délivrer des feux, quelles que soient la configuration du terrain ou les conditions météorologiques. Les appuis organiques présentent l’avantage d’une intégration facilitée à la manœuvre des fantassins de montagne, mais ils accusent des limites qui, selon les circonstances, restreindront leur utilisation, voire dissuaderont de leur emploi. La mise en jeu d’appuis artillerie (canons, mortiers), pourvu qu’ils soient disponibles à l’endroit et au moment voulu, en nombre suffisant, reste fortement contrainte par la nature du terrain (établissement de bases de feu) et dépendante des voies de communication (routes, chemins, ponts). Les hélicoptères de combat représentent une solution intéressante à condition que l’environnement soit compatible avec leurs performances et que l’aérologie[[53]](#footnote-53), la configuration de la zone (obstacles naturels ou artificiels[[54]](#footnote-54)) ou la menace sol-air[[55]](#footnote-55) leur permettent d’intervenir avec un niveau de risque acceptable.

Comme le montrent quotidiennement les missions conduites en Afghanistan, les avions de combat offrent d’autres possibilités. Placés en alerte à proximité des zones d’intérêt, ils assurent à la demande, sous faible préavis, l’appui renseignement (reconnaissance d’itinéraires, de zones et de points d’intérêt) et l’appui feu (démonstration de force, tirs d’intimidation et de destruction avec des armes de précision) des forces, privant ainsi les insurgés de toute possibilité d’action d’envergure et de tout refuge durable. Les équipages bénéficient pour l’identification rapide de leurs objectifs d’opportunité, rendue souvent difficile par l’absence ou l’excès de repères caractéristiques au sol, du soutien de combattants à même de leur désigner les cibles, voire de guider leurs munitions (laser). Certes, la météorologie, variable et parfois incertaine, reste une contrainte forte[[56]](#footnote-56). Cependant, l’avènement des armements guidés de précision tout temps (GPS) ouvre à cet égard de nouvelles perspectives.

L’intégration d’équipes spécialisées dans le guidage des avions d’armes[[57]](#footnote-57) au sein des forces de surface permet donc de combiner les capacités de combat, terrestres et aériennes, de manière particulièrement performante, car chacun œuvre dans un but commun en s’appuyant sur les capacités de l’autre. Cette interdépendance tactique est, sur le terrain, aujourd’hui telle que désormais aucun commandant d’opérations n’engage d’unités s’il n’a pas l’assurance de bénéficier d’un appui-feu air-sol puissant. Plus encore, l’appui-feu air-sol n’est plus un simple préalable à l’action terrestre: il façonne la conception de la manœuvre tactique au sol, au point d’être parfois l’élément clé du succès. Une conclusion s’impose: il faut, dès aujourd’hui, penser la montagne en interarmées.

# Repenser la montagne: Une démarche nécessairement interarmées

L’état de l’art, en matière tant de doctrine que d’entraînement au combat en montagne, présente aujourd’hui encore un fort cloisonnement des approches aériennes et terrestres. Bien qu’elle ait développé des niches capacitaires (recherche et sauvetage de personnel par des équipes aéro-larguées, par exemple), l’armée de l’air n’a pas formalisé d’approche globale de la montagne. L’armée de terre, quant à elle, dispose d’un *corpus* théorique propre. Mais les entraînements conjoints sont trop épisodiques pour qu’il soit permis d’en tirer des enseignements systématiques.

Les travaux actuellement menés dans le cadre de la commission interarmées d’études sur l’appui aérien[[58]](#footnote-58), les rapprochements entre le CFT[[59]](#footnote-59), le CFA[[60]](#footnote-60) et ALAVIA[[61]](#footnote-61)dans le domaine de l’entraînement à cette mission (CENTAC[[62]](#footnote-62) de Mailly, CENZUB[[63]](#footnote-63) de Sissonne) constituent des initiatives prometteuses, qu’il serait opportun de prolonger dans le domaine de l’action en montagne pour compléter la démarche fonctionnelle «appui aérien» par une approche transverse cohérente qui prenne en compte l’influence des milieux dans tout l’éventail des possibles.

La première étape de ce processus capacitaire doit être conceptuelle et doctrinale. Il s’agit bien, d’abord, de penser ensemble les finalités et les modalités de l’action en montagne, en capitalisant sur l’expertise développée sur les théâtres d’opérations. La création du centre interarmées de concepts, de doctrines et d’expérimentations (CICDE) offre désormais aux armées un cadre idéal pour développer ce type de réflexions, en garantissant la cohérence des conclusions avec les objectifs définis par l’état-major des armées (EMA).

La seconde étape de la démarche doit être pratique car, au-delà des textes fondateurs, l’expertise et l’expérience se développent à proportion de l’entraînement.

Cette idée force se justifie d’autant plus que les objectifs d’entraînement peuvent être réalisés à moindre coût. Nul besoin en effet d’infrastructures dédiées, à l’instar du CENZUB. Notre territoire est particulièrement riche en montagnes diverses et variées, dont certaines accueillent des enceintes militaires englobant des espaces aériens dédiés à l’exercice (Grand champ de tir des Alpes «GCTA», par exemple) alors que d’autres offrent le double avantage d’être peu habitées et couvertes par de vastes zones d’entraînement aérien, dont certaines sont activées depuis la surface (Massif central ou Corse).

Enfin, la cohérence globale de l’approche, pilotée sous la houlette de l’EMA, pourrait être garantie par la mise sur pied d’une antenne dédiée. Créée dans l’un des grands commandements organiques de nos armées ou au sein de l’une des composantes «spécialisées montagne» de l’armée de Terre, cette structure serait chargée de la programmation, de la conduite des exercices conjoints, du recueil, de l’exploitation et de la diffusion du retour d’expérience au profit tant du commandement que des unités. L’objectif est ici, à la fois, d’améliorer la préparation opérationnelle de nos forces, d’identifier à temps les axes d’effort de nos combattants et d’orienter la réflexion sur les équipements à venir.

Longtemps considérée comme un front secondaire, la montagne s’impose désormais comme un champ d’intervention militaire à prendre en compte, à la lumière des combats longs et difficiles menés depuis bientôt six ans en Afghanistan. Zone refuge, elle est l’une des pièces maîtresses de toute stratégie asymétrique. Elle est un milieu spécifique pour les hommes comme pour les matériels. Les développements opérationnels les plus récents ont suscité de nouvelles combinaisons de moyens (forces conventionnelles et forces spéciales, aéronefs de combat) qui justifient une approche capacitaire résolument interarmées.

Les réflexions opérationnelles, désormais décloisonnées, doivent fondamentalement prendre en compte les spécificités des milieux d’action. Dans la continuité de la politique ambitieuse menée aujourd’hui dans ce sens, nos armées peuvent se doter d’une capacité d’entraînement interarmées au combat en montagne. La France disposerait ainsi d’un ensemble cohérent d’outils, centres d’excellence d’entraînement au combat, qui constitueraient un faire-valoir précieux vis-à vis de nos alliés et amis, dans le cadre tant de l’OTAN que de l’Union européenne.



## Libres opinions[[64]](#footnote-64)



# Témoignage

**du général d’armée (2°s) Bernard Thorette[[65]](#footnote-65)**

**lors de la séance solennelle de rentrée de l’EMSST,**

**le 8 septembre 2010**

**J’**étais à votre place voici une trentaine d’années, j’avais effectué mon temps de commandement de capitaine, je voulais «faire un brevet technique»… je l’ai fait à l’INALCO (en langue arabe) puis à l’École supérieure de guerre.

J’ai vécu, ce faisant, une expérience exceptionnelle et j’ai bénéficié d’une formation exceptionnelle.

Je veux ici en porter témoignage.

**Pourquoi ai-je fait ce choix… en 1977?**

Pour l’envie de «faire autre chose»,…pour le goût d’une certaine curiosité,… ressentant un appel fort pour les «chemins de traverse» plutôt que pour les routes directes, conscient que j’étais que les deux pouvaient mener à la même destination: être un officier le plus complet possible. Un certain attrait pour le défi me poussait alors.

Ce fut un choix personnel, clair et réfléchi, dans une période où les choses étaient un peu différentes de ce qu’elles sont aujourd’hui en matière d’orientation.

**Que m’a apporté cette formation?**

Elle m’a apporté une dualité dans ma formation personnelle tant universitaire qu’opérationnelle.

Elle m’a apporté un équilibre dans mon approche personnelle des sujets. Elle m’a toujours été utile et ne m’a jamais desservi.

Cette formation m’a procuré une compétence autre, appuyée sur deux pieds, équilibrée.

Elle m’a apporté un apprentissage différent, fait de «compétition» dans un autre milieu que celui auquel j’étais habitué, combinant le travail et la nécessaire «fonction de représentant» de l’armée de terre.

Elle m’a offert une ouverture permettant l’acquisition de qualifications supplémentaires (renseignement, relations internationales) et d’une culture complémentaire (politico-militaire).

Cette formation m’a donné une capacité à traiter d’égal à égal avec mes interlocuteurs dans les ministères et les cabinets…tout en m’offrant la capacité d’être «comme les autres officiers» et parfois un peu plus que les autres…La différence est en ce sens un atout, pour soi, pour tous.

**En quelles circonstances cette formation m’a-t-elle été utile?**

Elle m’a été utile tout au long de ma «deuxième partie de carrière», celle que vous abordez aujourd’hui. Elle m’est encore utile maintenant, tous les jours…

À l’INALCO, il s’agissait de l’acquisition de connaissances; après l’INALCO, c’était le temps de l’acquisition des qualifications; à l’École supérieure de guerre, l’approche militaire et du travail d’état-major m’était offerte.

Le secrétariat général de la défense nationale m’apportait ensuite l’expérience et la reconnaissance de mes qualifications; en régiment, en opérations, cette formation double m’autorisait une compréhension plus complète des situations;

À la direction du renseignement militaire, à l’IHEDN, à la tête du centre opérationnel interarmées, les acquis de cette formation en matière de connaissance des questions internationales me furent précieux. Ils le furent aussi au cabinet militaire du ministre de la défense ou en tant que chef d’état-major de l’armée de terre.

Cette formation m’est encore utile au Conseil d’État, dans mes nouvelles fonctions.

**En conclusion** de ce court témoignage, je peux attester devant vous du bien fondé de ma formation à l’EMSST et du bonheur qu’elle m’a offert tout au long de ma vie professionnelle.

En un mot, si cela était à refaire, je le referais.

Vous avez par votre choix, comme je l’ai fait avant vous, contribué à construire votre avenir; soyez fiers de ce choix.

Je vous souhaite bonne chance.



Sang et or

# La crise et ses répercussions belligènes.

# Mise en perspective

*Par le colonel Michel Goya[[66]](#footnote-66)*

**I**l est souvent fait référence à la crise économique de 1929 pour décrire la dépression actuelle; or, par un enchaînement tragique, la crise de l’époque a conduit, par ses conséquences sociales, puis politiques, au désastre de la Seconde Guerre mondiale. Il paraît donc légitime, si on veut poursuivre l’analogie jusqu’au bout, de s’interroger sur le caractère belligène de la situation actuelle. Le capitalisme peut-il se sauver par l’impérialisme, selon les idées de Lénine? Ne peut-on considérer, au contraire, que l’affaiblissement des puissances libérales peut stimuler l’agressivité de régimes hostiles ou conduire à des «implosions» qu’il sera impossible d’ignorer? Pour appréhender ces rapports entre situation économique et situation stratégique, complexes mais pas nouveaux, il est intéressant d’interroger l’Histoire.

### **La crise comme facteur de paix entre les peuples**

Dans «***La prospérité du vice****»[[67]](#footnote-67)*, l’économiste Daniel Cohen reprend les théories du temps long et les corrélations que certaines d’entre elles avaient établies entre les cycles économiques et les guerres, depuis les débuts de la révolution industrielle. À la suite de Gaston Imbert[[68]](#footnote-68), il distingue ainsi quatre grandes phases de 1815 à 1914. La période qui va, en France, du Ier Empire à la guerre de Crimée (1853-1856), se caractérise par un cycle long de dépression économique qui privilégie les conservateurs sur les progressistes et offre moins de ressources à l’État et à son armée. À partir des années 1840, la tendance économique s’inverse. L’État commence à disposer de ressources importantes qui lui permettent d’en consacrer une partie importante à des efforts collectifs et de poursuivre ses ambitions propres à l’extérieur. Le «concert européen» se délite et les grandes guerres européennes réapparaissent (Crimée, Italie, guerres «prussiennes»). En revanche, la «grande dépression» qui débute en 1873 s’accompagne d’une décroissance guerrière dans une Europe qui retrouve des règles collectives de gestion des crises. Au début du siècle suivant, le retour de la prospérité en Europe voit aussi le retour du nationalisme et la réapparition des conflits jusqu’à la Première Guerre mondiale. Loin du «doux commerce» évoqué par Montesquieu, la prospérité semble donc plus belligène que la dépression, par la combinaison de confiance collective et de ressources qu’elle suscite.

### **La crise comme facteur de sécrétion de monstres**

Comme dans «***Fondation****»*, le roman d’Isaac Asimov, il arrive toutefois que les «lois» historiques soient violées par des «anomalies». Dans la période qui suit la Première Guerre mondiale et la gestion de ses conséquences immédiates, la tendance est à la réduction drastique des armées et à la «mise hors la loi de la guerre». La crise de 1929 accentue encore le phénomène de repli sur soi jusqu’à ce que les tensions internes qu’elle suscite, toujours favorables à la recherche de boucs émissaires, conduisent à l’arrivée au pouvoir du parti nazi en Allemagne. Ce nouveau régime totalitaire, qui porte en lui la guerre, peut consacrer des ressources importantes à son outil militaire d’autant plus que, keynésien avant l’heure, il constate que «beurre et canon» ne sont pas forcément incompatibles, et surtout que les puissances adverses restent, elles, paralysées par la crise. Les politiques d’«apaisement» ne font que stimuler l’agressivité d’Hitler jusqu’au désastre final, qui voit également l’apparition d’une autre «anomalie» historique: l’arme nucléaire.

### **Des grandes guerres des «trente glorieuses» aux petites guerres des «trente piteuses»**

Par un effet gravitationnel inverse qui tend à écarter le risque d’agression majeure de toute nation qui la possède, l’arme nucléaire permet de maintenir les deux blocs en apesanteur guerrière, mais n’affecte pas ce qu’on désigne alors comme le Tiers Monde. L’affaiblissement des puissances européennes commence par profiter aux mouvements de décolonisation jusqu’à ce que la croissance revenue leur permette de retrouver des forces. Même si les enjeux n’y sont pas les mêmes, le contraste est flagrant entre la guerre d’Indochine (1946-1954), menée dans une certaine indifférence par la France avec des professionnels équipés par les Américains, et la guerre d’Algérie (1954-1962) qu’elle finance seule et où elle engage le contingent. Cette même croissance permet ensuite à la France de transformer une nouvelle fois son armée en la dotant d’un arsenal atomique. L’intervention américaine au Vietnam, en parallèle de la coûteuse course à la Lune, conclut la période des «trente glorieuses».

La crise économique qui suit voit le repli américain succéder au repli européen post-colonial, et l’initiative passe aux États communistes (expédition chinoise au Vietnam et surtout soviétique en Afghanistan en 1979) ou pétroliers (invasion irakienne de l’Iran en 1980). Les tensions intérieures s’accroissent (terrorisme en Europe, coups d’État en Amérique latine, guerre civile libanaise) et débouchent parfois sur des affrontements inter-étatiques comme l’aventure argentine aux Malouines en 1982 face à un Royaume-Uni que l’on croit affaibli. Mais, même en crise, les puissances capitalistes sont plus résistantes que leur adversaire communiste, dont le système économique finit par s’effondrer. Grâce, en partie, au «blocage nucléaire», cette crise communiste s’achève par la transformation de l’Union soviétique et de la Chine et non par une fuite en avant militaire. Les États-Unis triomphent par abandon, mais ils sont obligés de demander l’aide de leurs alliés pour financer leur première grande intervention militaire post-guerre froide face à l’Irak, en 1991.

### **Capitalisme partout, sécurité nulle part**

Fin des blocs, limitation des ambitions par faiblesse économique, «nouvel ordre mondial» structuré par la puissance américaine, les conditions semblent réunies en 1991 pour un apaisement du monde. Effectivement, les premières années 1990 sont celles des «dividendes de la paix» et de la diminution du nombre des conflits (de 40% de 1991 à 2005[[69]](#footnote-69)), ainsi que des budgets militaires. L’hypothèse d’une «fin de l’histoire», par l’unité idéologique du monde, fait son apparition[[70]](#footnote-70) en même temps que la croissance pour les bénéficiaires de ce décloisonnement. Ce n’est pas un phénomène nouveau. Lors de la première mondialisation, à la fin du XIXème siècle, l’idée d’une communauté de culture entre les puissances et leur imbrication économique avait produit des visions similaires. En réalité, les nouveaux moyens de transport et de communication avaient exacerbé les identités[[71]](#footnote-71). La première mondialisation avait ainsi conduit à la Première Guerre mondiale.

Force est de constater que le monde des années 1990 n’est pas aussi «plat»[[72]](#footnote-72) que le souhaiteraient certains et que des «saillants» apparaissent un peu partout, à l’intérieur même de ces États affaiblis qui ne se font plus que rarement la guerre. Si on peut désormais se rendre dans n’importe quel pays, on ne peut que rarement s’y déplacer partout en toute sécurité tant les zones de non-droit se sont multipliées dans les banlieues, bidonvilles géants, ghettos ethniques, territoires occupés, zones tribales et mêmes espaces côtiers.

Ces «poches de colère»[[73]](#footnote-73) sont propices au développement d’organisations non étatiques, le plus souvent locales et réactionnaires, mais parfois à vocation internationale, comme Al Qaïda qui introduit une nouvelle «anomalie», le terrorisme massif, finalement peu destructeur, mais à très forte charge émotionnelle. L’apparition de cette menace terroriste déclenche à son tour le retour des grandes expéditions militaires américaines, rendues possibles par les bénéfices de cette même mondialisation. Mais ces opérations, comme celles d’Israël, révèlent aussi la résistance des organisations nichées dans les «poches de colère» comme le Hezbollah, les néo-talibans ou l’armée du Mahdi.

Simultanément, la croissance nouvelle offre des ressources à des nations émergentes qui n’ont certainement pas l’intention de se contenter d’un statut de «nouveau riche», à l’instar du Japon, et dont certains, comme la Chine ou la Russie, doublent leur budget de défense tous les cinq ans.

### **La nouvelle guerre de trente ans**

La crise actuelle réduit momentanément les ambitions. Les États-Unis ne peuvent plus se payer des guerres qui n’engagent pas des intérêts vitaux tout en coûtant deux milliards de dollars par semaine, et le président Barack Obama se lance clairement dans un processus de désengagement. Al-Qaïda, de son côté, est victime de sa folie et de son rejet du monde arabe autant que des coups américains. L’élimination de ses derniers grands leaders lui porterait sans doute un coup fatal et faciliterait par là-même le repli américain. À court terme, la tendance semble donc plutôt à l’apaisement du monde même si, on l’a vu, le retrait des puissances occidentales peut aussi être une incitation à l’agressivité de certains États.

À plus long terme, tout le problème stratégique de la crise économique actuelle réside dans sa durée. S’il s’agit d’une parenthèse violente dans un cycle long de croissance, on verra se dessiner une nouvelle géopolitique multipolaire qui, sauf à établir un nouveau système de gestion collective des crises, aboutira, dans un contexte de ressources limitées pour des puissances en plein développement, à des affrontements. Ceux-ci resteront, il faut l’espérer, contenus par le blocage nucléaire et seront donc très indirects. S’il s’agit au contraire du point de départ d’un long marasme, on peut anticiper des fortes tensions internes dans de nombreux pays et, pour les plus instables, le chaos de type somalien ou la réapparition de régimes dangereux. Dans tous les cas, les opérations militaires auront lieu dans le «monde intermédiaire» entre les puissances, plus particulièrement dans ses «zones grises» et sous forme, dite encore, par habitude, «irrégulière», alors que cela tend à devenir la règle. La situation économique conditionnera simplement les rapports de force.

Quoiqu’il advienne de la crise économique actuelle, le monde à venir sera plus dangereux pour une France dont le poids relatif économique et démographique décline inexorablement au sein d’un ensemble européen qui semble lui-même de plus en plus vulnérable par son manque de dynamisme. Il n’est peut-être pas encore trop tard pour en tirer vraiment les conséquences pour notre outil de défense qui, de variable budgétaire, peut devenir aussi le moteur intérieur et le garant extérieur de nos intérêts dans cette nouvelle «guerre de trente ans».



Unrestricted warfare:

**sommes-nous prêts?**

# *Par le commandant Pascal NOËL*

***Les grands pays alliés ou adversaires potentiels préparent activement le volet cybernétique du soutien aux opérations. La France est-elle consciente de cette menace et s’y prépare-t-elle concrètement?***

**L**es États-Unis ont développé le concept d’«Information warfare» Les Chinois celui d’«Unrestricted warfare »et les Russes celui d’«Information weaponry». Les moyens de mener une cyber attaque ou des actions de guerre électronique sont à la portée de tous les États et de nombreux groupes terroristes.

Les États-Unis mènent depuis 1995 des exercices du type «The Day after» en essayant de contrer les effets d’un éventuel «Pearl Harbor informatique».

Face à cette menace réelle, nos armées continuent à s’entraîner comme si la menace n’existait pas. La guerre électronique et les spécialistes du CELAR[[74]](#footnote-74) sont priés de ne pas venir perturber les grands exercices.

Il est grand temps d’enlever nos œillères pour réaliser ce genre d’exercice afin de faire un état des lieux de nos faiblesses et de nos forces.

Depuis quelques années, tous les conflits sont accompagnés, et le plus souvent précédés, d’actions offensives dans le cyberespace.

* La crise russo-estonienne a donné lieu à de graves paralysies des systèmes informatiques estoniens. Paralysies d’autant plus importantes que ce pays est à la pointe des nouvelles technologies. De même, le conflit russo-géorgien a vu la paralysie de certains systèmes d’information géorgiens.
* Les relations tumultueuses entre l’Inde et le Pakistan sont amplifiées dans le cyberespace par des groupes tels que le *«Pakistan Cyberarmy*» ou l’«*Indian Cyber Army*».
* Lors du dernier conflit entre Israël et le Hezbollah, ce dernier a largement démontré ses capacités offensives en termes de cyber attaques.
* Un certain nombre d’États européens ont été victimes d’actions offensives en provenance «apparente» de la Chine.

Certains groupes tels que «*Pakistan Cyberarmy*», «*Iranian* Cyber *Army*» ou «*Hacker Union of China*» font régulièrement parler d’eux suite à des attaques plus ou moins sérieuses. Aujourd’hui, la mafia russe s’est faite une spécialité de la mise au point d’outils et de services informatiques spécialisés pour les délits informatiques, outils qu’elle loue ou revend par la suite à d’autres organisations qui les utilisent.

L’imputabilité irréfutable de ces actions est quasiment impossible à établir pour un État attaqué. Et ceux qui mènent ces attaques ont bien souvent intérêt à faire porter la responsabilité sur un autre État.

Il en est de même pour la guerre électronique où nos grands états-majors ne sont même pas équipés pour détecter s’ils sont brouillés. Les actions de la guerre électronique ne sont jamais jouées complètement contre nos états-majors ou nos unités. Ainsi, lors d’un exercice sur un camp de Champagne, une unité n’a pas trouvé bizarre que tous ses GPS indiquent qu’elle se trouvait à plusieurs centaines de kilomètres, en plein centre-ville. Non, cette unité a juste voulu envoyer ses GPS en réparation... Les ingénieurs du CELAR venaient juste de leurrer leurs récepteurs GPS en ré-émettant des signaux GPS enregistrés.

Depuis 15 ans, les États-Unis ont mené plusieurs études[[75]](#footnote-75) sur la vulnérabilité de leurs infrastructures et notamment celles de défense. Ces nombreuses études leur ont permis d’élaborer une véritable doctrine qui balaie tout le spectre de la menace. Cette doctrine pragmatique a d’emblée opté pour une réponse défensive et offensive. Alors qu’en France, il a fallu attendre le dernier livre blanc pour évoquer la lutte informatique offensive.

Suite à la parution de cette doctrine, les États-Unis se sont dotés des structures[[76]](#footnote-76) pour faire face à ces menaces. Structures non figées car, en 2009, a été créé l’U.S. Cyber Command (USCYBERCOM), dont le rôle est de coordonner les réseaux informatiques de la Défense américaine et de conduire les opérations de cyber attaque.

Et que dire de la gigantesque National Security Agency (NSA) qui, avec son système d’interception Échelon, est à même d’écouter à peu près tout ce qu’elle souhaite?

Pour essayer de faire face à la menace, les États-Unis se sont dotés de plans concrets[[77]](#footnote-77) pour prévenir et essayer de contenir les menaces les plus graves sur leurs infrastructures vitales (Défense, énergie, transport...)

De plus, pour améliorer sa préparation, le gouvernement fédéral réalise régulièrement des exercices de simulations d’attaques plus ou moins massives sur les forces et les infrastructures civiles et militaires.

L’exemple américain est ici plus détaillé, mais des pays comme l’Inde ou la Chine ont également commencé un tel processus.

Certes, la prise en compte de la menace et les différentes réponses apportées par les États-Unis ne les prémunissent en rien contre un Pearl Harbor informatique. Mais au moins, ils se sont donnés la peine de l’analyser.

Et la France dans tout cela? Qu’avons-nous fait? Avons-nous seulement dressé un état des lieux de nos faiblesses? Trop peu de gens ont conscience des risques potentiels que court notre pays, et encore moins de décideurs sont prêts à les écouter.

L’assurance de la dissuasion nucléaire est bien faible et totalement inappropriée face à la menace qui pèse sur nos infrastructures vitales. Comment réagir à une attaque potentiellement dévastatrice, alors qu’il est quasiment certain que nous ne pourrons pas établir de manière irréfutable qui sera l’auteur de cette attaque? Comment réagirons-nous si demain toutes nos infrastructures de télécommunications et nos réseaux de transport d’électricité sont paralysés? Mais à un niveau plus subalterne, que feront nos chefs demain si nos systèmes d’information opérationnels et de commandement sont neutralisés sur un théâtre d’opérations? Le récent exemple du virus *Confliker,* qui s’est propagé sur le réseau de la Marine et a obligé ses Rafales à rester cloués au sol, faute de pouvoir télécharger leurs paramètres de vol, nous montre que nous sommes loin d’être à l’abri.

*Issu de l’EMIA (Promotion lieutenant Schaffar 1995-1997), officier du matériel, le commandant Noël a commandé une section binationale dans la brigade franco-allemande puis une compagnie de maintenance au 2ème régiment du matériel. Il a ensuite servi à l’école supérieure et d’application du matériel. Il est actuellement stagiaire du diplôme technique «Télécom-réseaux» à l’école des transmissions.*



# Peacekeeping onusien:

# le ver est dans le fruit

*Par le chef de bataillon Rémi PELLABOEUF*

***L’idéologie pacifiste et la culture du compromis qui sous-tendent l’esprit des opérations de maintien de la paix (OMP) de l’ONU rendent illusoire tout succès à long terme face à des acteurs déterminés. Démonstration par le Liban.***

***Février******2016****. Les combattants du Hezbollah harcèlent les Merkavas qui progressent rapidement sur le sol gelé de la plaine de Metulla, au Sud Liban. Simultanément à un raid aérien sur les sites nucléaires iraniens, Israël a lancé une offensive préventive (preemptiv) sur les sites de lancement du Hezbollah identifiés au Nord du Litani.*

*Pas un seul coup de feu n’a été tiré par les 12.000 Casques bleus, malgré les règles d’engagement robustes qui avaient fait l’objet d’âpres discussions en septembre 2006. À qui la faute?*

Ce scénario imaginaire de passivité de la FINUL est inscrit en filigrane dans la situation actuelle.

**L**a France est décrédibilisée car le commandement de la FINUL n’a donné aucun ordre. Ou plutôt il n’a donné que des ordres de repli dans les enceintes des camps, s’assurant que toutes les patrouilles étaient rentrées à couvert.

En 1982, lors de l’invasion israélienne, les tireurs antichars français avaient vaillamment barré la route aux Merkavas qui les avaient ignorés, se contentant de ne pas ouvrir le feu et de maintenir les soldats de l’ONU dans le carcan de leurs règles d’engagement d’alors. Depuis 1992, la France avait pourtant retenu la leçon: elle n’avait plus engagé de troupes sous la responsabilité de l’ONU depuis les prises d’otages et les *sniping* tragiques de Sarajevo. À juste titre, puisque la FINUL s’était montrée encore impuissante à prévenir ou modérer le conflit de 2006. Après 33 jours de guerre, la résolution 1701 du conseil de sécurité (CSNU) avait été arrachée par nos diplomates, grâce à la solution acceptable du retour de l’armée libanaise au sud du Litani, jusqu’alors territoire exclusif de la milice du parti de Dieu.Les exigences françaises avaient donc été claires pour se déployer après le conflit: un chef de mission («*head of mission*») et une chaîne de commandement tous deux militaires, des règles d’engagement solides assorties à des armements puissants.

Ainsi, depuis 2006 et jusqu’à ce jour, était-il clair dans l’esprit des soldats français qu’il n’y avait pas d’alternative à la riposte en cas de nouvelle attaque israélienne. Ils savaient que le rapport de force défavorable en nombre d’engins serait rééquilibré par la caisse de résonance diplomatique de la communauté internationale si Tsahal tirait sur des soldats occidentaux. Bien sûr, la situation n’était pas sans risque face aux moudjahidin du Hezbollah, auréolés du titre de résistants, qui sortaient leurs armes de leurs caches pour entraver l’action de la Force et se mesurer à «l’ennemi sioniste». Mais de là à réduire la Force à observer passivement la situation se détériorer sans intervenir, il y avait plusieurs pas à franchir...

De compromis en compromission, la FINUL a involontairement renoncé à sa liberté d’action. Les raisons de ce glissement progressif sont multiples; l’une d’entre elles a cependant entraîné les autres.

Alors, à qui la faute? À la posture déséquilibrée de la Force, déployée géographiquement chez l’un des protagonistes, ce qui entraîne progressivement un glissement des perceptions? À son caractère multinational et ses contingents aux motivations variées, allant des professionnels du maintien de la paix peu enclins à la fermeté à des occidentaux parfois plus volontaristes? Au général commandant la FINUL, qui malgré les efforts d’influence de son chef d’état-major français, était entré insidieusement dans une logique de sauvegarde de la tranquillité à tout prix, perdant son rôle d’arbitre? Aux hauts responsables politiques français, qui, s’ils tenaient à maintenir une présence militaire française dans zone la plus «crisogène» de la planète, n’avaient pas suffisamment affirmé leur volonté de riposte qui aurait permis de lui garder un caractère dissuasif et d’influencer la décision? Au haut commandement militaire français qui avait oublié la raison de la présence des moyens puissants sur le théâtre et se contentait d’une logique d’entraînement de ses unités mécanisées confortable à bien des égards?

Certes. Mais fondamentalement, **l’ONU** est la première responsable, parce qu’elle **n’a pas su se départir d’un certain pacifisme idéologique sous-jacent à ses interventions pour la paix** **qui l’a rendu toujours incapable d’employer justement la force quand il s’est agi de le faire.**

L’origine de cette défaillance généralisée est dans l’état d’esprit et la pensée du *peacekeeper*, pour lequel la force n’est pas faite pour être employée. *Peacekeeper* est d’ailleurs une expression révélatrice qui ne contient ni le mot ni l’idée de soldat, contrairement à son impropre traduction ‘soldat de la paix’. Pour le fonctionnaire onusien, utiliser les armes devient un échec. Leur emploi est incompatible avec le maintien de la paix, d’où d’ailleurs l’organisation de ses structures de commandement où l’influence des militaires est amoindrie. Dans ce référentiel, les moyens de guerre puissants n’ont pas lieu d’être au Liban. L’exception consistant à avoir un chef de mission militaire n’a pas occulté cet état d‘esprit à la FINUL; peut-être d’ailleurs parce que le commandant de la Force signe un contrat de fonctionnaire onusien dont l’esprit déteint peu à peu sur lui.

Dans une saine conception des choses, la force est au service du droit. Pour la FINUL, elle peut être utilisée légitimement dans le cadre de la résolution du CSNU[[78]](#footnote-78). Le succès est possible à long terme en prenant le temps et les moyens pour y parvenir, s’il est accompagné d’une réelle volonté politique de tous les acteurs, dont bien entendu les États contributeurs. Or l’approche biaisée de l’emploi de la force annihile cette volonté. Car elle induit la recherche d’une situation calme en apparence, qui est censée donner la preuve de l’avancée de la paix comme depuis fin 2006. Les décideurs s’appliquent à faire baisser la tension suite à tout incident, avec une crainte non avouée d’utiliser les armes. Les affirmations musclées ne tiennent pas dans la durée et laissent bien souvent place à une entente au rabais et un satisfecit général, donnant l’illusion que la paix avance. Le soulagement des responsables est grand quand ils n’ont pas eu à utiliser la force qu’ils menaçaient d’employer, grâce à une négociation qui les a cependant amenés insidieusement à baisser la garde, abaissant leurs exigences pour parvenir à un compromis. Une certaine frilosité qui en découle dans les tractations avec les protagonistes risque de se transformer en démagogie, à cause de l’illusion d’un progrès vers la paix sans véritable volonté des acteurs d’y parvenir. Un discours politiquement correct permet finalement de se donner bonne conscience et de masquer cette situation précaire.

**\* \***

À force de craindre de mener la moindre action sous prétexte de ne pas aggraver une situation à l’équilibre fragile et complexe et finalement de restreindre ainsi chaque jour la marge de manœuvre de la Force, la culture du compromis pour une fausse paix à tout prix glisse subrepticement vers l’inefficacité à long terme, négation de la finalité de l’OMP[[79]](#footnote-79). Les États pourvoyeurs de troupes se doivent donc d’avoir une raison politique supérieure qui donne un sens à l’action de leurs soldats qui y sont engagés et qui pèse sur le déroulement des évènements en conformité avec la finalité du déploiement de leurs unités.

Car malgré la mondialisation, on ne meurt toujours pas pour l’ONU. Le prochain conflit sera possible quand les protagonistes auront acquis l’intime certitude que la FINUL ne réagira pas, engluée dans son inhibition de pacifisme onusien. La paix sans la force est une utopie, l’histoire l’apprend durement à tous les rêveurs qui l’oublient par idéologie.

*Officier saint-cyrien, l’auteur a notamment servi au 2ème régiment étranger d’infanterie. Dans le cadre de sa scolarité au Cours supérieur d’état-major, il a occupé la fonction d’assistant militaire du général chef d’état-major de la FINUL de juillet 2009 à février 2010.*



**Cabinda, enclave angolaise**

**dans les Congo:**

## enjeux et réalités. Genèse et souveraineté

### Par le capitaine NKOUNKOU BIYENDOLO

***L’histoire récente de l’enclave de Cabinda est révélatrice des tensions politiques et économiques qui peuvent survenir dans les pays producteurs de pétrole. Les tensions diplomatiques et géopolitiques locales entraînent la sous-région dans une spirale de la violence et dans une course au profit. La solution serait de ne plus se voiler la face et de considérer le pétrole comme un facteur d’une diplomatie réaliste.***

**S**ituée en Afrique centrale, Cabinda est une des 18 provinces de la République d’Angola. Sa particularité, est qu’elle est enclavée entre deux États: la République démocratique du Congo (RDC) et la République du Congo (RC). Cabinda est l’un des plus anciens foyers belligènes du continent africain. Au XVIIIème et XIXème siècles, les puissances européennes s’y affrontaient déjà, notamment pour le contrôle des points de trafic des esclaves. Cabinda bénéficiera, sous le protectorat portugais, d’une existence juridique distincte de celle de l’Angola. Cependant, l’administration commune de ces deux territoires par la puissance coloniale, puis l’annexion, en 1974, de Cabinda par les forces du Mouvement populaire de libération de l’Angola (MPLA), va en faire une province du nouvel État angolais. Cette nouvelle donne sera entérinée par l’Acte final de la conférence d’Alvor le 15 janvier 1975, au détriment du peuple cabindais quasiment exclu de ce processus[[80]](#footnote-80). C’est ainsi que vont être lancés des mouvements politico-militaires indépendantistes, dont le plus connu sera le Front de libération de l’enclave de Cabinda (FLEC). La recrudescence des actions militaires des indépendantistes contre le pouvoir angolais aura pour conséquence immédiate l’implication, sur fond de guerre froide, des deux pays riverains de Cabinda.

Mais, un facteur amplificateur, le pétrole, viendra indéniablement déterminer l’importance de l’enjeu cabindais dans les rapports triangulaires Angola/République du Congo/République démocratique du Congo. La pertinence des risques et incertitudes encourus par «le triangle» appelle ainsi à l’émergence, à terme, d’une forme adéquate de diplomatie.

#### **Le pétrole cabindais: convoitises et instabilité géostratégique**

Depuis les années 90, la production pétrolière de Cabinda connaît une croissance constante. La province concentre à elle seule plus de 60% de la production totale de l’Angola. En 2003, sa production a connu sa plus importante croissance (902,500bpj/an pour une moyenne de 497.000bpj/an)[[81]](#footnote-81). En 2008, l’Angola a produit plus de 2 millions de barils de pétrole, devenant ainsi le premier producteur de l’Afrique noire.

Cette prospérité a cependant pour effet de réveiller la convoitise et les appétits des États frontaliers de la province angolaise, et plus particulièrement de la RDC, nettement moins bien pourvue en pétrole, accablée par les agressions territoriales à répétition et par la pauvreté écrasante de sa population.

Le climat de suspicion et de tension s’amplifie dès lors entre les deux voisins. C’est dans ce contexte que les travaux de la «Grande commission mixte Angola/RDC» du 17 décembre 2009, chargée de négocier, entre autres, les questions des frontières maritimes et de l’exploitation commune du pétrole, ont débouché une fois de plus sur un échec.

Exceptionnellement, la République du Congo semble, quant à elle, depuis le retour au pouvoir du Parti congolais du travail (du président Denis Sassou Nguesso), tirer profit des rapports privilégiés qui lient ce parti au MPLA du président angolais, José Edouardo Dos Santos. Ainsi, à la fin des années 90, le Congo est parvenu à un accord de partage des gisements frontaliers. Toutefois, l’épuisement annoncé de certains gisements au large de Pointe-Noire (capitale économique de la République du Congo) risque fort de briser la fragile entente qui prévaut actuellement.

D’un autre coté, l’étroite dépendance de l’Angola vis-à-vis du pétrole cabindais plonge le pays dans une profonde incertitude stratégique, économique et institutionnelle. Cette incertitude a pour effet de provoquer un réflexe de survie, se traduisant par un repli nationaliste, xénophobe et sécuritaire. Pour preuve, en 2009, une campagne d’expulsion «sauvage» d’expatriés des deux Congo a conduit ces derniers, et plus particulièrement la RDC, à répliquer par des expulsions de ressortissants angolais.

À cet égard, le maintien de la paix et du statu quo territorial imposent une reconfiguration des échanges diplomatiques au sein du triangle Angola/RDC/RC.

#### **D’une diplomatie classique à une diplomatie des ressources**

«*L’avenir de l’Afrique centrale se jouera dans la mer*»[[82]](#footnote-82), a affirmé le docteur Baudouin Philippe Makutu Kahandja en faisant allusion aux importants gisements pétrolifères de la région. À l’image de la diplomatie moyen-orientale, l’enjeu cabindais suggère désormais que le pétrole soit placé, sans tabou et en tout réalisme, en tête des préoccupations de la diplomatie locale (Angola/RDC/RC).

L’exemple du récent conflit soudano-tchadien a montré aisément l’échec d’une diplomatie «passéiste» fondée sur la solidarité africaine et les chimères d’une Communauté économique des États de l’Afrique centrale (CEEAC), qui peine toujours à décoller, et est totalement inefficace lorsqu’il s’agit d’or noir.

Ainsi, la diplomatie des ressources (ou secteurs), suggérée pour la première fois par l’ancien Secrétaire général de l’Organisation des Nations-Unies, Koffi Hanan[[83]](#footnote-83), aura pour avantage ultime l’objectivité et le réalisme dans les rapports triangulaires géostratégiques (épineux, dès lors qu’il s’agit de partage des ressources naturelles). Toutefois, pour accéder à cette perspective prometteuse, l’Angola, la RDC et la République du Congo devront parvenir à se détacher de la tutelle écrasante et parfois subversive des multinationales pétrolières.

*Actuellement stagiaire au COSCAM-Cours supérieur du commissariat et d’administration militaire à l’EMSST, le Capitaine NKOUNKOU BIYENDOLO est chef de la division finances et matériels à la direction générale des ressources humaines du ministère de la Défense congolais. Il est, par ailleurs, titulaire du diplôme de l’École nationale d’administration d’Algérie et d’un Mastère d’administration et gestion des entreprises de l’Université de St-Quentin-en-Yvelines.*



# ONUCI:les casques bleus

# sont-ils devenus

# un mal nécessaire?

# *Par le chef de bataillon Cédric DUVERGER*

*Les forces œuvrant dans le cadre des missions de maintien de la paix sous mandat de l’ONU rencontrent de grandes difficultés à planifier et à conduire efficacement des opérations d’envergures. La composante militaire constituée de contingents très hétérogènes n’agit plus de façon autonome et souffre de ne pas avoir d’objectif propre clairement assigné.*

**L**es casques bleus n’ont jamais été autant déployés de par le monde. La barre symbolique des 100.000 soldats de la paix déployés[[84]](#footnote-84) vient d’être dépassée pour la première fois au mois de février 2010. Pourtant, paradoxalement, ces casques bleus combattent et s’interposent de moins en moins. Sur les 15 opérations de maintien de la paix en cours[[85]](#footnote-85), la plupart sont en effet considérées comme ayant atteint leur phase de «stabilisation». Quelle est donc la mission de ces soldats sans adversaire? Dans une dynamique de paix, ces guerriers ne deviennent-ils pas un poids plus qu’un levier? Les casques bleus ne sont-ils pas finalement devenus de simples faire-valoir politiques déconnectés des réalités du terrain?

L’opération des nations unies en Côte d’Ivoire (ONUCI) illustre parfaitement les limites et les difficultés de ce type d’engagement.

## Un déploiement important mais déconnecté des besoins opérationnels

L’ONU ne perd aucune occasion pour communiquer sur le nombre de casques bleus déployés dans les missions de maintien de la paix. Cette approche quantitative, vestige d’un passé où l’on mesurait la valeur d’une armée à son volume, entretient habilement une double illusion de transparence et de lisibilité, deux valeurs chères aux Nations Unies. Le nombre de soldats devient ainsi un véritable étalon et permet, de façon objective et consensuelle, d’apprécier la situation sécuritaire d’un pays ou de mesurer l’efficacité d’une force. Pourtant, ces chiffres n’ont en réalité que peu de pertinence.

Ainsi, le format de la composante militaire de l’ONUCI répond davantage à la volonté de marquer les efforts financiers et politiques consentis par les principaux pays donateurs de l’ONU qu’à répondre à un réel besoin opérationnel. Corollaire de cette inadéquation structurelle, acceptée et assumée par New York[[86]](#footnote-86), le mandat de l’ONUCI repose sur une obligation de moyen et non sur une obligation de résultat. Cela constitue *de facto* un véritable aveu de faiblesse et contribue à miner le rôle dissuasif de la force.

Plus grave encore, la cohérence et la crédibilité du dispositif militaire peuvent être directement menacées. Les contingents sont en effet parfois utilisés comme de simples pions sur l’échiquier politique. Ainsi, la décision du conseil de sécurité de retirer un bataillon d’infanterie bangladeshi de Yamoussoukro au mois de juin 2009, ne traduisait aucunement le signe d’une amélioration sécuritaire ou politique. Il s’agissait au contraire de donner un avertissement aux autorités ivoiriennes afin de les inciter à accélérer le processus électoral.

## Un état-major militaire inhibé et sous tutelle

Peu consulté pour déterminer le type, le volume, et les capacités des troupes qui pourraient être utilement déployées, le général commandant la Force ne possède par ailleurs qu’une liberté d’action très limitée dans la conception et la planification des opérations.

La composante militaire demeure en effet très largement inféodée aux décisions de l’état-major civil. Ainsi, le *leadership* des fonctionnaires internationaux est véritablement prégnant pour chacune des lignes d’opérations de l’ONUCI, qu’elles soient à dominante sociale, financière, humanitaire ou encore sécuritaire. Ainsi, toutes les actions de la force doivent être conçues pour s’inscrire et s’intégrer dans une dynamique civile contraignante et peu maîtrisée.

Par ailleurs, le département des opérations de maintien de la paix (DOMP) supervise et valide depuis New York la planification et la conduite des opérations. Cet échelon stratégique de contrôle, désincarné et distant, engendre souvent d’importantes frustrations au sein de l’état major de théâtre. Ainsi, l’impression de condescendance et de manque de confiance de la part de New York qui transparaissent dans les échanges quotidiens tendent à déresponsabiliser les officiers d’état-major et à parasiter les échanges d’informations au sein de l’opération.

Enfin, la planification des opérations majeures est naturellement dimensionnée par les budgets alloués à la mission. Or, la double chaîne hiérarchique, organique et opérationnelle, ne se coordonne absolument pas. Ainsi, le bureau finance du DOMP ne communique qu’avec la division soutien de l’ONUCI. Ce manque de symbiose et cette organisation du travail cloisonnée dégradent fortement la capacité de planification de la force. Les ressources financières, pourtant globalement satisfaisantes, sont par ailleurs peu optimisées.

## Des opérations peu ambitieuses mais pourtant complexes à conduire

La dimension multiculturelle de la force, si riche soit-elle, induit de nombreuses contraintes techniques et entrave fortement le rythme et la conduite des opérations. Par exemple, la compatibilité des moyens de transmissions des différents contingents, pierre angulaire de toute action coordonnée, n’est toujours pas assurée[[87]](#footnote-87). De plus, la grande hétérogénéité des contingents sur le plan technique et tactique, impose de privilégier des actions simples, courtes et décentralisées. Le choix des modes d’action envisageables et l’efficacité globale des opérations s’en trouvent donc limités.

Le chef des opérations n’a par ailleurs pas autorité sur l’ensemble de ses moyens. Ainsi, le détachement d’hélicoptères militaires est placé sous les ordres d’un civil, responsable de l’ensemble des opérations aériennes pour l’ONUCI. Les unités et moyens du génie sont, quant à eux, placés sous les ordres d’un autre civil qui commande la division soutien. Le centre opérationnel[[88]](#footnote-88), lui-même, est sous la tutelle du chef de cabinet civil du représentant spécial du secrétaire général. D’un point de vue strictement opérationnel, cet organigramme constitue donc une véritable aberration. Il répond exclusivement à des logiques financières et administratives et constitue une vulnérabilité critique. Le général est ainsi tenu de *négocier* au quotidien et de composer avec des managers civils souvent peu familiarisés avec les opérations militaires.

Enfin, certains pays contributeurs ont une vision biaisée de la logique de volontariat sur laquelle repose les missions de maintien de la paix. Ainsi, bien que théoriquement placés sous le commandement direct du général commandant la force, les chefs des contingents nationaux n’hésitent pas à revendiquer une certaine indépendance d’esprit, voire un droit de veto concernant les missions jugées à risque. Pour autant, si ces contributions nationales sont volontaires, elles ne sont pourtant pas bénévoles.[[89]](#footnote-89)

Cette remise en cause implicite du pouvoir supranational de l’ONUCI fragilise considérablement les coalitions et pourrait devenir son plus grave écueil.

Ainsi à l’instar de l’ONUCI, les forces œuvrant dans les missions de maintien de la paix rencontrent de grandes difficultés à planifier et à conduire efficacement des opérations d’envergure. La composante militaire n’agit plus de façon autonome et souffre de ne pas avoir d’objectif propre, clairement assigné.

Contrairement aux structures de l’OTAN, où l’état-major militaire intègre des composantes civiles, ici c’est un état-major civil, qui dans le cadre général de son mandat, intègre une dimension militaire dans chacun des volets politique, social et sécuritaire. Cette mise en œuvre par l’ONU du concept d’approche globale est donc bien peu satisfaisante d’un point de vue militaire et peu efficace sur le terrain.

Cette coupure grandissante entre l’échelon stratégique et l’échelon de théâtre, le leadership croissant des civils dans les affaires militaires ainsi que les contraintes intrinsèques des coalitions ne préfigurent-ils pourtant pas une nouvelle façon de concevoir et de faire la paix?

*Officier d’infanterie, le chef de bataillon Cédric DUVERGER a effectué une première partie de carrière dans le renseignement. L’auteur a participé à de nombreuses missions dans un cadre multinational et a notamment occupé en 2009 le poste de planificateur au sein de l’opération des nations unis en Côte d’Ivoire*



# L’influence: cœur et esprit

# de la contre rébellion

*Par le chef d’escadrons Philippe GENNEQUIN*

***Imparfaitement intégrée par le niveau tactique pour des raisons conceptuelles et doctrinales, l’influence est aujourd’hui subordonnée aux opérations alors qu’elle devrait leur «dicter sa loi».***

***Afin de relever ce défi culturel, il est donc nécessaire de construire une doctrine claire, assise sur une structure transverse inspirée des «affaires indigènes».***

«***L****e feu est dans les esprits et non dans les maisons*»: cette formule évocatrice, empruntée à Dostoïevski, résume la méthodologie que privilégie l’insurrection afghane afin d’obtenir l’adhésion consentie ou forcée de la population.

Prêches anti-coalition à l’initiative d’imams radicaux, *night letters[[90]](#footnote-90)* fustigeant la «collaboration» démontrent chaque jour que le champ psychologique est au centre des enjeux contre insurrectionnels: dans ces conditions, les perceptions des populations, au sein desquelles s’exerce l’usage de la force, constituent un élément déterminant dans la conquête des esprits plutôt que des cœurs.

Définie par la capacité à agir sur les dispositions psychologiques et cognitives d’une personne ou d’une communauté, l’influence[[91]](#footnote-91) est une notion immatérielle et combinatoire qui naît d’une stratégie et d’une méthode visant à convaincre par ce que l’on est, par ce que l’on dit et par ce que l’on fait.

Imparfaitement intégrée au niveau tactique pour des raisons principalement conceptuelles, l’influence est aujourd’hui subordonnée aux opérations alors qu’elle devrait leur «dicter sa loi». Il est donc nécessaire de la doter d’une doctrine claire, bâtie sur une structure transverse inspirée des «affaires indigènes».

Faire de l’influence l’outil principal de contre rébellion en Afghanistan répond tout d’abord à une nécessité tactique de concentration des moyens et d’économie des forces: le volume insuffisant de troupes, dont une partie significative est dédiée à la protection des postes avancés ainsi qu’à la sécurisation des flux logistiques, réduit notre capacité de manœuvre, dans un milieu d’autant plus hostile qu’il est tenu par un ennemi motivé et aguerri.

Ainsi, favoriser les actions d’influence dans les domaines de la gouvernance (LOO 1)[[92]](#footnote-92) et de la reconstruction (LOO 2) est un moyen objectif de gagner la «guerre des effectifs» et de reprendre l’initiative. En effet, la faiblesse des financements et l’absence d’unité de commandement ne permettent pas aux insurgés de coordonner l’ensemble de leurs actions et les limitent principalement au domaine sécuritaire (LOO 3).

Si les principes de la guerre militent en faveur de l’influence, il n’en demeure pas moins que sa compréhension par l’échelon tactique n’est pas évidente.

Son caractère immatériel, le manque de lisibilité et la difficulté pour mesurer l’efficacité d’actions dont les résultats se révèleront à long terme expliquent cet état de fait.

La confusion sémantique, combinée à la constitution de structures *ad hoc* de commandement ne concourt pas à clarifier le concept[[93]](#footnote-93).

En outre, le foisonnement doctrinal anglo-saxon, confronté à une réflexion française naissante et évolutive[[94]](#footnote-94) entraîne un manque de clarté[[95]](#footnote-95), engendré par la multiplication des concepts et des définitions.

Si l’on étudie en particulier les opérations d’information (OI), les fonctions dites d’«environnement» génèrent une image périphérique au sein des états-majors et les subordonnent naturellement aux fonctions opérationnelles plus classiques, qu’elles ne font qu’appuyer.

En conséquence, le développement des concepts d’opérations est encore trop souvent soumis au paradigme clausewitzien, à la primauté de l’opérationnel sur les fonctions d’influence, qui constituent pourtant le cœur de la contre rébellion.

Le danger est réel car l’unicité de la manœuvre, la synchronisation des effets et la convergence des efforts sont des facteurs clé des actions de stabilisation.

Or, l’influence procède d’une vision holistique des opérations et s’exprime par la combinaison de l’ensemble des fonctions opérationnelles à qui elle doit nécessairement «dicter sa loi»[[96]](#footnote-96). C’est à ce prix, que la force obtiendra le succès et non la victoire, en combinant les effets qu’ils soient physiques ou non physiques.

Faire de l’influence le levier des opérations terrestres en stabilisation relève d’une véritable révolution culturelle. Aussi, la consolidation d’une méthodologie d’analyse et de ciblage, l’adaptation doctrinale et la réflexion structurelle sont susceptibles de constituer les étapes de cette transformation.

Concernant la méthode, il s’agit de développer et d’enseigner la technique de «cartographie des réseaux», dès le niveau SGTIA[[97]](#footnote-97). En effet, c’est en construisant une «carte humaine» précise, dont le village est l’unité de lieu et la vallée l’unité d’action, que nous pourrons éclairer utilement les liens d’amitié, de neutralité ou d’hostilité qui animent communautés et individus.

Cette cartographie doit par la suite être complétée à l’échelon du GTIA et de la BIA[[98]](#footnote-98) par une analyse sociométrique[[99]](#footnote-99), afin de repérer les cibles relevant d’une légitimité rationnelle, traditionnelle ou charismatique.

Ces deux études complémentaires servent *in fine* à identifier au sein des réseaux les individus sur lesquels agir afin de persuader les indécis («*fence-sitters*») d’adopter un comportement souhaité.

Le mode d’action privilégié sera principalement constitué par la combinaison d’actions ciblées au niveau local assurant un équilibre entre des opérations de capture des insurgés les plus virulents («*Hard-liners*»), des pressions directes et indirectes sur les «*Negative influencers»[[100]](#footnote-100)* et des actions de promotion et de mise en synergie des «*Positive influencers»*[[101]](#footnote-101). L’objectif est d’atteindre l’état final recherché (EFR): fragiliser durablement le lien entretenu entre la population et l’insurrection.

**À moyen terme**, une doctrine d’emploi de l’influence au niveau tactique est nécessaire afin de clarifier les termes et le périmètre de responsabilité de chacun, faisant effort sur les états-majors de niveau 3 et 4. En effet, l’écrasement des niveaux d’emploi observé aujourd’hui en Afghanistan justifie que l’échelon théorique de conduite ait à participer activement à la planification des opérations d’information.

Cet éclairage tactique est particulièrement nécessaire afin de mettre en lumière la relation qu’entretiennent entre elles les fonctions «contributrices».

En effet, la COMOPS et le CIMIC ne sont doctrinalement pas tenus de coordonner leurs actions de manière systématique avec les OI et privilégient une «approche contractuelle», développée au bon gré des acteurs. Dans ces conditions, subordonner ces deux fonctions aux OI permettrait de faire des opérations d’information un donneur d’ordres plus qu’un simple coordonnateur. Le corollaire serait une meilleure synchronisation des effets et une unicité de la «manœuvre informationnelle».

**À long terme**, la construction progressive d’un pôle d’expertise unique des forces armées, conçu sur le modèle des «affaires indigènes», permettrait d’assurer la cohérence de stratégie de l’influence. Un tel organisme pourrait regrouper sous un même commandement (de manière co-localisée ou non) le GIO[[102]](#footnote-102), le GIACM[[103]](#footnote-103), l’EMSOME[[104]](#footnote-104) voire le CFIAR[[105]](#footnote-105).

Dans cette configuration, ce «centre de coordination des opérations d’influence» constituerait un vivier de spécialistes chargés de conseiller la force dans le domaine de la stabilité[[106]](#footnote-106) et d’assurer une interface interministérielle robuste de l’approche globale.

Un tel regroupement de compétences permettrait en outre d’assurer la formation de linguistes militaires qui font gravement défaut[[107]](#footnote-107) sur certains théâtres, alors même que le dialogue est la base du «*population centric warfare»[[108]](#footnote-108)*.

Enfin, un positionnement en «*reach back*» serait à même de faciliter une planification continue et cohérente des actions d’influence d’un mandat à l’autre, et de suivre l’atteinte des objectifs fixés tout au long de la campagne.

**En conclusion**, l’influence est un puissant levier de contre rébellion, qui répond aux principes de liberté d’action et d’économie des forces. Sa compréhension et sa mise en œuvre au niveau tactique demeurent cependant complexes du fait d’un manque de clarté des concepts qui la sous-tendent.

Aussi, le durcissement de nos opérations de stabilisation doit entraîner la subordination des opérations au principe d’influence, en vue de convaincre plutôt que vaincre.

La formation des échelons d’exécution à la cartographie des réseaux humains, l’établissement d’une doctrine claire d’influence et le retour du «principe indigène» permettront de relever ce défi culturel, dans le but d’obtenir l’unité de manœuvre et de comportement du niveau stratégique au niveau tactique.

*Saint-cyrien, le chef d’escadrons GENNEQUIN a effectué son temps de corps de troupe dans les blindés. Il a ensuite servi aux Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan comme instructeur tactique avant de rejoindre le CSEM en tant que stagiaire de la 123ème promotion. Au cours de sa projection en Afghanistan, il a intégré l’état-major de la Task Force La Fayette, d’où il a pu observer les opérations d’information.*



# Pratique de la contre-insurrection[[109]](#footnote-109)

# en Afghanistan un an après l’arrivée du général McChrystal, état des lieux…



## *Par le chef d’escadrons Nicolas MEUNIER*

***Démontrant que la contre-insurrection est «le niveau universitaire de la guerre», le général McChrystal, lorsqu’il était en fonction, a appelé à un changement de culture opérationnelle pour permettre les conditions du succès: «Insurgency will be defeated by population, not kinetically». Sous son impulsion, la FIAS a opéré un virage culturel interne. L’auteur tire ici les leçons d’un an d’efforts pour gagner l’esprit de la population, mais aussi et préalablement celui des soldats de la coalition, notamment ceux du contingent américain, de loin le plus important et le plus déterminant. Depuis, le général McChrystal a été démis de ses fonctions pour avoir assumé pleinement ses convictions de chef. Gageons que son message aura été compris et que ses successeurs poursuivront dans la même direction.***

**L’**année 2010 est annoncée comme une année décisive pour la mission de l’OTAN en Afghanistan. Les quarante-trois nations engagées au sein de la FIAS[[110]](#footnote-110) participent à une opération d’une complexité unique baptisée par Sir Rupert Smith «guerre au milieu des populations». Sous l’impulsion du général d’armée Stanley McChrystal, depuis mai 2009, la coalition a mis sous les projecteurs la lutte contre-insurrectionnelle et vit des heures cruciales alors que la légitimité de son action est ébranlée par le soutien érodé des opinions occidentales.

La lutte contre l’insurrection afghane n’est pourtant pas un concept nouveau. En 2004-2005, avant que l’OTAN n’annonce prendre la pleine responsabilité des opérations militaires en Afghanistan, le représentant spécial de l’ONU, Lakhdar Brahimi, avait demandé aux Américains de revoir leur stratégie face à la dégradation de la situation dans le sud et dans l’est en préconisant une pratique contre-insurrectionnelle.[[111]](#footnote-111)Le centre de gravité était le peuple afghan et on parlait déjà de COIN (*Counter-Insurgency).*

En dépit d’un pessimisme médiatique continu et de conditions réellement difficiles sur le terrain, la FIAS a posé depuis un an les conditions du succès en Afghanistan sous l’impulsion opiniâtre de son chef. Des progrès significatifs ont été réalisés au regard des objectifs des lignes d’opérations. La force elle-même a su faire évoluer sa façon de faire la guerre en prenant davantage en compte l’environnement: «*La culture est à la contre-insurrection ce que le terrain est aux opérations de guerre traditionnelles*», a dit le général de division Mayville, sous-chef d’état-major «stabilité» à Kaboul.

# «The situation is serious and complex…»[[112]](#footnote-112)

La situation de la coalition en Afghanistan est pourtant l’objet d’inquiétudes au regard de nombreuses informations.

La force est en effet opposée à **une** **insurrection grandissante et résiliente** étendue à l’ensemble du territoire afghan et non plus uniquement au sud et à l’est: 33 *shadow governors[[113]](#footnote-113)* sur 34 provinces et une augmentation des incidents de 300% depuis 2007. De plus, les adolescents et les jeunes adultes qui étaient âgés de 5 ans quand les Talibans prirent le pouvoir en 1996 à Kaboul remplissent les rangs des insurgés et, pour ces derniers, la menace est forcément occidentale.

**La** **montée en puissance des forces afghanes** dédiées à la sécurité (*Afghan National Security Forces, ANSF*) est également problématique. La cible de 400.000[[114]](#footnote-114) policiers et militaires à atteindre en 2013 est difficilement atteignable. Elle exige un recrutement à marche forcée de 5.000 Afghans par mois au sein de classes d’âge jeunes qui ont des limites[[115]](#footnote-115), et dont la qualité et la fidélité sont sujettes à caution, notamment pour la police. Les ressources allouées à la mission de formation semblent par ailleurs insuffisantes[[116]](#footnote-116).

Enfin, pour la coalition, la question du **niveau de préparation et d’entraînement** «avant déploiement» est une source de préoccupation permanente car l’hétérogénéité fragilise l’Alliance. Certaines nations viennent en effet faire du développement quand d’autres font la guerre. À cet égard, le retrait des forces canadiennes et néerlandaises en 2011 ainsi que les élections présidentielles américaines risquent d’accentuer l’obligation de résultat avec un soutien populaire occidental au mieux versatile.

# «Backed up by the full commitment of the coalition, we will be successful…»

Face à ces enjeux, le général McChrystal s’efforce, depuis un an, de rendre lisible l’action de la coalition en préservant son vrai centre de gravité: la légitimité de son action.

Ainsi, la mise en œuvre de l’approche globale ou *comprehensive approach,* incluant l’utilisation d’outils d’évaluation[[117]](#footnote-117) aboutis, communs et cohérents par les USA et l’OTAN, est un progrès significatif pour la mission. La prise de conscience que la guerre se gagne vallée par vallée, que la situation est fondamentalement différente d’un district à l’autre comme le reconnaît la récente directive renseignement[[118]](#footnote-118) du COMFIAS est encourageante.

La mise en place, depuis un an, d’un corpus de directives tactiques concernant les frappes aériennes, l’entraînement, la conduite routière, le RETEX[[119]](#footnote-119)… prouve que **le premier des combats est culturel** et qu’il se mène au sein de nos forces armées occidentales pour enrayer la spirale du recours massif aux moyens lourds, notamment aériens. On ne libère plus un village en le détruisant: nos premiers ennemis, ce sont désormais les lunettes de soleil de nos soldats dans le regard des Afghans!

Enfin, le souci de maîtriser les données liées à l’environnement est illustré par la mise en place des *Stability Operations Informations Centers[[120]](#footnote-120)*. L’approche intégrée de la collecte de renseignement de terrain consiste à déployer des experts civils jusqu’au niveau du capitaine, voire du lieutenant, pour le conseiller et l’aider à atteindre les objectifs décrits par les lignes d’opérations à dominante civile. C’est le prolongement de la mise en place des *Human terrain Teams[[121]](#footnote-121)* préconisée par l’US Army qui est en train de réhabiliter le renseignement provenant des *open sources.*

# Way ahead? D’une véritable mise en œuvre de l’approche globale…

Des signes encourageants sont palpables, mais doivent être accompagnés de mesures complémentaires pour ancrer le succès des forces de la coalition dans la durée, notamment hors théâtre. **La** **manœuvre des ressources humaines des «*Afghantsy»[[122]](#footnote-122)*** est ainsi dimensionnante. Il est essentiel de capitaliser sur l’expérience de terrain afghane des cadres qui ont servi dans des structures opérationnelles nationales ou multinationales en privilégiant, à l’issue de leur mission, une affectation dans les organismes en rapport avec la mission, laquelle souffre d’un déficit de mémoire dans la durée[[123]](#footnote-123).

L’approche globale recommande par ailleurs un nécessaire **décloisonnement interministériel** pour avoir la capacité de mener des actions simultanées sur toutes les lignes d’opérations (développement, gouvernance, sécurité). À cet égard, le recours, par exemple, aux capacités de gestion civile[[124]](#footnote-124) des crises de l’Union Européenne au nom du resserrement du lien transatlantique pourrait être le prélude au «***civilian surge»***appelé par tous les experts internationaux. Cet aspect favoriserait ainsi la coordination entre l’ensemble des acteurs et des agences, ce que l’ONU peine à faire dans le cadre de la résolution 1917 du 23 mars 2010.

À défaut de recours aux capacités civiles de l’UE ou de l’ONU, il pourrait être nécessaire de donner au COMISAF, sous l’égide de l’ONU, le mandat de «**Haut Commissaire**» afin qu’il ait une légitimité internationale pour la lutte contre la corruption, les questions de détention, les processus de réintégration et de réconciliation, les initiatives de défense locale, la lutte anti-drogue et les contentieux frontaliers avec le Pakistan. Toutes ces actions sont actuellement en dehors du périmètre de la mission définie par l’OPLAN 10302 de SHAPE. L’histoire a appris qu’une donnée majeure d’une opération de contre-insurrection victorieuse est l’unité de commandement, à l’image du maréchal de Lattre de Tassigny, chef politique et militaire en Indochine en 1950, ou du maréchal Suchet, «administrateur éclairé» de l’Aragon de 1809 à 1814.

**\***

**\* \***

Démontrant que la contre-insurrection est «le niveau universitaire de la guerre», le général McChrystal appelle depuis un an bientôt à un changement de culture opérationnelle pour permettre les conditions du succès: « *Insurgency will be defeated by population, not kinetically».* Sous son impulsion, la FIAS a opéré un **virage culturel interne** qui, en dépit d’agendas nationaux contraints, rend possible la victoire grâce au glissement du soutien de la population au profit de la coalition.

La victoire sera globale quand l’ensemble des lignes d’opérations, notamment développement et gouvernance, seront achevées. Cela ne peut se faire qu’au prix d’une redistribution des responsabilités qui «*repositionnera les militaires dans le débat stratégique en faisant du soldat un collaborateur du diplomate et non plus un subordonné»[[125]](#footnote-125)*. La lenteur de la mise en place de capacités civiles en Afghanistan laisse une place prépondérante aux chefs militaires pour longtemps encore.

*Le chef d’escadrons Nicolas MEUNIER, issu de Saint-Cyr (1996–1999), a choisi de servir dans l’Arme blindée cavalerie. De 2000 à 2007, il est successivement chef de peloton puis commandant d’escadron de combat au 1er régiment étranger de cavalerie. Durant cette période, il participe aux opérations Licorne (à 2 reprises), Salamandre, Épervier et Trident. Il est également leader de la première expérimentation de la «numérisation de l’espace de bataille» au niveau escadron dans l’armée de Terre. En 2007, Il est chargé de mission à la Direction des activités internationales (DAI) de l’Institut des hautes études de la Défense nationale (IHEDN, Paris) sur les activités de diplomatie d’influence et sur les questions européennes dans le cadre du collège européen de sécurité et de Défense. En 2009, il effectue une mission de 7 mois au sein de l’OTAN auprès du Joint Force Command à Brunssum (Pays-Bas) en tant que Military Assistant du directeur du Knowledge Depuis.2010, il est stagiaire de l’enseignement militaire supérieur (123ème promotion du CSEM puis 18ème promotion du CID).*



Les coupeurs de route

dans le septentrion camerounais

# *Par le capitaine METOO SALLA*

***Suite à une opération de maintien de l’ordre dans le nord du CAMEROUN, ce retour d’expérience souligne l’importance prise par les conflits transfrontaliers dans les pays d’Afrique centrale. L’organisation des groupes, les moyens de plus en plus modernes mis en œuvre et la détermination dont ils font preuve montrent l’ampleur de l’insécurité et appellent une réflexion sur l’action de l’État dans ces régions enclavées.***

**A**u cours de cette année, le Consul de la République du Tchad au Cameroun est allé à plusieurs reprises récupérer les corps de sous-officiers tchadiens morts, parmi les coupeurs de route, dans des embuscades tendues par des gendarmes camerounais. Ces tragédies que l’on commençait déjà à oublier semblent retrouver un regain de prospérité.

Les coupeurs de route sont des bandits de grand chemin, organisés en bandes armées, qui attaquent les usagers de la route. Cependant, il demeure très difficile de cerner l’identité des acteurs ou les objectifs qu’ils poursuivent. C’est une pratique presque ancestrale, qui s’est développée et continue de se moderniser au fil du temps. Ils démontrent des moyens plus importants, plus sophistiqués et des modes opératoires en perpétuelle évolution: avant, ils braquaient des passants ou des véhicules isolés et n’extorquaient que de l’argent. Aujourd’hui, ils attaquent de grands convois, même escortés par des forces de l’ordre, pillent des villages en plein jour, s’attaquent aux symboles de l’autorité traditionnelle locale, prennent des militaires pour cibles, enlèvent des personnes en exigeant des rançons. En plus de l’argent, ils volent téléphones portables et des véhicules (surtout 4x4). Ils utilisent des téléphones satellitaires pour coordonner leurs opérations. C’est une forme de criminalité itinérante. Les coupeurs de route peuvent être des paysans ou des malfrats venant des villes pour opérer dans la campagne. De plus en plus, ils proviennent de factions militaires dissidentes des pays limitrophes au Cameroun qui connaissent une grave instabilité depuis quelques années. C’est donc un phénomène très complexe à appréhender et à combattre, mais qui appelle des mesures urgentes et adaptées. Son impact sur la vie du pays est très néfaste: il menace la sécurité des populations, affecte la crédibilité et le prestige international du pays et, enfin, ralentit le tourisme et les échanges commerciaux.

Face à cette nébuleuse rampante, quelle a été la réaction de l’État et quelle situation prévaut actuellement sur le terrain?

L’analyse de l’opération «Lom-Kadeii», aux enjeux sécuritaire et développementaliste par le désenclavement de la région (route sous-régionale, pipe-line Tchad/Cameroun, Société industrielle de coton), permet d’examiner les réponses de l’État camerounais, puis de faire un état des lieux afin de suggérer des éléments d’actualisation ou, tout au moins, des pistes de réflexion dans la recherche du gouvernement à juguler cette insécurité.

Depuis les années 1990, le gouvernement a engagé une lutte acharnée contre ce fléau par des mesures visant à reprendre la main dans la région, les unes permanentes et les autres circonstancielles.

Parmi les actes à caractère permanent, les effectifs des forces de sécurité ont été renforcés avec la création de brigades, escadrons et compagnies. Les populations d’éleveurs nomades vivant dans la brousse ont été regroupées dans des villages. Des unités d’élite spécialisées ont été créées et équipées à la mesure de la menace, à l’instar du GPIGN[[126]](#footnote-126) sur le modèle du GIGN français qui en assure le tutorat; et les BIR[[127]](#footnote-127) sur le modèle des unités de contre-guérilla israéliennes.

De manière ponctuelle, des missions spécifiques sont réalisées sur les lieux pour renforcer l’action des unités territoriales. Tel fut le cas de l’opération «Lom-Kadeii» qui couvrait les provinces de l’est et de l’Adamaoua, de même qu’elle contrôlait les deux frontières avec le Tchad et la République centrafricaine.

C’est à la suite de trois sombres événements qui ont gravement endeuillé le Cameroun que l’opération «Lom-Kadeii» a été mise en place. En l’espace d’un mois, les coupeurs de route avaient pillé un village, tué des gendarmes dans une embuscade et attaqué un camp de la société «Dragage» chargée de la construction de la route sous-régionale entre le Cameroun et le Tchad, provoquant ainsi l’arrêt des travaux et des pénalités à l’encontre du Cameroun. Les escadrons de gendarmerie et les détachements de l’armée de terre étaient complètement dépassés. Le GPIGN a donc été créé pour reprendre le contrôle de la zone et aider à restaurer l’autorité de l’État. Ma mission consistait donc à assurer la sécurité sur le tracé de la route sous-régionale en construction, en vue de permettre à Dragage de poursuivre son travail, et de contrôler toute la zone Lom-Kadeii.

La région Lom-Kadeii, aussi grande que la Bretagne, est située au nord du Cameroun entre le Nigeria, le Tchad et la République Centrafricaine. La population y est donc très cosmopolite, fortement sous-scolarisée et nomade, avec une chefferie traditionnelle encore très prégnante. Deux grandes réserves forestières et naturelles existent dans la région et peuvent être inhabitées sur des distances de plus de 50 kilomètres. Tous ces éléments ont transformé Lom-Kadeii en territoire de non-droit où les coupeurs de route peuvent régner en maîtres absolus. En-dehors de ces difficultés liées à l’étendue de la zone d’action, il en existait d’autres tout aussi importantes, notamment:

* la gestion de trois frontières internationales et leurs flux migratoires dus au caractère très commerçant de la région qui abrite trois grands marchés frontaliers;
* la présence des travailleurs internationaux au fort pouvoir d’achat, ce qui suscite des convoitises de la part des coupeurs de route et autres bandits venant d’ailleurs; c’est la zone de tous les trafics (sexuel, drogue, pierres précieuses, animaux protégés).

Par peur de l’opinion internationale très sensible aux opérations militaires, le haut commandement a établi des règles d’engagement très strictes. En tant que chef de la mission «Lom-Kadeii», la responsabilité des actions sur la zone m’incombait. Certaines étaient tellement contradictoires qu’il suffisait d’abandonner le terrain aux malfrats. Enfin, les coupeurs de route ont ajouté une difficulté supplémentaire dès notre arrivée, en variant leurs modes d’action. Dès lors, ils ont davantage procédé par des prises d’otages d’éleveurs nomades, qu’ils emmenaient dans la brousse ou dans les montagnes. Cela n’avait pas été prévu lors de la préparation de la mission à partir de Yaoundé.

En dépit de ces écueils, la mission restait sacrée, surtout qu’elle était suivie depuis Yaoundé et intéressait nos partenaires internationaux (USA, France, Union européenne), qui réalisaient de grands projets dans la zone et qui exigeaient des garanties de sécurité afin de poursuivre les travaux entamés. Ma méthode a consisté à combiner souplesse et force, organisation de la zone d’action et intervention. D’abord, il fallait instaurer un dialogue et solliciter la coopération entre les autorités locales (administratives, juridiques, militaires et traditionnelles) et les chefs militaires de l’autre côté des frontières afin de créer un réseau de renseignement, de veille et d’alerte. Dans le même temps, j’ai lancé des patrouilles dissuasives sur les grands axes d’intérêt économique en vue de marquer notre présence et d’impressionner avec nos équipements. Je disposais constamment d’un groupe d’alerte à Touboro, au centre de la zone d’action. Les jours de marché, pour les commerçants, ou les jours de paie pour les ouvriers des grandes sociétés étant des moments à haut risque, j’ai obtenu des autorités administratives d’établir un calendrier de ces événements afin d’assurer efficacement leur protection. J’ai instauré des escortes que je commandais personnellement. Enfin, la direction de chacune des trois sociétés bénéficiait du détachement d’un trinôme pour leur sécurité rapprochée, tandis que le groupe d’alerte pouvait, à la demande, fournir un agent de sécurité pour certains déplacements du sous-préfet. Le commandant du GPIGN a pu nous obtenir un appui aérien pour renforcer nos escortes. Ce travail nous a permis d’obtenir quelques résultats encourageants comme la reprise des travaux sur les différents chantiers, la périodicité des marchés et la confiance des populations et des autorités locales. Deux groupes rebelles (dissidents de l’Armée centrafricaine ou tchadienne) ont été neutralisés. Des recours aux unités locales de la Gendarmerie ont permis d’interpeller plusieurs trafiquants (drogue, ivoire, cornes de rhinocéros…) et d’autres détenteurs illégaux d’armes de guerre. Par le biais du commandant du GPIGN et sur la base de nos rapports, la circonscription a pu bénéficier de la création d’une compagnie de gendarmerie, 3 brigades territoriales, 1 escadron régional polyvalent d’Intervention de la Gendarmerie (ERPIGN), 1 bataillon d’Intervention rapide de l’armée de terre (BIR), 3 aéronefs pour l’observation aérienne.

Après trois mois de mission, j’ai été relevé par deux autres escadrons qui se sont succédés jusqu'à la fin des chantiers. Malheureusement l’accalmie apportée n’a pas beaucoup duré et le phénomène a ressurgi ça et là avec des actions de plus en plus spectaculaires et audacieuses, proches du terrorisme et qui appellent une actualisation de nos méthodes de combat.

On observe une grande évolution dans les attaques des coupeurs de routes. Ce sont des tactiques militaires qui sont mises en œuvre avec des moyens technologiques modernes. Ils s’attaquent de plus en plus aux convois militaires, aux autorités administratives et aux grands convois de ravitaillement vers le Tchad ou la RCA. Même si la fréquence des attaques n’est pas régulière, elles ont un impact et une symbolique très forts dans l’opinion. C’est un grand défi pour le gouvernement, qui souffre de cette insécurité. Il ne cesse de déployer d’énormes moyens en personnes et en matériels pour y faire face: 2 BIR et l’ERPIGN de Garoua ont été créés et fortement équipés avec des hélicoptères, des avions légers d’observation et des moyens de transmissions et de renseignement. Des rencontres au sommet entre des responsables des pays limitrophes sont régulièrement tenues et la coopération entre les différentes forces de sécurité et judiciaires respectives commence à prendre corps. Le combat contre les coupeurs de route est très coûteux et comporte un autre handicap pour le gouvernement: l’hypersensibilité de la communauté internationale, toujours prompte à crier à la violation des droits de l’homme, bien qu’elle n’appréhende pas nécessairement le phénomène des coupeurs de route. Les occidentaux ne peuvent pas percevoir exactement ses manifestations. Ils critiquent souvent l’emploi des BIR (force de 3ème catégorie) et souhaitent que ce soit la gendarmerie ou la police qui interviennent.

**En définitive,** on peut retenir deux enseignements principaux de cette mission «Lom-Kadeii». D’une part, sur le plan de l’exécution de la mission.

D’une part, les différents aléas rencontrés confirment qu’une mission n’est jamais figée: il convient de s’adapter en permanence, en fonction de ses moyens, de l’environnement et des méthodes de l’ennemi. La préparation, aussi affinée soit-elle, ne peut pas tout prévoir; elle apporte simplement une rationalité et une cohérence à l’action que l’on doit mener. Cela nécessite une grande ouverture d’esprit, car les enjeux peuvent être énormes et la sensibilité de l’opinion internationale très grande.

D’autre part, les mutations des méthodes des coupeurs de route font craindre l’émergence d’une forme de terrorisme aux relents de revendications ethniques, politiques et religieuses qui pourraient déstabiliser l’Afrique centrale dans son ensemble. Cette situation doit être prise très au sérieux aussi bien par les pays directement concernés que par la communauté internationale. Cela exige une vigilance accrue de tous les instants pour la paix et la stabilité de la sous région.

*Actuellement stagiaire au COSCAM-Cours supérieur du commissariat et d’administration militaire à l’EMSST, le capitaine METOO SALLA est breveté de l’EMIA (1998-2000) et titulaire d’un mastère d’administration et gestion des entreprises de l’Université de St-Quentin-en-Yvelines. Capitaine de Gendarmerie, il est chef du service de sécurité du ministre de la Défense camerounais.*



**La réserve opérationnelle,**

**vecteur propice au lien armée nation**

*Par le capitaine (R) Pascal LE PAUTREMAT*

***Depuis plus d’un demi-siècle, jamais le lien armée nation n’est apparu aussi fragilisé que ces dernières années. S’il existe de nombreuses pistes pour le restaurer et le renforcer, notamment par le biais d’actions éducatives, la réserve opérationnelle peut être cependant considérée comme un atout majeur sur le champ politique et civique pour rappeler que la défense nationale, immuable, doit rester une préoccupation citoyenne.***

# L’indéfectible lien des armes et de la citoyenneté

Les quelques dizaines de milliers de citoyens français, issus de la conscription, qui ont fait le choix d’intégrer la *réserve opérationnelle*[[128]](#footnote-128), au gré de contrats oscillant entre 5 et 30 jours en moyenne (210 jours dans certains cas particuliers), se révèlent être de précieux atouts. Ils permettent de faire valoir l’importance et la valeur du métier des armes mais aussi la nécessité de pérenniser l’engagement de la nation dans la défense de nos valeurs et de notre territoire.

De retour dans leurs activités professionnelles respectives, ces mêmes membres de la *réserve opérationnelle* sont donc en mesure de susciter, sinon l’intérêt et l’investissement de nouveaux venus, du moins une prise de conscience de la part nos concitoyens quant à l’implication de personnes de leur entourage civil, en faveur et au profit d’une défense commune.

En même temps, il faut bien reconnaître que nombre d’employeurs de France ne sont pas véritablement attentifs à cette dimension d’altruisme patriotique. Sur ce point, les tentations de comparaison avec la société américaine peuvent démontrer à quel point les différences sont considérables. La réserve y constitue une armée à part entière, avec près de 200.000 cadres et soldats. Son rôle est soigneusement entretenu et préservé par les employeurs, attentifs aux sollicitations pour le compte des politiques de défense et étrangère américaines. À ce titre, les réservistes participent à des opérations extérieures allant de 15 à 18 mois, au même titre que les militaires professionnels.

# L’instabilité, entre crises asymétriques et dissymétriques

La conjoncture des années 2000, dans l’onde de choc psychologique et géopolitique des attentats du 11 septembre, a pu rappeler, de manière tragique, que le monde de la paix et de la stabilité n’est pas immuable. Ce constat prend d’autant plus d’épaisseur que viennent s’y greffer depuis peu les effets d’une crise économique et financière dure. Ce qui signifie que nos acquis, nos principes institutionnels, ont sans cesse besoin d’être à la fois défendus et valorisés avec conviction et détermination, sans gommer pour autant l’importance d’être ouvert à l’Autre.

Le personnel de la *réserve opérationnelle* a conscience de cette réalité et peut se révéler un précieux relais de l’Institution militaire au cœur de la société civile. En faisant preuve de pédagogie, en rayonnant par leur enthousiasme et leurs compétences, les réservistes peuvent marquer leur entourage. La puissance de leur engagement, la force de leur motivation sont communicatives. Ils doivent contribuer à la concrétisation des grandes orientations de notre politique internationale en général, et de notre défense en particulier.

Ce n’est sans doute pas un hasard si, in fine, de jeunes citoyens issus de la nouvelle approche du métier des armes témoignent d’un allant qui doit être salué, pour s’investir à leur tour dans les opérations extérieures, ou même sur le territoire national, participer aux enjeux sécuritaires et gestionnaires de nos capacités de défense, quels que soient les défis financiers que ces dernières doivent relever.

# Le processus de privatisation des affaires militaires: une menace pour le lien armée nation?

Les garants de la *réserve opérationnelle* doivent donc s’imposer sur deux fronts:

* Ils doivent, au sein de l’institution, gagner encore en crédibilité auprès des sceptiques et ne pas être exposés à des missions encore trop spécifiques et peu élargies, faute de garanties juridiques conséquentes et d’une acceptation culturelle de l’environnement socioprofessionnel;
* Ils doivent aussi apparaître sur le champ de la privatisation et de l’externalisation des activités militaires et paramilitaires. En aucun cas, ces nouvelles activités ne doivent en effet conduire à un affaiblissement de la puissance régalienne et à un désaveu de la force armée issue de la nation. Elles doivent demeurer des éléments d’appoint et non de substitution.

La décennie qui s’achève a démontré le retour en force des opérations militaires de coercition ou d’attrition, d’interposition ou de maintien de l’ordre et de la paix dans des conditions de coalition de plus en plus fréquentes. Ces nouvelles opérations sont des champs d’action où l’active côtoie deux nouvelles *réserves opérationnelles*: celle issue de l’active et celle issue directement du monde civil. Ces trois composantes arrivent à former un bloc uni, forgé dans un même esprit de cohésion et de camaraderie combattante. C’est l’heureux constat d’un amalgame réussi où les uns et les autres fabriquent au quotidien du lien armée nation.

*Le capitaine (R) Pascal LE PAUTREMAT* ***est docteur en histoire contemporaine, chargé de cours en économie internationale, géopolitique et histoire dans l'enseignement supérieur. À ce titre, il enseigne dans divers pôles universitaires et instituts privés. Entre 1998 et 2002, il a été chargé de mission au Centre d’études d’histoire de la défense (C.E.H.D.). Il a aussi enseigné, ces dernières années, à l’École spéciale militaire de Saint-Cyr ainsi qu'au Collège interarmées de défense (C.I.D.) (2005-2007). En tant qu’officier rattaché à la réserve opérationnelle (depuis 1993) il est actuellement affecté au C.D.E.F. Il est simultanément p****résident de la Promotion O.R.S.E.M. 2010 «Colonel Comolli».*

*Le capitaine (R) LE PAUTREMAT* ***est par ailleurs membre du comité de rédaction de la revue Défense, de l’I.H.E.D.N. (Institut des hautes études de la défense nationale) et chroniqueur régulier auprès de plusieurs revues spécialisées. Il est l’auteur de plusieurs ouvrages («Forces spéciales, nouveaux conflits, nouveaux guerriers****», éditions Autrement. «****Les guerriers de la République. Forces spéciales et services secrets****», éditions Choiseul. «****Les «Contractors» des sociétés militaires privées. Raids»,*** *Hors-série n°18 . «****La politique musulmane de la France au XXème siècle; de l’hexagone aux terres d’Islam. Espoirs, réussites et échecs****», éditions Maisonneuve et Larose. «****Le dirigeant de P.M.E.-P.M.I. et l’Intelligence économique. Les précautions à prendre au sein d’une P.M.E.-P.M.I****», éditions CGPME-IDF).*



# Pérenniser la paix,

# un enjeu militaire crucial.

***Le prisme libérien***

*Par le chef de bataillon Gabriel SOUBRIER*

***Transition délicate au sein du continuum des opérations, le passage de la stabilisation à la normalisation est une étape d’autant plus importante pour le soldat que seul son retrait au profit des forces locales marque le succès de l’intervention et légitime*** *a posteriori* ***l’action internationale. Pour être efficace, visible et pérenne, l’action militaire doit en priorité avoir comme objectif la formation d’une armée nationale crédible et acceptée.***

***Été 2009****, les troupes des Nations Unies, déployées au Libéria depuis la fin de la guerre civile en 2003, se retirent progressivement, encouragées par l’optimisme affiché de la secrétaire d’État américaine en visite à Monrovia[[129]](#footnote-129).*

***Printemps 2010****, la société privée américaine DynCorp International, en charge de la formation de la nouvelle armée libérienne, quitte le pays, ne pouvant que constater l’échec de la formation initiale des 2.000 recrues, commencée en 2007.*

***Hiver 2011****, les élections présidentielles valident le succès incontestable du retour de la paix au Libéria, les derniers Casques bleus quittent le territoire.*

***Automne 2012****, les Forces Armées Libériennes (AFL) prennent le pouvoir par la force, plongeant le pays dans un nouveau chaos.*

**S**cénario catastrophe peut-être. Scénario probable pourtant. La communauté internationale est optimiste, mais le Libéria, peinant à cicatriser 14 années de guerre civile, ne retrouvera pas une paix durable par le seul processus démocratique validé par des élections relativement transparentes. En effet, si la situation est relativement stabilisée, le pays n’est actuellement pas en mesure de prendre en main sa propre sécurité. Alors que les 10.000 Casques bleus quittent le territoire, les forces libériennes ne sont toujours ni formées ni opérationnelles.

La mission des Forces Terrestres (FT) en phase de stabilisation consiste à restaurer la sécurité indispensable à la mise en œuvre de la reconstruction du pays. L’action de la force militaire d’intervention s’inscrit donc dans un processus global, aux côtés de nombreux acteurs civils et humanitaires, internationaux, non gouvernementaux ou privés.

La crédibilité à moyen terme des FT repose essentiellement sur leur faculté à transmettre le flambeau sécuritaire aux forces locales, souvent fragilisées voire anéanties durant le conflit. Ce transfert marque concrètement la transition entre stabilisation et normalisation[[130]](#footnote-130). Ainsi, l’action visible du soldat ne sera perceptible qu’après son retrait, s’incarnant à travers un outil de défense national, formé et efficace, assurant sa propre sécurité, et justifiant *in fine* le rôle ponctuel et marginal des FT en phase de normalisation.

Or, la présence de cette force militaire peut être perçue comme une force d’occupation par le pays lui-même ou comme une gêne pour les acteurs civils qui ne comprennent pas toujours son maintien. En effet, des déséquilibres préjudiciables à la reconstruction peuvent émerger d’un retrait trop hâtif, trop tardif ou d’une «normalité» incomprise. Au Libéria, les FT quittent le territoire alors que l’AFL n’est pas formée[[131]](#footnote-131). Par ailleurs, cette armée est considérée par beaucoup comme une milice exclusivement formée par les Américains, servant des intérêts nationaux.

En outre, la structure même de l’armée renaissante peut porter les germes de conflits futurs. Des fractures historiques, géographiques, ethniques ou politiques entretiennent divisions et ressentiments et transforment l’outil militaire en potentiel facteur de déstabilisation. Certains observateurs estiment ainsi que l’AFL deviendra à terme une menace pour le régime. En effet, recrutée sur des critères consensuels mais subjectifs (jeunes n’ayant prétendument pas participé à la guerre civile), formée au combat mais à aucune tâche de soutien (l’AFL n’a pas de cuisiniers par exemple), entraînée à l’Américaine et suréquipée (ils sont armés alors que la police ne l’est pratiquement pas), l’armée est un véritable corps étranger greffé sur un appareil politique encore en gestation.

Ainsi, un projet collaboratif entre les FT et l’outil sécuritaire du pays à reconstruire est non seulement nécessaire mais surtout essentiel pour rendre à la fois l’action internationale légitime et la paix véritablement pérenne. L’instauration d’un service militaire, encadré par les acteurs militaires, participerait efficacement et durablement au processus et permettrait aux autorités et population locales de pleinement s’approprier le processus. Il impliquerait la jeunesse, souvent désœuvrée en période post-crise, à la défense de son propre pays tout en lui inculquant un sentiment civique indispensable à toute reconstruction. En outre, le jeune pourrait recevoir simultanément une formation professionnelle, inscrivant l’action militaire dans une dynamique cohérente, vertueuse et effectivement globale.

Sponsorisé par la communauté internationale, pouvant se développer dans un cadre régional et partenaire avec l’ensemble des acteurs du processus, le projet crédibiliserait davantage l’action des FT par sa visibilité sur le terrain, en concentrant sa mission sur un objectif militaire concret. Enfin, une telle formation, évolutive et adaptable à chaque situation, concrétiserait de façon durable la transmission du relais sécuritaire, couronnant de succès la stabilisation, autorisant une normalisation cohérente et permettant le retrait progressif et final des troupes.

Condition essentielle de son efficacité au sein d’un processus global duquel il doit se retirer pour assurer sa réussite, la légitimité des FT dépend définitivement de sa capacité à mettre en place un outil militaire efficace, polyvalent et durable.

À l’heure où l’ingérence dans les États faillis devient davantage une question sécuritaire qu’humanitaire, parce que ces pays deviennent le terrain fertile et recherché de groupes rebelles et criminels, il parait urgent de s’interroger sur la manière de transférer les responsabilités dans le domaine sécuritaire dans ces États en phase de reconstruction et qui semblent trop rapidement tomber dans l’oubli ou l’autosatisfaction. De ce transfert réussi d’autorité mais aussi de cette restauration du lien social pourraient dépendre en partie la résolution des crises actuelles.

*Saint-cyrien de la promotion colonel Cazeilles (95-98), le chef de bataillon SOUBRIER est officier des troupes de marine. Actuellement stagiaire au Cours Supérieur d’État-major (CSEM), il a effectué une opération comme officier renseignement au sein de la Mission des Nations Unies au Libéria de juillet 2009 à février 2010.*



# Ludendorff,

# premier quartier maître général, ou

Clausewitz trahi par les siens

*Par le lieutenant Colonel Claude FRANC*

***Pour Clausewitz, la seule raison d’être de la guerre et son seul but relèvent du domaine politique. Jusqu’en 1916, la doctrine prussienne puis allemande sera totalement imprégnée de la pensée clausewitzienne. Tout change avec l’accession du tandem Hindenburg – Ludendorff au commandement suprême: si le pouvoir civil et le commandement militaire sont alors égaux en droit, rapidement Ludendorff, agacé par les vues différentes du pouvoir civil, va, avec l’assentiment du Kaiser, s’approprier les prérogatives du pouvoir civil et placer celui-ci en situation de subordination au GQG. Cette dérive conduisit à des prises de décisions indiscutées, néfastes pour l’Allemagne. Paradoxalement, en France, à la même époque, le pouvoir civil réaffirmait sa primauté sur le haut commandement, en plein accord avec les thèses clauzwitziennes.***

**P**our Clausewitz, la guerre n’a pas de valeur en soi, elle n’est que l’expression d’une volonté politique. Sa seule raison d’être et son seul but relèvent du domaine politique. C’est ce qu’il exprime lorsqu’il écrit: «*la guerre peut avoir sa propre grammaire, certainement pas sa propre logique».* À ce titre, le commandementmilitaire est toujours subordonné au pouvoir politique qui exerce un contrôle direct sur son action. Dans cette logique, il ne pourrait exister de justification à un commandement qui s’érigerait en pouvoir distinct du pouvoir politique légitime.

*A contrario*, Jomini justifie la guerre comme une valeur en elle-même. Son succès justifie que tout lui soit subordonné, fût-ce le pouvoir politique. Alors que pour Clausewitz, la guerre constitue toujours un moyen, jamais une fin, pour Jomini, la guerre peut constituer une fin en soi.

La tradition militaire prussienne est imprégnée de la pensée clausewitzienne, ne serait-ce que parce que, très lié à Scharnhorst et surtout Gneisenau, Clausewitz a activement participé au relèvement militaire de la Prusse après Iéna avant de commander, après le retour à la paix en 1815, la *Kriegsakademie* durant quinze ans, période durant laquelle il mûrira son œuvre. Moltke qui commandera l’armée prussienne de Sadowa et de Sedan sera un de ses disciples les plus fidèles. L’armée impériale allemande sera l’héritière directe de cette école de pensée prussienne, puisque, si les différents États formant le Reich conservent leurs armées propres, les *Stabler* qui en sont les ossatures en termes de commandement, seront tous formés à Potsdam, qu’ils fussent saxons, bavarois, hanovriens ou badois.

Cette tradition militaire issue de Clausewitz ne survivra pas aux épreuves de la guerre: en se faisant l’apologiste de la guerre totale, Ludendorff, nommé à l’été 1916 premier quartier maître général, poste créé à son intention qui en fait l’*ad latus* d’Hindenburg, chef d’état-major nominal de l’armée allemande, se détourne d’emblée du principe de l’outil militaire au service et aux ordres du pouvoir politique. Avec l’accord plus ou moins tacite du *Kaiser*, il accapare en quelques mois tous les pouvoirs et transforme l’état-major général en centre dictatorial de la conduite de la guerre dans tous les domaines, au détriment du pouvoir politique, exercé par le chancelier.

Lorsque le tandem Hindenburg – Ludendorff accède au commandement suprême à l’été 1916, le pouvoir civil et le commandement militaire sont égaux en droit et juxtaposés et non pas subordonnés l’un à l’autre. C’est ainsi que le chef d’état-major général de l’armée traite d’égal à égal avec le chancelier d’Empire et communique directement avec le gouvernement par l’intermédiaire d’agents accrédités. Ces attributions sont d’emblée confiées au premier quartier maître général, Ludendorff. La clé du fonctionnement d’un tel système réside dans la volonté impériale, moteur commun des deux pouvoirs. Or, Guillaume II se montrera très en dessous de cette tâche de souveraine coordination. Incapable de dominer l’exceptionnelle personnalité de Ludendorff, il laissera la direction suprême, regroupée à Pless, envahir peu à peu tous les domaines réservés à l’action gouvernementale, pour finir, en juillet 1917, par lui sacrifier le chancelier Bethmann-Hollweg, officialisant quasiment la dictature du commandement militaire: ce coup d’éclat déplace officiellement le centre de gravité du pouvoir de la chancellerie d’Empire vers la Direction suprême. Cyniquement, Ludendorff reconnaît cette faiblesse du pouvoir impérial:

«*Je ressentis vivement l’absence d’un pouvoir impérial vraiment fort (…) Le gouvernement avait salué notre arrivée au commandement suprême. Nous allions à lui en toute confiance. Mais bientôt, deux mondes d’idées commençaient à se heurter, représentés par les vues du gouvernement et par les nôtres. Cette opposition a été pour nous une grosse déception, et, en même temps, une source de grosses difficultés»[[132]](#footnote-132).*

C’est ainsi que, sortant de ses attributions strictement opérationnelles, pour pallier les effets catastrophiques du blocus auquel le Reich est soumis avec une rigueur croissante, Ludendorff impose une économie de guerre fondée sur une planification rigoureuse de la production au bénéfice exclusif de l’effort de guerre, prenant sciemment l’option de ne plus subvenir aux besoins essentiels de la population, ce qui porte en germe tous les ferments de troubles intérieurs que l’on peut imaginer…et qui ne manqueront pas de se produire. Ludendorff s’occupe même de la réglementation de l’emploi de la main d’œuvre féminine dans l’industrie. Peu à peu, son emprise touche tous les rouages administratifs de l’État.

Sur le plan politique, même si l’épisode du «wagon plombé» relève plus de la légende que de la stricte réalité historique, il ne fait aucun doute que c’est Ludendorff qui est à l’origine de l’idée du transit en Allemagne de Lénine depuis la Suisse pour aller noyauter la révolution russe. Cette décision sera également lourde de conséquences au moment du développement du mouvement révolutionnaire allemand de novembre 1918, noyauté à son tour par le mouvement bolchevique *Spartakus* de Karl Liebknecht.Cette décision aurait du, au moins faire l’objet d’un avis gouvernemental et d’une vision à long terme.

Mais, l’intrusion la plus caractéristique du commandement dans la sphère politique correspond à la décision – funeste – de la guerre sous marine à outrance. Constatant la diminution drastique du potentiel de l’armée allemande à l’ouest au terme de l’offensive alliée de la Somme, Ludendorff adopte pour 1917 une position d’attente stratégique sur le front Ouest, marquée par le repli sur la «ligne Hidenburg» pour une posture offensive sur mer visant à couper les communications maritimes de la Grande Bretagne par le recours à la guerre sous marine à outrance. Redoutant à juste titre les conséquences sur le plan diplomatique d’une telle décision, l’entrée en guerre certaine des États-Unis première puissance économique mondiale aux côtés de l’Entente, la Wilhelmstrasse y était opposée. Passant outre l’avis diplomatique, Ludendorff arrache la décision au *Kaiser*, en utilisant l’argument fallacieux mis en avant par l’amiral von Tirpitz selon lequel les effets bénéfiques du recours à la guerre sous marine à outrance produiraient leurs effets, à savoir la mise hors de cause de la Grande Bretagne qui dépendait de ses approvisionnements par mer, avant que les effectifs instruits américains acheminés en Europe ne puissent renverser le rapport de forces sur le théâtre occidental au profit des Alliés. C’est ici surtout que l’abdication du chancelier Michaels face aux intrusions du commandement dans sa sphère de responsabilité, se révèlera, à terme, dramatique pour son pays.

Marchant toujours sur les brisées du ministère des Affaires étrangères, c’est Ludendorff qui a dirigé, du côté allemand, les négociations du traité de Brest-Litowsk. À ce titre, c’est lui qui a instauré le quasi protectorat allemand sur l’Ukraine, l’indépendance finlandaise et la main mise – temporaire – allemande sur les pays baltes, de manière à transformer la mer Baltique en mer germanique.

*A contrario*, dans l’exercice de son commandement des armées allemandes, Ludendorff demeure un pur opérationnel et n’intègre pas dans ses raisonnements d’impératifs politiques. Ainsi, au printemps 1918, lorsque pour la première fois depuis l’été 1914, l’armée allemande, qui avait recouvré sa liberté d’action par la disparition du front russe, était en mesure de reprendre l’offensive à l’échelle du théâtre occidental, la planification de ces offensives s’est déroulée sans prendre en considération aucun objectif du niveau politico militaire. En toute logique, ce sont les instances gouvernementales qui auraient du préparer des conditions de paix dans l’hypothèse où l’offensive projetée se serait avérée réussie. Dès lors que les attributions régaliennes de ces instances gouvernementales avaient été accaparées par le haut-commandement en la personne du premier quartier maître général, c’est lui qui aurait du les concevoir et les soumettre au *Kaiser.* Rien de tel n’a jamais connu le moindre début de planification. C’est ici que l’on observe les limites du système de Ludendorff.

En parallèle à cette quasi dictature du commandement qui prend le pas en Allemagne sur le pouvoir civil, en France, c’est tout le contraire que l’on observe. Si l’armée française connaît sa première grave crise de commandement fin 1916, au moment de la relève du général Joffre, c’est parce que le gouvernement Briand tient à préserver sa liberté d’action et ses prérogatives. Il est en effet reproché au généralissime français – dont les attributions avaient été élargies à la fin de l’année précédente du seul front Nord Est français à l’ensemble des théâtres d’opérations – de ne pas vouloir se plier au contrôle gouvernemental ou de ne s’y soumettre que contraint et forcé, et de s’être peu à peu accaparé les responsabilités administratives du ministre de la Guerre qu’il cumulait *de facto* avec ses prérogatives de commandement opérationnel. La situation politico-militaire en France est donc aux antipodes de ce qui se passe en Allemagne. Elle correspond beaucoup mieux aux canons définis par Clausewitz un siècle auparavant. Mais, il faut également considérer que la nature politique du régime parlementaire français n’a que peu de points communs avec celle du régime allemand dans lequel le chancelier n’était responsable que devant le *Kaiser* et non devant le *Reichstag.*

C’est le paradoxe de cette guerre, de constater que l’armée qui se voulait la plus imbue de la tradition clausewitzienne s’en est radicalement éloignée, alors que l’armée française, a, sur le fond, beaucoup plus respecté les principes de sa conception de la guerre. Belle revanche de l’histoire.

*Saint Cyrien de la promotion maréchal de Turenne,* le *lieutenant-colonel Claude FRANC a servi dans des formations du corps blindé mécanisé avant de rejoindre la 102ème promotion de l’École Supérieure de Guerre. Il a ensuite alterné les affectations en état-major, en corps de troupe et en école. Il a été Chef du bureau Éudes opérationnelles du Commandement de la force logistique terrestre avant de rejoindre l’enseignement militaire supérieur comme instructeur. Il est actuellement chargé de mission au centre de doctrine d’emploi des forces et chercheur associé à la division Terre du service historique de la défense. Le lieutenant-colonel FRANC publie des articles d’histoire militaire dans les Cahiers du CESAT, la revue Doctrine et le bulletin de l’ANOR/Arme Blindée Cavalerie.*





**Le 5ème Régiment du Génie**

**dans la campagne de Madagascar (1895)**

# *Par le chef de bataillon Raoul DELEUZE*

***L’exemple du 5ème régiment du génie à Madagascar est aisément transposable aux opérations actuelles. En 1895, il a grandement contribué à la conquête de l’île, en apportant des solutions concrètes pour faciliter la manœuvre, puis contribué, par la mise en valeur du pays, à la phase de stabilisation- normalisation.***

**Les origines du conflit**

La France pose le pied pour la première fois à Madagascar en 1601 et Colbert baptise ce territoire «île Dauphine». Ce n’est qu’en 1811 que l’Angleterre, profitant des démêlés de la France en Europe, s’empare de l’île. Mais cinq ans plus tard elle est obligée, par le traité de Paris, de rendre Madagascar aux Français. C’est alors que commence une période de troubles: l’ethnie dominante, les Hovas, travaillée par les Anglais, se refuse à toute présence étrangère. Une première expédition est menée par l’amiral Pierre en 1883. Les indispensables renforts sont envoyés avec parcimonie par la métropole, toujours plus absorbée par les difficultés rencontrées au Tonkin. Malgré la faiblesse des effectifs, la Marine inscrit à Madagascar des pages de gloire couronnées en 1885 par un traité à l’avantage certain de la France. Cette bouffée d’oxygène permet à la métropole de retirer la majeure partie de ses troupes et de se concentrer sur l’Indochine.

Cette période de calme relatif ne dure pas. En effet, les tensions atteignent leur paroxysme en 1890 quand l’Angleterre et l’Allemagne reconnaissent officiellement le protectorat français sur Madagascar. Dès lors, les Français de l’île ne connaissent aucun répit, étant même menacés physiquement. L’opinion métropolitaine est peu à peu gagnée à une intervention majeure à Madagascar, et c’est en 1894 que celle-ci est décidée.

La géographie de Madagascar est dominée par le contraste entre deux régions majeures. Les hauts plateaux occupent tout le centre du pays et constituent la zone la plus fertile et la plus salubre de l’île. Les pays côtiers sont difficiles à vivre et à exploiter, mais sont naturellement ouverts sur la mer. Pour accéder aux plateaux depuis les côtes, il faut franchir des vallées profondes où croupissent bien souvent des eaux marécageuses. En revanche, de grands fleuves offrent un accès facile de la côte au plateau central.

Quant à l’armée Hova, elle n’est constituée que d’une bande de pillards et de fonctionnaires corrompus, mais, avec vingt mille hommes, elle est suffisamment nombreuse pour être prise au sérieux. Chaque homme est équipé d’un fusil, mais doit subvenir lui-même à ses besoins en matière d’habillement et de nourriture. Une centaine de canons et douze mitrailleuses complètent ce matériel, mais l’instruction sur ces armes est plus que douteuse. Face à cette armée, la France décide d’envoyer un corps expéditionnaire de quinze mille hommes.

Après avoir exposé les grands traits de l’expédition française, nous mettrons en exergue l’action courageuse des sapeurs à Madagascar, puis le prolongement de leur action après la fin des combats.

## La campagne de Madagascar

Pour prendre la capitale Tananarive, il faut choisir entre deux villes côtières pour procéder à un débarquement. À l’est, Tamatave offre l’itinéraire le plus court pour atteindre l’objectif, mais la piste y est impraticable aux voitures, tant le paysage est tourmenté à cet endroit. Il faudrait des années de travaux pour y parvenir et on préfèrera la route de l’ouest en débarquant à Majunga à partir du 16 janvier 1895.

Il convient de souligner le manque d’expérience de l’encadrement pour les expéditions tropicales, et l’inadéquation des matériels et des choix tactiques aux conditions climatiques et géographiques de l’île. La Marine refusera par exemple de fournir les embarcations fluviales qui auraient pu économiser du temps et des hommes aux troupes terrestres.

De plus, les médicaments manquent contre la fièvre et la dysenterie. Enfin, le choix tactique de la route ouest aurait pu être évité si l’on avait préféré mulets et coolies aux voitures. Ceci aurait permis d’emprunter la piste de l’est, moyennant quelques aménagements sommaires faisant gagner au corps expéditionnaire quelques précieuses semaines et surtout un grand nombre de vies humaines. Ces erreurs permettent de comprendre pourquoi cette expédition a été tant décriée ultérieurement par l’opinion publique française.

En débarquant à Majunga, la ligne d’attaque qui s’impose naturellement au corps expéditionnaire pour marcher sur la capitale est de longer le fleuve Betsiboka et son affluent, l’Ikopa. Cette marche d’environ cinq cents kilomètres couvre une région composée de trois plateaux successifs montant jusqu’à Tananarive. La Betsiboka est navigable sur son premier quart jusqu’à la ville de Marololo, mais le peu d’informations sur sa navigabilité empêche de la considérer comme une voie de communication sûre. La progression des troupes françaises le long de l’itinéraire choisi rencontre un certain nombre de difficultés, à commencer par la lenteur du débarquement des troupes et du matériel à Majunga. Cette lenteur provient de l’inexistence d’installations portuaires autorisant ce genre de débarquement. L’autre grande difficulté vient du climat et de l’insalubrité des zones côtières. Ces deux éléments freinent la progression de l’avant-garde française, mais les combats en eux-mêmes n’occasionnent que peu de pertes.

Au vu de la fatigue accumulée par les trois premiers mois d’opérations, le commandement décide de faire une étape d’un mois et demi à Marololo et d’y construire une base secondaire qui servirait au soutien des combats jusqu’à Tananarive. Quant aux opérations elles-mêmes, elles consistent à s’emparer des postes successifs tenus par l’ennemi sur la route de Tananarive et débutent dès les premiers jours de mars.

Après la halte de Marololo, l’offensive reprend de part et d’autre. Une attaque ennemie inflige quelques pertes aux Français qui, finalement, reprennent facilement le dessus et surtout l’initiative. Les postes sont enlevés les uns après les autres, mais cette fois les Hovas incendient villages et récoltes avant de battre en retraite. Fin août, nous sommes aux trois quarts de la distance et la saison des pluies approche. Le commandement prend alors la décision d’arrêter à cet endroit la route qui aura coûté tant de vies humaines pour terminer les combats avec une colonne légère ravitaillée par des mulets. La dernière partie de la marche offensive sur Tananarive se fait dans une région bien plus saine que les régions précédemment traversées, mais la résistance Hova s’affermit au fur et à mesure que l’on s’approche de la capitale. Celle-ci est prise assez aisément, après un tir d’artillerie particulièrement ajusté sur le palais de la reine. L’entrée triomphale du commandant des troupes françaises dans Tananarive a lieu le premier octobre, après sept mois de combats dans un pays au climat particulièrement éprouvant.

Le génie pendant la campagne

Le génie du corps expéditionnaire se compose de quatre compagnies commandées par le lieutenant-colonel Marmier, du 5ème régiment du génie. Les travaux qui lui sont confiés ne sont pas toujours exécutés par la seule main d’œuvre de l’arme, mais leur élaboration et leur direction restent invariablement dans la main des officiers du génie. Lors de la préparation de la campagne, les missions confiées au génie sont l’organisation de la base maritime et d’un sanatorium, la construction de la route et des ponts, la télégraphie et l’aérostation. L’aérostation n’eut aucun emploi à Madagascar, la télégraphie s’est rapidement heurtée aux difficultés du relief et à l’inadaptation du matériel, et le travail majeur fut, de loin, la construction de la route et des ponts entre Majunga et Mangasoavina. Cet ouvrage aura demandé au corps expéditionnaire tout entier quatre mois d’un labeur harassant pour 313 km de route, sept grands ponts et quarante-cinq ponceaux. Au cours de la campagne, une nouvelle mission apparaît pour le génie: le service des étapes. Ce dernier consiste en l’aménagement de postes le long de la route pour constituer des réserves, contrôler les flux de l’approvisionnement vers l’avant et construire des gîtes d’étapes où les troupes peuvent stationner provisoirement en sécurité.

Les difficultés majeures rencontrées par les sapeurs dans la construction de la route furent tout d’abord les vastes zones marécageuses des régions côtières, la maladie les emportant plus vite que prévu, puis le relief escarpé auquel on ne peut échapper pour gagner Tananarive depuis la côte. Le sol malgache est constitué de terre rouge argileuse en majorité, de sable blanc très fin le long des côtes et de quartz en grande quantité sur les hauteurs. La présence d’argile est un souci important pour les sapeurs puisqu’en temps de pluie le sol se creuse de profondes saignées difficiles à franchir et surtout à stabiliser. Le cours des rivières est lui aussi marqué par ce matériau, leur lit s’étendant souvent sur de vastes étendues. Les zones traversées par la route sont pratiquement uniformément couvertes de brousse, une herbe haute assez dure et de rares arbres. En revanche, les essences de ces arbres sont de bonne qualité, ce qui sera fort utile pour la réalisation des ouvrages du génie. La route n’est pas prévue pour durer au-delà de la campagne, c’est-à-dire qu’elle doit tenir jusqu’à la saison des pluies. Aussi faut-il faire au plus vite, sans concevoir de réseau d’évacuation des eaux de pluie et sans s’attarder sur les parties saines du tronçon. Ainsi, certaines parties sont simplement déboisées et désherbées et les zones de dunes sont simplement recouvertes de roseaux. Le travail des sapeurs se porte plutôt sur les zones marécageuses, les barrières rocheuses et les coupures du terrain. Dans les zones les plus difficiles, la technique de travail adoptée par les compagnies est de placer le capitaine en tête pour définir le tracé, puis des sections qui tracent une piste étroite à pente constante et enfin des équipes de coolies qui portent la largeur de la chaussée à trois mètres. Les zones marécageuses impliquent de construire un grand nombre de ponceaux, tous construits sur le même principe: des pieux sont enfoncés profondément dans le sol pour servir de piliers au tablier et au platelage. Cette technique, au regard des faibles moyens dont disposent les sapeurs, demande des efforts considérables dans des zones insalubres par définition et bien souvent infestées de caïmans dont il faut éloigner les appétits féroces. En avant du chantier, les reconnaissances menées par des officiers du génie s’avèrent primordiales pour la suite des opérations. Difficiles dans un territoire presque vierge de moyens de communication, elles fixent pour autant l’avancée du chantier, donc le rythme de l’approvisionnement des troupes au contact. C’est donc de ces reconnaissances et de l’ardeur des sapeurs que dépend le rythme de la manœuvre.

Le dernier tronçon de la route réclame la participation de toutes les troupes, le génie ayant subi des pertes importantes et devant se concentrer sur la construction des ponts. Sept ponts majeurs sont construits tout au long de la route, dont le plus long, celui de la Betsiboka, mesure 413 mètres. Ces ouvrages utilisent un matériel réglementaire, le pont Birago, mais pas toujours utilisé selon le règlement. Ce matériel étant en quantité insuffisante, c’est surtout sur l’ingéniosité des officiers du génie et sur la ressource locale en matières premières qu’il faut compter. Le principe est toujours le même, que ce soit avec le matériel réglementaire ou avec le matériel fabriqué sur place: des chevalets sont disposés tous les cinq à six mètres et supportent le tablier et le platelage du pont. La difficulté réside, d’une part, dans l’enfoncement des pieux des chevalets, d’autre part, dans le déplacement des berges et les variations importantes du niveau des eaux. Ces dernières, ajoutées aux passages fréquents de véhicules lourdement chargés imposent des réfections périodiques et même, dans le cas du pont de la Betsiboka, des rallongements successifs jusqu’à cinquante mètres en plus de la longueur initiale.

## Le prolongement de l’action du génie

La campagne de reconquête de Madagascar s’est terminée, nous l’avons dit, dans les premiers jours d’octobre. La majeure partie des troupes est repartie tout de suite en métropole pour se rendre disponible pour d’autres engagements outre-mer. Ne sont restées sur place que de faibles troupes pour assurer l’ordre dans l’île, protéger nos ressortissants et participer au développement économique. C’est dans cette dernière mission que le génie a continué à mener des actions d’éclat qui lui font honneur.

Dans l’hiver qui suit la fin des combats, le lieutenant-colonel Marmier mène des reconnaissances pour l’amélioration de la route de Majunga à Tananarive et pour la création de deux routes supplémentaires. La première permettrait de désenclaver la grande ville du sud, Fianarantsoa, et la deuxième relierait Tananarive à Tamatave, sur la côte est. La route de Fianarantsoa est réalisée grâce à la main d’œuvre locale dirigée par des cadres du génie. La route de Tamatave à Tananarive doit devenir l’axe majeur du développement économique de l’île puisque c’est par cette route est que devront transiter tous les biens importés et exportés de Madagascar. Or cette route existait avant les événements qui ont entraîné l’intervention française, la tradition populaire la mentionnant dans ses mémoires. Le colonel Marmier ne fait donc qu’exhumer cette ancienne route soigneusement dissimulée par les Hovas aux yeux des Français. C’est donc une piste à peine visible que le colonel redécouvre sous la frondaison, mais il s’atèle tout de suite au travail, mettant petit à petit au jour un itinéraire bien plus praticable que celui qu’il avait ouvert de l’autre côté de l’île une année auparavant. Là encore, les sapeurs travaillent dur pour créer cette fois-ci une véritable route carrossable apte à recevoir les convois de marchandises partant ou arrivant au port de Tamatave. Cependant l’essor économique de cette colonie est tel que très vite, la route ne suffit plus et il faut trouver une solution plus efficace encore. Les autorités se tournent naturellement vers les sapeurs.

En 1897, une mission d’officiers, de sous-officiers et d’hommes du rang du 5ème régiment du génie est chargée de la reconnaissance et du lever du chemin de fer entre Tamatave et Tananarive. Cette mission est dirigée par le commandant Roques, futur ministre de la guerre pendant la Première Guerre mondiale. Plusieurs tracés et avant-projets sont reconnus et étudiés par les sapeurs de chemin de fer et c’est finalement le tracé qui part d’Andevorante qui est retenu par le commandement. Le parcours est particulièrement difficile puisque après avoir remonté une vallée, il doit en franchir deux avant d’atteindre la capitale.

Malgré l’ampleur de la tâche, le chantier est confié à des entreprises locales; mais très rapidement, celles-ci renoncent devant la difficulté. Ce sont donc les officiers du génie qui reprennent à leur compte la direction des travaux. Ce retard pris au démarrage explique qu’en 1902, seuls trente kilomètres sont inaugurés. Ce n’est qu’en 1908 que les 270 kilomètres de la voie ferrée reliant Andevorante à Tananarive sont achevés. Pour parfaire cette œuvre, la voie est prolongée jusqu’à Tamatave en 1910 et 1911, portant la longueur de la voie à 369 kilomètres.

La portée économique de ces travaux est considérable. L’île peut enfin sortir de l’ère agricole et exploiter les immenses richesses de son sol. Sur le plan technique, l’œuvre se révèle être une véritable prouesse. Il aura fallu percer trente tunnels, lancer huit viaducs et réaliser en moyenne dix ponts, aqueducs ou dalots par kilomètre de voie. Les sapeurs de chemin de fer paient un lourd tribut à cette œuvre: trois officiers et plusieurs sous-officiers y laisseront la vie.

Un autre grand projet verra le jour un peu plus tard: la construction d’une voie reliant Tananarive à Antsirabe. Ce projet, initié en 1911, sera réalisé entre 1913 et 1923.

Au total, 855 kilomètres de voies seront réalisés par les sapeurs de chemin de fer à Madagascar, dans un pays très accidenté et dont le climat impose une énergie farouche, souvent au péril de la vie. Le pays en compte 893 aujourd’hui.

**La gloire du 5ème génie**

Le 5ème Génie, nous l’avons vu, ne fut pas le seul à constituer le corps expéditionnaire de Madagascar. Mais, d’une part, il en constitua la majeure partie, et d’autre part, il prolongea son séjour bien après la fin du conflit. Son œuvre revêt donc deux aspects différents, mais apportant chacun ses premières pages de gloire à un tout jeune régiment.

* Le premier est la participation directe aux combats, non pas par des actions spectaculaires et ponctuelles, mais par une mission longue et discrète de construction de route. Si le génie n’avait pas payé si cher un tel engagement, son action serait peut-être restée inconnue. Mais l’insalubrité du climat malgache en décida autrement et c’est en lettres de sang que ce régiment écrit les premières pages de son histoire. Au-delà de la sinistre comptabilité de ce sacrifice, des valeurs essentielles marquent d’emblée la cohésion de ce corps créé six années auparavant. C’est ce qu’a voulu montrer en exemple à la postérité le ministre de la Guerre en inscrivant Madagascar 1895 sur les plis de son drapeau.
* Le second est la grande qualité technique des officiers et sous-officiers de ce régiment. La pertinence dont font preuve leurs reconnaissances et leurs comptes-rendus permettent au commandement d’assurer immédiatement la sécurité de l’île. L’aménagement de voies de communications rapides et sûres raccourcit les distances, donc les délais d’intervention d’un point à un autre de l’île. Il permet aussi de développer considérablement le commerce, apportant par là une richesse tuant dans l’œuf tout ferment de mécontentement d’une population pas fâchée de sortir du pouvoir dictatorial de l’ethnie dominante. On peut donc dire que le 5ème Génie aura été un outil des plus efficaces dans les mains d’un pouvoir politique chiche en main-d’œuvre militaire, à une époque où un vaste empire colonial impose à la France de diluer au maximum ses forces armées.

Finalement, l’action du 5ème Génie à Madagascar, action longue et difficile, aura permis à la France d’y rétablir son autorité et de préserver ses intérêts. Épisode parmi de nombreuses autres épopées coloniales, il n’en reste pas moins que de grandes pages de gloire y ont été écrites et qu’à ce titre, il mérite d’être inscrit dans l’histoire.

*Saint-Cyrien de la promotion Commandant Morin (1994-1997), le chef de bataillon Raoul Deleuze a été chef de section, adjoint et commandant de compagnie de travaux au 5ème régiment du génie, à Canjuers, mais aussi en OPEX (Kosovo et Côte d’Ivoire), avant d’occuper le poste d’officier travaux au bureau opérations-instruction. Il suit actuellement le diplôme technique de l’École du génie.*



## Leçons d’histoire

**Par le colonel Michel GOYA,**

*de l’Institut de recherche stratégique de l’école militaire*



# L’emploi de l’histoire dans le processus

# d’évolution des armées

***«Avec 2.000 ans d’exemples derrière nous, nous n’avons aucune excuse, lorsque nous combattons, pour ne pas bien combattre»***

*Lawrence d’Arabie*

**L**e désastre de 1870 a marqué un tournant majeur dans la manière dont l’armée française envisageait son évolution. Jusque-là, on considérait qu’évoluer consistait simplement à accumuler de l’expérience, et l’armée du Second Empire, quasi professionnelle[[133]](#footnote-133) et riche de multiples campagnes, était certaine d’écraser une armée de conscription qui n’avait pas combattu de 1815 à 1864.

**La guerre devient une science**

La reddition de Sedan provoque donc un choc immense en France où l’on comprend que les Prussiens l’ont emporté parce qu’ils avaient conçu la guerre comme une science. Plus exactement, les Prussiens ont compris les premiers qu’avec la Révolution industrielle les armées occidentales étaient désormais soumises au changement rapide et perpétuel, ne serait-ce que parce que l’industrie était capable de leur proposer de plus en plus vite des équipements toujours plus performants.

Une armée, comme toute grande organisation, est constituée de quatre composantes: des équipements, des méthodes, des structures et une culture. Introduire une innovation dans une de ces composantes[[134]](#footnote-134) induit des innovations secondaires dans les autres qui elle-mêmes peuvent produire des innovations tertiaires, etc...jusqu’à un retour à l’équilibre lorsque tous ces changements sont assimilés[[135]](#footnote-135). Jusqu’au milieu du XIXème siècle, hormis la rupture de la Révolution française, les innovations sont assez rares. On peut faire toute une carrière militaire avec, par exemple[[136]](#footnote-136),le même armement. À partir des années 1850, au contraire, les innovations se multiplient et la gestion du changement devient une fonction majeure du commandement. Qui plus est, l’accroissement de la richesse nationale permet de soutenir logistiquement des armées de plus en plus importantes en volume.

Les Prussiens comprennent qu’il est nécessaire de fixer un cap à ce monde en évolution rapide, et ce cap, c’est la doctrine, conçue comme un paradigme scientifique et élaborée selon la méthode dite positive de découverte de «lois» à partir de l’observation des faits (induction). Pour cela, ils créent une institution spécifique, le Grand état-major, et ils sélectionnent et forment une élite d’intellectuels militaires par le biais de la *Kriegsakademie*. Enfin, ils constituent un «front virtuel», à base de grandes manœuvres, simulation, analyse des guerres étrangères et histoire militaire, qui leur permet d’apprendre malgré l’absence d’engagement réel[[137]](#footnote-137). L’efficacité de ce système scientifique éclate au grand jour lors des confrontations avec des armées – autrichienne ou française – dont les structures de pensée sont encore largement préindustrielles. De fait, il devient après 1871 le modèle incontournable pour toutes les armées modernes.

Sous l’impulsion d’une génération d’officiers intellectuels, Jules Lewal en tête, l’armée française se lance alors à corps perdu dans la «science de la guerre». Le modèle allemand est «importé», mais, en s’insérant dans la culture militaire française, il en perd certaines qualités. Au grand dam de Lewal, il n’y aura pas de grand état-major français indépendant du pouvoir politique[[138]](#footnote-138) et l’École supérieure de Guerre, créée officiellement en 1880, ne remplit qu’imparfaitement son rôle. Surtout, le processus scientifique expérimental des Prussiens est rapidement dévoyé, en grande partie parce que la critique à l’intérieur de l’armée française s’avère presque impossible sans susciter des réactions indignées[[139]](#footnote-139). Les grandes manœuvres, mises en place dès 1873, se transforment ainsi très rapidement en grands spectacles qui ne fâchent personne et plaisent au public et aux élus.

**L’illusion de l’histoire positive**

Le cas de l’histoire est symptomatique des difficultés françaises à élaborer une doctrine, et surtout à la faire évoluer. L’histoire militaire, plus consensuelle que les manœuvres et simulations, devient la principale source d’inspiration scientifique dans les années 1880 avec le capitaine Gilbert et surtout le colonel Bonnal, responsable de 1892 à 1896 du cours d’«histoire militaire et tactique générale» de l’École supérieure de Guerre. Comme beaucoup de ses contemporains, Bonnal est un positiviste qui croit à l’existence de lois ou principes éternels qu’il pense découvrir dans les campagnes napoléoniennes, à partir de la correspondance de l’Empereur *«le plus illustre des modèles»*. Il étudie ainsi successivement les manœuvres d’Iéna, de Landshut et Vilna, et en conclut qu’il a *«découvert la stratégie de Napoléon qui jusque là était inconnue des Français»*. Il en déduit des hypothèses qu’il confronte ensuite à plusieurs campagnes prussiennes (Sadowa, Froeschwiller, Saint-Privat), pour conclure enfin (et sans surprise) qu’il avait raison.

Le succès de Bonnal est si considérable qu’on lui confie la rédaction du règlement de service en campagne (RSC) du 28 mai 1895, qui restera en vigueur jusqu’en 1913, et du plan de concentration XIV en 1898. Foch lui succède jusqu’en 1900 et reprend les méthodes de son prédécesseur (analyse de batailles napoléoniennes puis prussiennes) pour aboutir aux mêmes conclusions. Il est vrai qu’au moment où le colonel Foch publie «***Des principes de la guerre****»* (1903), le général Bonnal est encore puissant[[140]](#footnote-140). Malgré les enseignements de la guerre des Boers (1899-1901), il ne saurait être question de le contredire, d’autant plus que, dans l’esprit positiviste, les principes établis sont considérés comme éternels. En 1904, Bonnal déclare encore:

«*Les procédés d’exécution doivent se modifier au fur et à mesure des progrès de l’armement, mais ces progrès n’infirment en rien les principes essentiels pour la conduite du combat, que le génie de Napoléon a déterminé une fois pour toutes*».[[141]](#footnote-141)

On s’aperçoit à cette occasion que la grande difficulté de la recherche militaire, surtout en France, n’est pas d’établir une doctrine, mais d’être capable de la réfuter lorsqu’elle n’est plus valable.

**De l’emploi poppérien de l’histoire**

En 1914, ce sont les barbelés, les mitrailleuses et l’artillerie à tir rapide qui détruisent le paradigme napoléonien. Par la suite, c’est la méthode historique de Bonnal qui est remise en cause. En 1937, le général Debeney avoue trouver «*quelque peu puéril de lire la correspondance de Napoléon dans l’espoir d’en extraire des maximes de guerre»*, surtout lorsqu’on ne possède aucune formation d’historien. Pour lui, Bonnal, «*glane dans les documents historiques ceux qui lui paraissent les plus intéressants pour une thèse qui flotte dans son esprit; les contours n’en sont pas encore nettement tracés, de sorte que sa bonne foi est complète, mais son effort se ramène à choisir les événements qui confirment la thèse en la précisant»*.Mais Debeney critique surtout l’idée selon laquelle il existerait dans l’histoire des secrets cachés:

«*On analyse la stratégie et la tactique des grands capitaines, de l’alambic on extrait la quintessence de leurs idées et sur les flacons on colle l’étiquette principes; ensuite on commente ces principes, on les adapte à la situation du moment, on les revêt d’une forme à la fois technique et imagée qui frappe les esprits et on sert le plat à la sauce Doctrine*»[[142]](#footnote-142).

À peu près à la même époque, Karl Popper (1902-1994) démontre toute la vanité du positivisme et la nécessaire «réfutabilité» des théories scientifiques[[143]](#footnote-143). Celles-ci débutent non pas par une observation innocente des faits, mais par une hypothèse (sinon on ne saurait pas quoi observer) qui est ensuite corroborée ou non par des observations. Tant que la théorie est corroborée par les faits, elle reste valide. Que survienne une observation contradictoire et il faut la remettre en cause. Au milieu du XIXème siècle par exemple, on découvre que le mouvement de la planète Mercure ne correspond pas aux équations de Newton. La théorie est donc remise en cause, mais il faut attendre 1915 pour trouver une théorie de remplacement, la relativité générale qui, elle, peut expliquer ce mouvement.

Il peut arriver également que des théories soient valides dans certains champs et non corroborées dans d’autres. Ainsi de la relativité et de la mécanique quantique, toutes deux valables dans un domaine particulier mais difficiles à concilier pour former une théorie unique[[144]](#footnote-144). Il existe aussi, lorsque des jeux de pouvoirs (ou simplement l’amour propre) viennent se surimposer à la recherche, une forte tentation à ne présenter que des faits corroborants sa théorie et à cacher soigneusement les autres.

Dans ce nouveau contexte, il apparaît vain de vouloir tirer des lois ou même des leçons de l’étude de l’histoire mais, comme le soulignait Paul Valery, *«elle peut nous aider à mieux voir»*[[145]](#footnote-145). La théorie ne se déduit pas de l’histoire mais elle s’en nourrit[[146]](#footnote-146), à condition de restituer les faits dans une perspective historique et en ayant conscience que l’observateur n’est pas indépendant de son expérience[[147]](#footnote-147).

Logiquement, on se tournera plutôt vers les époques qui semblent présenter le plus d’analogie avec les problèmes à résoudre au moment de la réflexion. Le retour d’expérience en constitue la forme extrême. Mais, outre le manque de recul que cela induit, l’appel à des expériences proches dans le temps peut être trompeur. Lorsque Bonnal et Foch font appel à l’épopée napoléonienne, celle-ci ne leur apparaît pas si lointaine (le père de Bonnal a servi dans l’armée du Premier Empire) et sa forme leur paraît encore assez proche de ce qu’ils connaissent (les artilleurs tirent encore à vue, par exemple, et les cavaliers sont toujours à cheval). Ils ne perçoivent simplement pas les indices des changements profonds qui affectent leur époque et s’accumulent jusqu’à provoquer une avalanche en 1914. La guerre connaît à ce moment là une mutation très rapide qui rend d’un seul coup obsolètes et même dangereuses les analogies napoléoniennes.

Cet exemple témoigne du danger de bâtir une doctrine sur un ou deux piliers et de la nécessité d’utiliser les grilles de lecture issues de sciences différentes pour, entre autres, révéler le degré d’«historicité» de la situation en cours, c’est-à-dire la nature de son lien avec le passé. Certaines situations sont en «ligne de fuite» et l’emploi de l’histoire récente trouve alors toute sa valeur. Dans d’autres cas au contraire, comme en 1914, il y a une rupture nette avec le passé récent et l’utilisation de l’histoire demande de passer par des «sauts» pour retrouver des analogies de nature, comme lorsque pendant l’entre-deux-guerres Liddell Hart étudie les campagnes mongoles du XIIIème siècle pour fertiliser ses idées sur le combat des grandes formations blindées. Actuellement, l’expérience d’un Gallieni ou d’un Lyautey est plus utile à l’étude des problèmes des opérations de stabilisation que celle de la guerre du Kippour. Enfin, il existe sans doute des situations totalement inédites où la référence au passé n’est pas possible. La courte mais riche histoire militaire des Aztèques ne leur a été que de peu d’utilité face aux envahisseurs espagnols.

**L’histoire comme heuristique**

La construction des idées n’est que rarement le fruit d’un raisonnement purement logique. Le plus souvent en effet, on utilise des heuristiques, c’est-à-dire des raccourcis analogiques, beaucoup plus rapides et psychologiquement moins coûteux[[148]](#footnote-148). L’inconvénient est que ces raccourcis comportent une assez forte probabilité d’erreur. «Les chars ne peuvent franchir les Ardennes» est un exemple d’heuristique malheureuse fondée sur le souvenir des faibles capacités des chars de la Première Guerre mondiale. Il est donc nécessaire d’avoir en permanence conscience de la valeur relative des schémas que nous utilisons[[149]](#footnote-149).

Cela étant, la vitesse de construction des idées étant un facteur de succès, tant dans les choix tactiques sur le terrain que dans l’élaboration d’une doctrine[[150]](#footnote-150), il reste indispensable d’utiliser des heuristiques. C’est ainsi qu’un grand champion d’échecs connaît forcément par cœur plusieurs milliers de parties d’échecs. Cela lui permet de trouver très vite des séquences à peu près similaires à ce qu’il constate sur son échiquier et son génie réside alors dans l’emploi qu’il fait de ces solutions. De la même façon, Napoléon associait-il ses talents propres à une connaissance parfaite de la plupart des batailles ayant eu lieu sur le sol européen du XVIIème et du XVIIIème siècle. Le général Patton a utilisé sa connaissance de la première guerre punique pour établir son plan de campagne en Sicile en 1943,et en 1982, les Israéliens ont fait précéder leur opération «Paix en Galilée» par une étude complète des problèmes rencontrés par les Britanniques et les Français libres au Liban en 1941.

Une réflexion tactique, stratégique ou doctrinale ne peut se fonder entièrement sur l’histoire, mais elle doit presque obligatoirement l’utiliser. On peut d’ailleurs établir une corrélation assez nette entre l’attention dévolue à l’histoire militaire et l’audace intellectuelle d’une armée[[151]](#footnote-151). La pensée militaire soviétique des années 1920 ou des années 1970, la réalisation de la doctrine *AirLand Battle* aux États-Unis dans les années 1970[[152]](#footnote-152) en sont de bons exemples.

**Point de situation**

L’histoire militaire en France ne s’est jamais vraiment remise de ses deux maladies de jeunesse: l’illusion positiviste de la recherche de lois éternelles et son utilisation pour simplement illustrer ou légitimer des concepts sortis «tout armés» du cerveau de certains. De fait, l’histoire, comme la simulation ou les exercices, n’a que rarement été abordée selon une approche véritablement scientifique et son emploi a plutôt consisté à aider à la préparation de la guerre passée[[153]](#footnote-153).

La refondation gaullienne des années 1960, dont nous sortons à peine, a consacré «la fin de l’histoire militaire». Les armes nucléaires semblaient avoir engendré une ère stratégique nouvelle qui rendait obsolète l’étude du passé. Leur mise en service en France s’est de plus accompagnée d’une redéfinition de l’emploi des forces conventionnelles dans un sens où la victoire sur le champ de bataille n’était même plus évoquée, ce qui n’incitait pas beaucoup à la recherche expérimentale de l’excellence tactique. Il est vrai aussi que, selon une habitude française de passage d’un extrême à l’autre, l’époque était aussi au rejet complet de l’histoire dite «bataille» par le monde universitaire[[154]](#footnote-154).

La déchirure stratégique du début des années 1990 imposait de passer par une nouvelle phase d’exploration pour redéfinir le rôle des armées. Constatons que ce redémarrage de la pensée militaire française a été long à se manifester et qu’en attendant le besoin a été comblé par celle des Américains, très active dans les années 1970-1980[[155]](#footnote-155) et consacrée par l’écrasante victoire de la première guerre du Golfe. Le paradigme américain étant actuellement plutôt remis en question par des faits «non corroborants», il est peut être possible aujourd’hui pour les Français de proposer des solutions originales et d’autant plus nécessaires que les ressources sont comptées.

La recherche historique, à condition de l’utiliser selon une méthode scientifique, de ne pas la confondre avec la «mémoire» (dont l’objet est tout autre) et de la croiser avec d’autres disciplines, a toute sa place dans la pensée militaire française. Mais il faut garder à l’esprit que manipulée sans précaution, il s’agit d’une substance dangereuse.



****

**On a aimé**

# L’évolution des formes de la guerre[[156]](#footnote-156)

### **Du Colonel Witold ZANIEWICKI**

**N**otre Camarade, Witold Zaniewiki, Saint-Cyrien et B.T. «Histoire», docteur en histoire, a été professeur à l’E.S.G. de 1969 à 1972, et Secrétaire général de rédaction «Défense – Armées» à la Librairie LAROUSSE de 1979 à 1987, il poursuit actuellement ses recherches d’histoire dans de nombreux domaines, dont notamment l’histoire de l’armée et de la résistance polonaises.

Son nouvel ouvrage, reprenant sous une forme originale les articles écrits sur le thème de l’Histoire militaire et les cours de l’E.S.G, est un témoignage de la renaissance en France de l’enseignement de cette discipline à partir des années 1970. Il souligne ainsi l’apport très précieux des B.T. «Histoire» dans la rénovation de cet enseignement, lorsque des officiers issus de l’EMSST en reçurent la charge ainsi que celle du service historique de l’Armée de Terre.

Il me faut aussi évoquer notamment, à ce propos, le rôle que jouèrent dans ces années là, nos Camarades Delmas, Le Soueff (décédé ) ou Bourgerie, à l’E.S.G., au C.G.A., au SHAT et à la Section française de la Commission internationale d’Histoire militaire, pour rénover cet enseignement, remplacer la traditionnelle «Histoire Bataille» – non dépourvue d’intérêt mais d’une portée culturelle assez limitée – et pour ouvrir une place majeure dans les sciences sociales à l’Histoire militaire.

L’ouvrage est conçu en plusieurs parties; les deux premières précisent cette place, les deux suivantes en analysent des épisodes déterminants.

**I Histoire Générale – Histoire Militaire:**

Cette première partie présente de façon synthétique l’interaction entre les causes politiques et les conséquences politiques, diplomatiques ou techniques de la transformation du phénomène «guerre».

Il s’agit d’un précieux repère pour tout lecteur désireux de replacer l’histoire des armées dans le cadre général de l’histoire des peuples.

Cette étude est conçue en quatre périodes:

1750-1815 (Révolution et Empire, éveil des nationalismes)

1815-1914 (de la guerre limitée au conflit généralisé)

1914-1945 (échec de la Paix, montée des périls, globalisation de la guerre)

1945-1962 (l’Europe exsangue, les deux blocs, le tiers monde ...)

**II Histoire militaire – Histoire sociale:**

Recueil de travaux, articles, conférences, cours, qui démontrent l’importance de l’Histoire militaire pour la compréhension du monde et de l’homme, loin du simple recueil de faits militaires de l’«histoire bataille» …

On appréciera particulièrement les études consacrées à la renaissance de l’Armée française après 1870 et au rôle majeur que joua le service militaire obligatoire avant d’être abandonné pour la «professionnalisation».

Des études historiques mais souvent d’un intérêt très actuel…

**III Les mythes français:**

Reprise de deux études sur deux évolutions fondées sur la réalité de faits qui marqueront profondément et durablement la pensée politique et militaire française:

- la Guerre de 1870 et les conséquences de la défaite française,

- le passage progressif à partir de 1915 de l’échec de «l’offensive à outrance» à la réflexion moderne sur les réalités humaines de la guerre.

**IV De la guerre mondiale aux conflits limités:**

De remarquables études polémologiques qui nous présentent, de 1935 à nos jours, quelques épisodes majeurs de ce que fut au moment de la Deuxième Guerre mondiale la réalité militaire des conflits contemporains, suivie d’études consacrées aux conflits limités:

* *Seconde guerre mondiale:*

- La «Guerre à blanc», les moyens par lesquels Hitler, sans tirer un seul coup de feu, parvint à imposer sa volonté au monde (1935-1939)

- La «Guerre éclair», les éléments du «blitzkrieg» (1939-1941)

- La genèse d’«Overlord», la trame complexe sur laquelle doit se préparer l’attaque de «la forteresse Europe»

- La préparation et le bilan du débarquement en Provence, une belle réussite pour la Libération de la France et le soutien du Front Ouest, mais sans doute une erreur quant au choix d‘un «second front».

* *Conflits limités:*

- La notion de conflits limités,

- La crise des Caraïbes (Cuba)

- Les trois phases de la Guerre de Corée

La conception de l’ouvrage ne se prête pas à une analyse d’ensemble, tant sont importantes et diverses chacune des études rassemblées sous le titre d’ouvrage consacré à l’évolution des formes de la guerre. On mesure bien néanmoins, selon le plan de l’auteur, quelle est la complexité et l’importance de ce phénomène guerre au regard des grandes évolutions du monde contemporain et combien, par opposition aux simples études de la tactique des batailles, qui fut longtemps le produit d’un enseignement traditionnel de l’histoire dans les écoles militaires, le métier du Chef militaire exige, pour dominer les problèmes qui lui sont soumis, de réflexion politique et de culture scientifique, technique, économique , sociale … et historique!

L’ouvrage est complété par une importante bibliographie et des cartes sur la guerre de Corée.

Un ouvrage à conseiller non seulement aux BT et aux DT mais à tous ceux qui se destinent à la carrière des armes ainsi qu’à tous ceux qui professionnellement doivent comprendre pour agir ce qu’est de nos jours le recours à «l’ultima ratio regis»

#### Contrôleur Général des Armées (2s) Jean-Claude ROQUEPLO

Démocratie durable,

penser la guerre pour faire l’Europe[[157]](#footnote-157)

# Du Professeur Henri HUDE

**A**utres temps, autres approches: Au «si vis pacem, para bellum» maintes fois proclamé, à juste raison, s’ajoute désormais «Penser la guerre pour faire l’Europe». Provocatrice, cette sentence marque l’aboutissement d’une réflexion approfondie conduite sur la démocratie à travers les âges. Henri HUDE, philosophe connu, actuellement directeur du pôle d’éthique militaire des Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, s’interroge sur la nature et l’évolution de la démocratie. Il constate qu’aujourd’hui le plus grand danger auquel doit faire face celle-ci est l’atteinte portée à la crédibilité des politiques, à leur capacité à agir avec rationalité et résolution, dans la durée. Ceci du fait, notamment, de l’évolution de l’environnement technologique et des mentalités qui ont conduit progressivement à l’exubérance médiatique, à la conformité de pensée et d’expression, ainsi qu’à un individualisme croissant qui affaiblissent et limitent le rôle et le pouvoir du politique, déconnectant ce dernier de la réalité.

Soucieux d’inscrire sa réflexion dans une perspective concrète, l’auteur saisit l’opportunité de la construction européenne pour appuyer son propos et montrer comment nos démocraties européennes actuelles peuvent et doivent s’insérer dans ce grand projet.

Cet ouvrage est aussi novateur par son mode de diffusion. Bien qu'il soit un livre normal, imprimé sur papier, il est vendu exclusivement par la librairie en ligne des «Éditions Monceau», où l'on peut le commander à tout instant à l'adresse suivante: www.henrihude.fr

Cette adresse correspond aussi au blog d'Henri Hude, qui renferme de nombreux articles stimulants sur la paix et la guerre, et sur la démocratie durable. Il est ainsi beaucoup plus facile aux lecteurs de dialoguer avec l'auteur.

**Ferdinand FOCH (1851-1929): «Apprenez à penser»**

## Actes du colloque international Paris 6-7 novembre 2008[[158]](#footnote-158)

**O**n se souvient de ce colloque international, événement de l’année de l’École militaire, co-organisé par les Écoles de Saint-Cyr Coëtquidan, le Collège d’enseignement supérieur de l’armée de terre (CESAT) et le Commandement de la doctrine d’emploi des forces (CDEF). Rassemblant un auditoire de haut niveau, il avait connu un succès mérité.

Il manquait les actes de ce colloque: ce fut un travail d’importance et de longue haleine que de réunir et publier les contributions intégrales de plus de vingt intervenants de différentes nationalités. C’est ce qu’ont réussi avec cet ouvrage[[159]](#footnote-159) le lieutenant-colonel PORTE et le professeur François COCHET.

Ce livre est, essentiellement, un livre d’historiens, c'est-à-dire précis, juste, référencé, multi-approches. C’est un témoignage sur Foch mais aussi sur la pensée militaire de la fin du XIXème au début du XXème siècle et de son impact international. Il rappelle ce que furent cette pensée et son évolution à travers l’exemple de celui qui fut considéré comme le maître à penser de l’époque. «Rares sont les penseurs militaires auxquels les événements donnent l’opportunité de confronter personnellement leurs théories à la vérité de la guerre. Encore plus rares sont les chefs qui parviennent au sommet des responsabilités et pratiquent ces théories avec un talent tel qu’ils en construisent de remarquables victoires. Le maréchal FOCH est de ceux là»

«Les principes qu’a formalisé le maréchal FOCH lui ont survécu pour une raison simple: ils viennent du fond des âges. Il a su les rendre à la fois limpides et éternels, ce qui confère à sa pensée une grande modernité»[[160]](#footnote-160) .

Foch ne saurait être appréhendé comme un bloc monolithique tout au long de sa vie militaire, fort longue. Mais une constante se dégage: Foch aura été un exceptionnel passeur d’énergie, comme enseignant, comme chef, comme conseiller. Pragmatisme, obéissance active caractérisée par l’initiative permanente, appel constant au vécu, volontarisme sont pour lui les qualités du chef. Dans cette perspective, alors qu’il était professeur à l’École de guerre, il fortifiait déjà chez ses élèves «la personnalité, le caractère, l’esprit de décision».

Ces actes abordent successivement la maturation de la pensée de Foch et de sa mise en pratique d’une guerre (1870) à l’autre (1914-1918), une suite d’éclairages ponctuels sur des opérations militaires pendant la grande guerre, la perception alliée et internationale du premier commandant en chef interallié et, enfin, l’héritage et les enseignements

Au total, une excellente synthèse de regards portés sur Foch, sa pensée, son influence, parfois nouveaux, toujours intéressants. Un livre de référence tant sur Foch que sur la pensée militaire et certaines phases de la grande guerre.

La Guerre[[161]](#footnote-161)

# De Bruno TERTRAIS

**F**idèle à la concision des «Que sais-je?» Bruno Tertrais propose, en une centaine de pages, un cheminement classique qui va de l’historique de la guerre à une interrogation sur les futures évolutions des conflits. Concis mais précis cet ouvrage ne laisse que peu de zones d’ombre tant sur les causes des conflits que sur leur inventaire et les modes de régulation récemment apparus. L’auteur ne juge pas, il décrit, évoque des hypothèses ou pose des questions, notamment celle de la pérennité de la «*suprématie militaire des occidentaux»*.

Bruno Tertrais est maître de recherche à la FRS. Il a écrit plusieurs ouvrages dans le domaine de la Défense et tout particulièrement un autre «Que sais-je?»: «***l’arme nucléaire****»*, paru en 2008.

Bruno Tertrais devrait recevoir prochainement le prix Vauban de l’IHEDN

*Par le général de corps d’armée Jean-Noël SORRET*

**Hier la crise, demain la guerre?**

***La crise va-t-elle amener le monde au bord du gouffre?[[162]](#footnote-162)***

# De Pierre Pascallon et Pascal Hortefeux

**L**es auteurs sont deux universitaires de Clermont-Ferrand qui ont publié plusieurs ouvrages, notamment dans le domaine économique. Pierre Pascallon est, par ailleurs président du club «Participation et Progrès», club assez bien connu pour les manifestations qu’il organise à Paris.

C’est un livre très documenté, qui analyse les crises (1929 et actuelle notamment) à travers une approche historique certes, mais aussi scientifique. Les graphiques, les hypothèses empruntées à plusieurs experts sont nombreuses.

La thèse des auteurs est que la situation «*va se* *prolonger par une longue et difficile période de transition jusqu’aux années 2030».* Période pendant laquelle pourrait s’établir un nouvel ordre mondial où la puissance des États-Unis pourrait «*s’éroder, la Chine arriver à une certaine hégémonie, économique au moins».*

Les auteurs semblent douter que cette évolution puisse se faire sans entraîner une crise, crise qui serait d’autant plus grave que l’univers sera nucléarisé.

Au moment où le président Obama lance une campagne pour la dénucléarisation, la dernière interrogation des auteurs *est «Peut-on parvenir demain – puisque le risque d’utilisation du nucléaire existe –, à la dénucléarisation du monde*?»

La conclusion apporte un élément de réponse: «*la guerre, les guerres, resteront au cœur de notre évolution…»*

## *Par le général de corps d’armée Jean-Noël SORRET*

**Le commandement suprême de l’armée allemande 1914 – 1916**

**Mémoires du général von FALKENHAYN[[163]](#footnote-163)**

***Présenté et commenté par le lieutenant-colonel Rémy PORTE***

**D**écidément le Lieutenant-colonel Rémy PORTE est prolifique: après un livre consacré au maintien de la paix en Haute Silésie de 1920 à 1922[[164]](#footnote-164), puis un autre consacré à FOCH, présenté ci-dessus, voici que paraît, juste avant de mettre sous presse ces Cahiers n° 22, un nouvel ouvrage consacré à la Grande Guerre, conflit dont Rémy PORTE, docteur en Histoire, habilité à diriger des recherches, est un expert.

Cette fois-ci, c’est du côté allemand qu’il nous place, en nous présentant les mémoires du général von FALKENHAYN pendant les deux années où, chef de l’état-major général, il a commandé en chef de 1914 à 1916 face aux Franco-Anglais, mais aussi face aux Russes, aux Roumains, aux Serbes et, par Autrichiens interposés, aux Italiens. Voila donc les réflexions du plus haut responsable militaire allemand, au cœur du dispositif politico-militaire, organisant la lutte en position centrale, gérant les interactions permanentes entre les différents fronts et conduisant une coalition avec des difficultés analogues à celles rencontrées par FOCH de son côté. Et ceci dans un climat permanent de lutte de pouvoir et d’influence au sein du haut commandement, dont HINDENBURG et LUDENDORFF sortiront victorieux en 1916. Autant d’aspects dont il est possible de tirer des enseignements toujours d’actualité. Ces mémoires nous font découvrir également une armée russe qui, contrairement à une croyance assez répandue et malgré son sous-équipement, s’est bien battue: sa combativité en 1915 et 1916 fut essentielle pour permettre aux Occidentaux de tenir sur le front de France.

Voilà donc un livre intéressant, même si le texte, qui est la reprise de la traduction originale du général NIESSEL, un peu trop littérale, peut parfois paraître d’une lecture laborieuse. Fort heureusement, le commentateur y a apporté sa marque avec efficience: par ses notes nourries et précises, Rémy PORTE éclaire en permanence ce texte avec la rigueur de l’historien. Ainsi, il nous permet de partager les préoccupations de FALKENHAYN et de le suivre dans sa démarche décisionnelle.

# Le Déni des cultures[[165]](#footnote-165)

**De Hugues LAGRANGE**

**V**oici un livre qui n’a apparemment pas de rapport avec la ligne éditoriale des Cahiers. Il parait néanmoins utile de le signaler en raison de son objet – les causes de la dérive des cités sensibles, sujet majeur de préoccupation de tout Français responsable – et de la façon dont le sujet est traité, sans tabou, sans révérence au politiquement correct, sans concession partisane, ni à droite, ni à gauche. Enfin un parler vrai sur un sujet éminemment sensible!

Hugues LAGRANGE est sociologue (CNRS, Sciences Po), auteur de nombreux ouvrages sur la violence dans les cités défavorisées.



Directeur de la publication:

Gca (2°s) PIROTH *(Association MINERVE)*

Comité éditorial**:**

**Gbr THOMAS,**

**Col de LADOUCETTE,**

**Col PAUPERT,**

Col (H) MAZEL *(Association MINERVE)*,

Lcl VENTURA,

# Lcl (R) MISSET

Rédacteur en chef**:**

**Lcl VENTURA**

Rédacteur en chef adjoint**:**

**Lcl (R) MISSET**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

Impression: Cogetefi Courtabœuf

1. **Site Internet CESAT:** [**www.cesat.terre.defense.gouv.fr**](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr/)

   **Site Intradef CESAT**: **www.cesat.terre.defense.gouv.fr** [↑](#footnote-ref-1)
2. **Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.** [↑](#footnote-ref-2)
3. Colonel Ardant du Picq, «***Études sur le combat****»*. [↑](#footnote-ref-3)
4. «Si nous cherchons au plus loin ce que la guerre exige de ceux qui s’y consacrent, nous trouvons que la qualification intellectuelle tient la première place. Plus qu’en n’importe quel domaine, il faut qu’une intelligence subtile et pénétrante sache y discerner et apprécier d’instinct la vérité». Carl von CLAUSEWITZ (*De la guerre*) [↑](#footnote-ref-4)
5. Dans des domaines aussi variés que les problématiques financières, les programmes d'équipement, les sciences humaines ou les relations internationales ... [↑](#footnote-ref-5)
6. Environ 200.000 salariés dont la moitié en poste à l’étranger. [↑](#footnote-ref-6)
7. En liaison éventuellement avec des grandes écoles ou universités. [↑](#footnote-ref-7)
8. Notamment dans la formation tactique où les forces terrestres ont besoin de beaucoup d’officiers d’état-major aptes à planifier et conduire des opérations multinationales complexes, de haute ou basse intensité, au contact des populations, avec des règles d’engagement évoluant au gré du contexte de l’intervention. [↑](#footnote-ref-8)
9. Vol I: *Maroc et Afrique Occidentale*, vol. II: *Chine et Indochine*, vol. III: *Afrique Equatoriale Française*. Tous parus entre 1908 et 1912 chez Lavauzelle. [↑](#footnote-ref-9)
10. According to the US Army standard, a capability includes the following components: Doctrine, Organization, Training, Material, Leadership, Personnel, Facilities and Policy or DOTMLPF-P. [↑](#footnote-ref-10)
11. Designated after the name of General Powell, then Chairman of the Joint Chiefs of Staff of the United States, the strategy called for a commitment of U.S. forces under the conditions like: a clear political objective, an exit strategy, a massive commitment. De facto, this doctrine rejects any long-term commitment to stability operations or counter insurgency. [↑](#footnote-ref-11)
12. The defense system as a whole is not multipurpose. It’s the diversity, flexibility and availability of its components that will enable it to cope with the diversity of situations. [↑](#footnote-ref-12)
13. As prescribed for instance in "The exercise of the profession of arms in the Army," French Army Staff, 1999. [↑](#footnote-ref-13)
14. Here we may refer to types of leadership described by American sociologists: that of authority, that of team building (development team) and that of *laissez-faire*. The collective cleverness mentioned here refers to the "team building" type. [↑](#footnote-ref-14)
15. Here we point out the delicate but crucial issue of interoperability of national systems. [↑](#footnote-ref-15)
16. Army Senior Leader Development Program, Senior Executive Education, etc. [↑](#footnote-ref-16)
17. The quote most commonly used to characterize this policy is: "buy fewer more often" or "buy less more often." [↑](#footnote-ref-17)
18. The Core Enterprises are: Human Capital (responsibility of the Training and Doctrine Command), Material (Army Material Command), Readiness (Forces Command) and Services and Infrastructures (Installation and Management Command). [↑](#footnote-ref-18)
19. This ARFORGEN cycle (Army Force Generation) is the force generation process of the US Army. Each brigade is planned to get through a one year phase of Reset, then another one year phase of Train/Ready, than a year as Deployed Expeditionary Force or Contingency Expeditionary Force. [↑](#footnote-ref-19)
20. Ministère de la défense britannique, *Annual report and accounts 2008-2009.* [↑](#footnote-ref-20)
21. Force Internationale d’Assistance à la Sécurité [↑](#footnote-ref-21)
22. *Operational Liaison and Mentoring Team* [↑](#footnote-ref-22)
23. Armée Nationale Afghane [↑](#footnote-ref-23)
24. Centre national d'entraînement commando [↑](#footnote-ref-24)
25. Données du Service d’information du gouvernement (SIG) [↑](#footnote-ref-25)
26. Données du *Pew Research Center*, projet de recherche et d’analyse sur le journalisme *«Excellence in Journalism»* [↑](#footnote-ref-26)
27. **Texte paru dans «AUSA's Land Warfare Paper n° 76, avril 2010», et reproduit ici avec l’aimable autorisation de Sandra J. Daugherty, Director, ILW Programs. La rédaction des Cahiers du CESAT la remercie chaleureusement, ainsi que le colonel Bertrand Darras, Officier de liaison français à TRADOC, Fort Monroe USA qui a servi d’intermédiaire.** [↑](#footnote-ref-27)
28. Excerpts from “*The Army Campaign Plan*”, 2004, found at [campaignplan2004@us.army.mil](mailto:campaignplan2004@us.army.mil). [↑](#footnote-ref-28)
29. Discussions with Command Sergeant Major (rtd.) William “Morgan” Darwin for his input to this article. [↑](#footnote-ref-29)
30. U.S. Army, “*Field Manual 7-0 Training for Full Spectrum Operations”*, (Leavenworth, KS, Combined Arms Center (CAC), 12 December 2008), para 3-7. [↑](#footnote-ref-30)
31. Donald E. Vandergriff, “*Review of Army Training*”, unpublished paper, (Arlington, VA: Army TRADOC, September 2006), p. 4-5. [↑](#footnote-ref-31)
32. The Army made a smart move, Colonel Haskins is now director of the United States Military Academy’s Department of Military Instruction (May 2008-present) who has oversight of developing all cadets in military science. [↑](#footnote-ref-32)
33. Command Sergeant Major (rtd.) Morgan Darwin for this definition of OBT&E. [↑](#footnote-ref-33)
34. Quote provided by CSM Patrick Laidlaw, 30 October 2008. [↑](#footnote-ref-34)
35. Dr. Gary Klein, “***Sources of Power: How People Make Decisions****”* Cambridge, MA: MIT Press 1999 [ISBN 0262611465](http://en.wikipedia.org/wiki/Special:BookSources/0262611465) [↑](#footnote-ref-35)
36. Donald E. Vandergriff “***Raising the Bar: Creating and Nurturing Adaptability to Deal with the Changing Face of War****”*, Washington, D.C.: Center for Defense Information, 2006. ALM is referenced in Chapter 3 as Adaptive Course Model (ACM), and was changed by Army Capabilities Integration Center Forward to ALM. [↑](#footnote-ref-36)
37. Dr. Robert Bjork, “*How We Learn Versus How We Think We Learn: Implications for the Organization of Army Training*”, unpublished briefing presented at Science of Learning Workshop, (Los Angeles, CA: UCLA, 1 August 2006), p. 2. [↑](#footnote-ref-37)
38. Quote provided by Major Chad Foster, 25 October 2008. [↑](#footnote-ref-38)
39. Quote provided by CSM Zoltan James, 31 October 2008. [↑](#footnote-ref-39)
40. Quote provided by CSM Zoltan James, 31 October 2008. [↑](#footnote-ref-40)
41. Captain Alec Barker, “*Review of Raising the Bar*”, unpublished book review, (Reston, VA: April 2008). [↑](#footnote-ref-41)
42. Based on discussions with Major Paul Wilcox, September 16, 2007. [↑](#footnote-ref-42)
43. Donald E. Vandergriff, “*Swift to Swiss: Tactical Decision Games and Their Place in Military Education”, Improved Performance Society Journal* (Rockville, MD: ISPI, February 2006). [↑](#footnote-ref-43)
44. Donald E. Vandergriff, “*Swift to Swiss: Tactical Decision Games and Their Place in Military Education”, Improved Performance Society Journal* (Rockville, MD: ISPI, February 2006). [↑](#footnote-ref-44)
45. Quote provided by Captain Andrew Watson, TAC Infantry BOLC III, with knowledge of Lieutenant Colonel Lance “Duke” Davis, commander of 2/11 Infantry, Fort Benning, GA 25 October 2008. [↑](#footnote-ref-45)
46. Quote provided by CSM Zoltan James, 31 October 2008. [↑](#footnote-ref-46)
47. Brigadier General. David Fastabend and Robert Simpson “***Adapt or Die***”. [↑](#footnote-ref-47)
48. Lieutenant General Walter Ulmer, “***Creating and Assessing Productive Organizational Climates***”, Army War College Course Handout (Carlisle, PA: U.S. Army War College, 2002), p.1. [↑](#footnote-ref-48)
49. Quote provided by CSM Zoltan James, 31 October 2008. [↑](#footnote-ref-49)
50. Quote provided by Major Chad Foster, 25 October 2008. [↑](#footnote-ref-50)
51. **Article publié dans «Penser les Ailes françaises» et reproduit avec l’aimable autorisation du CESA** [↑](#footnote-ref-51)
52. Lié au cloisonnement du milieu et à l’autonomie du détachement. [↑](#footnote-ref-52)
53. Qui affecte la stabilité des trajectoires d’approche. [↑](#footnote-ref-53)
54. Lignes à haute tension, antennes, câbles suspendus, etc… [↑](#footnote-ref-54)
55. D’autant plus problématique qu’elle prolifère (missiles sol-air à très courte portée, voire roquettes). [↑](#footnote-ref-55)
56. Pour l’emploi des vecteurs aériens, ou la mise en oeuvre de leurs capteurs et de leurs armements. Paradoxalement, une météo incertaine est une aubaine pour le montagnard, car elle lui permet de progresser de manière plus discrète. [↑](#footnote-ref-56)
57. À l’instar des hommes du commando parachutiste de l’air n° 10 (CPA 10), qui disposent en la matière d’un savoir-faire éprouvé et reconnu. [↑](#footnote-ref-57)
58. Subordonnée à la division Emploi de l’état-major des armées, la CIEAA est une commission *ad hoc* chargée de l’élaboration et de l’actualisation de l’ensemble des textes (concepts, doctrines, normes de formation, d’entraînement et plan d’équipement des équipes de guidage, contrats opérationnels, etc.) réglementant la fonction «appui aérien» au sein de nos armées. Elle a récemment produit et diffusé le concept nationnal d’appui aérien (PIA-03.133) et le premier volet de la doctrine associée (PIA-03.233, titre 1: «L’appui aérien par le feu»),

    documents cohérents avec les textes de l’OTAN équivalents (AJP-3.3.2 «*Air interdiction and close air support*», ATP 3.3.2.1 «*Tactics, techniques and procedures for CAS*»). [↑](#footnote-ref-58)
59. Commandement de la force terrestre. [↑](#footnote-ref-59)
60. Commandement des forces aériennes. [↑](#footnote-ref-60)
61. Amiral commandant l’aviation navale. [↑](#footnote-ref-61)
62. Centre d’entraînement tactique. [↑](#footnote-ref-62)
63. Centre d’entraînement au combat en zone urbaine. [↑](#footnote-ref-63)
64. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-64)
65. Chef d’état-major de l’armée de Terre de 2002 à 2006 [↑](#footnote-ref-65)
66. Directeur d'études «Nouveaux conflits» - Institut de recherche stratégique de l'École militaire. Chaire d'action terrestre - Centre de recherche des Écoles de Coëtquidan [↑](#footnote-ref-66)
67. Daniel Cohen, «***La prospérité du vice****»*, Albin Michel, 2009. Voir aussi Luigi Scandella, «***Le Kondratieff****»*, Economica, 1998 et Bernard Wicht, «***Guerre et hégémonie: l’éclairage de la longue durée****»*, Georg Éditeur, 2002. [↑](#footnote-ref-67)
68. Gaston Imbert, «***Des mouvements de longue durée Kondratieff****»*, La Pensée Universitaire, Aix-en-Provence, 1959. [↑](#footnote-ref-68)
69. Rapport de l’*Human Security Center* d’octobre 2005 repris par Philippe Bolopion, «Depuis la fin de la guerre froide, les conflits sont moins meurtriers», dans Le Monde, 18 Octobre 2005. [↑](#footnote-ref-69)
70. Francis Fukuyama, «***La fin de l’histoire et le dernier homme****»*, Flammarion, 1993. [↑](#footnote-ref-70)
71. De presque identiques au début du XIXème siècle, les costumes traditionnels de la Bretonne et de l’Alsacienne se différencient au fur et à mesure du «rapetissement» de la France par les nouveaux moyens de communication. Voir Christian Grattaloup, «***Géohistoire de la mondialisation: le temps long du Monde»*,** Armand Colin, 2006. [↑](#footnote-ref-71)
72. Thomas Friedman, «***La Terre est plate: une brève histoire du XXIème siècle****»*, Saint-Simon, 2006. [↑](#footnote-ref-72)
73. Arjun Appaduri, «***Géographie de la colère****»*, Payot, 2007. [↑](#footnote-ref-73)
74. Cette représentativité conduira sans doute à privilégier le «politiquement correct» au détriment de la compétence ou de l’égalité des chances [↑](#footnote-ref-74)
75. Études menées par la RAND Corporation, le General Accounting Office (GAO), Defense Science Board (DSB-IW-B), National Defense University (INSS). [↑](#footnote-ref-75)
76. Presidential Commission for Critical Infrastructures Protection (PCCIP), Defense Information Systems Agency (DISA), Federal Intrusion Detection Network (FIDNet), Critical Infrastructures Protection Center (CIPC), Air Force Cyber Command. [↑](#footnote-ref-76)
77. National Plan for Information System Protection (Cybersec-plan), National Strategy for Secure Cyberspace. [↑](#footnote-ref-77)
78. Conseil de Sécurité des Nations Unies [↑](#footnote-ref-78)
79. Opérations de maintien de la paix [↑](#footnote-ref-79)
80. *Les indépendantistes dans l’impasse au Cabinda*, Commission des recours des réfugiés, République française [↑](#footnote-ref-80)
81. *Perspective monde*, publication de l’Université de Sherbrooke, Décembre 2009 [↑](#footnote-ref-81)
82. Journal *le Phare*, Baudouin Philippe Makutu kahandja, 26 octobre 2006 [↑](#footnote-ref-82)
83. 36ème Sommet de l’OUA de Lomé, juillet 2000 [↑](#footnote-ref-83)
84. Les effectifs dédiés aux opérations de maintien de la paix ont atteint à cette date un niveau inégalé, avec 12.933 policiers, 2.348 observateurs et 85.265 militaires déployés. [↑](#footnote-ref-84)
85. Ce nombre est resté globalement stable depuis 20 ans. Il correspond notamment à la ressource disponible en fonctionnaires internationaux pour armer les états-majors civils. [↑](#footnote-ref-85)
86. Siège de l’ONU, abritant notamment le Conseil de sécurité des Nations Unies et le département des opérations de maintien de la paix (DOMP). Les mandats de ces opérations sont notamment consultables sur internet. [↑](#footnote-ref-86)
87. Cette faille capacitaire a pourtant été soulevée dès le début de la mission en 2004. [↑](#footnote-ref-87)
88. Joint Operation Center (JOC). [↑](#footnote-ref-88)
89. En 2009, l’ONU remboursait aux pays contributeurs 1.028 $ par mois et par casque bleu. À titre indicatif, la solde moyenne d’un militaire pakistanais s’élève approximativement à 75$ par mois. [↑](#footnote-ref-89)
90. Affiches ou lettres de menaces placardées dans les villages par les insurgés à la faveur de la nuit. [↑](#footnote-ref-90)
91. Appliquée au domaine militaire, l’influence est entendue ici au sens large et ne doit pas être restreinte aux opérations militaires d’influence (OMI), telles que définies par les opérations d’information. [↑](#footnote-ref-91)
92. Le plan de campagne de l’ISAF se décline en trois lignes d’opérations majeures (LOO, line of operations): gouvernance, reconstruction/développement, sécurité. [↑](#footnote-ref-92)
93. En Afghanistan, l’état-major de la Task Force «La Fayette», constitué à partir d’un état-major de brigade interarmes, dispose de nombreuses fonctions habituellement représentées aux niveaux supérieurs (division et composante de théâtre). [↑](#footnote-ref-93)
94. La PIA 03-152 (concept interarmées des opérations d’information) date de 2005, la PIA 03-252 (doctrine interarmées des opérations d’information) date de 2006 tandis que le concept exploratoire du CICDE relatif à l’influence militaire en appui des opérations est en cours de développement (2010). [↑](#footnote-ref-94)
95. Les relations théoriques entretenues entre la COMOPS et les OI sont souvent non appliquées et engendrent des frictions. Dans un autre registre, peu savent que les opérations psychologiques et les opérations militaires d’influence (OMI) sont une seule et même réalité. [↑](#footnote-ref-95)
96. La rédaction d’une annexe Influence au sein des ordres d’opération dès le niveau 3 pourrait être envisagée. [↑](#footnote-ref-96)
97. Sous-groupement tactique interarmes [↑](#footnote-ref-97)
98. Groupement tactique interarmes; Brigade interarmes [↑](#footnote-ref-98)
99. L’analyse des microgroupes, par des représentations graphiques simples, permet d’identifier les «personnages étoile», qui concentrent les attentions et constituent donc des info-cibles prioritaires. [↑](#footnote-ref-99)
100. Expression consacrée par une directive de l’ISAF, qui définit comme *negative influencer* (NI) tout fonctionnaire de l’administration afghane, susceptible de corruption excessive ou de collusion avec l’insurrection. [↑](#footnote-ref-100)
101. Pendant des NI, les «Afghans de bonne volonté» constituent une originalité du plan de campagne de la Task force La Fayette, symbolisée par le PFN, *positive forces network*. [↑](#footnote-ref-101)
102. Groupement d’information opérationnelle. [↑](#footnote-ref-102)
103. Groupement interarmées des actions civilo-militaires. [↑](#footnote-ref-103)
104. Ecole militaire de spécialisation de l’outre-mer et de l’étranger. [↑](#footnote-ref-104)
105. Centre de formation interarmées au renseignement. [↑](#footnote-ref-105)
106. Le *troisième homme* (celui des affaires civiles et psychologiques) dont parle le colonel Lacheroy au cours de sa conférence de 1957 sur la guerre révolutionnaire. [↑](#footnote-ref-106)
107. A titre d’exemple, le TUEM de la Task Force La Fayette ne comporte aucun poste d’interprète militaire. En conséquence, les « spécialistes » de recrutement local sont susceptibles de travestir les propos de la force, voire de compromission. [↑](#footnote-ref-107)
108. Cette politique nécessite une véritable manœuvre des ressources humaines combinée à des choix linguistiques ciblés sur l’arc de crise tel que le définit le Livre blanc. [↑](#footnote-ref-108)
109. Ou «COIN», dont la définition donnée par l’OTAN est: «ensemble des activités politiques, économiques, sociales, militaires, légales, civiles et psychologiques nécessaires pour vaincre une insurrection», *AJP 3.4.4. NATO Doctrine for COIN* [↑](#footnote-ref-109)
110. FIAS: Force internationale d’Assistance et de Sécurité [↑](#footnote-ref-110)
111. Initialement baptisé *«Security Strategy South & East»*, le plan de campagne écrit en 2004 par les Américains s’intitula *«Couterinsurgency for Afghanistan».* [↑](#footnote-ref-111)
112. Discours du général S. McChrystal au Conseil de l’Atlantique Nord le 22 octobre 2009. [↑](#footnote-ref-112)
113. Administration clandestine et parallèle des Talibans. En 2005, seulement 11 *Shadow governors*  étaient en place. [↑](#footnote-ref-113)
114. Le chiffre de 400.000 membres des ANSF additionné au nombre de soldats de la coalition (144.000 début 2011) permet d’atteindre le taux acceptable d’un soldat ou policier pour 20 habitants qui permet de créer les conditions favorables à un environnement sécurisé. [↑](#footnote-ref-114)
115. Pour information, les forces de police afghanes (*ANP*) comptent actuellement 95.000 hommes sur une cible à 160.000 et l’armée afghane (*ANA*) 97.000 sur une cible à 240.000. [↑](#footnote-ref-115)
116. «À titre de comparaison, une sortie de chasseur F16 sans utilisation de son armement équivaut au financement d’une année de fonctionnement d’un bataillon de *l’ANA»*. Article du colonel Michel GOYA dans *Valeurs Actuelles* du 12 novembre 2009. [↑](#footnote-ref-116)
117. L’évaluation ou *assessment* est un pilier majeur de la manœuvre par les effets. En Afghanistan, l’évaluation se fait désormais district par district; 80 parmi les 364 existants sont identifiés comme «*key districts*» et concentrent les efforts de la coalition. Il est rassurant de constater que SHAPE, USCENTCOM et la FIAS parlent désormais le même langage. [↑](#footnote-ref-117)
118. «*Fixing Intelligence*: *A blueprint for Making Intelligence Relevant in Afghanistan»* du MG Michael Flynn, Captain Matt Pottinger, Paul Batchelor, Center for a New American Study, Janvier 2010. [↑](#footnote-ref-118)
119. Depuis le mois de juin 2009, sont successivement parues la *Tactical Directive* (juin 2009), *Tactical Driving Directive* (juillet 2009), *COIN Guidance* (Septembre 2009), *COIN Training Guidance* (Novembre 09), *Fixing Intelligence* (Janvier 2010). [↑](#footnote-ref-119)
120. Les SOIC ont vocation à produire toutes les 4 à 6 semaines un rapport de situation et d’évaluation par district qui doit être rendu accessible à l’ensemble des acteurs militaires et civils. À cet égard, la classification est maintenue le plus bas possible. [↑](#footnote-ref-120)
121. Les *Human Terrain Teams (HTT)* regroupent des sociologues, diplomates, ethnologues, experts régionaux et linguistes déployés aux côtés des militaires intégrés au sein des brigades. En Afghanistan, la dimension connaissance de la contre-insurrection est renforcée par la création récente de la *COIN Advisory Assistance Team (CAAT)* au sein du QG de la FIAS. [↑](#footnote-ref-121)
122. Nom donné aux vétérans soviétiques d’Afghanistan. [↑](#footnote-ref-122)
123. Les organismes de l’OTAN (Stavanger, Grafenwoehr, Oberammergau, Bydzgoscz) qui «entraînent» avant déploiement sont très peu armés en cadres ayant servis en Afghanistan. En conséquence, les cycles de préparation (*Pre-deployment training, Key leaders training, Main Rehearsal training)* ont massivement recours aux EM de l’OTAN **sur le théâtre** pour fournir les «instructeurs» ou «mentors». Ces cadres, parfois jusqu’à 60 simultanément, absents souvent un mois hors d’Afghanistan, représentent autant de manques pour remplir la mission sur le théâtre. [↑](#footnote-ref-123)
124. Le CPMD (*EU Crisis Management Planning Directorate*) dépend du secrétariat général du Conseil de l’UE sous la direction de Mrs C. Ashton, conformément à la mise en œuvre du traité de Lisbonne. [↑](#footnote-ref-124)
125. Général de division Michel Yakovleff in «***La France et l’OTAN, retour ou renouveau****»*, février 2010. [↑](#footnote-ref-125)
126. Groupement Polyvalent d’Intervention de la Gendarmerie Nationale) [↑](#footnote-ref-126)
127. Bataillon d’Intervention Rapide [↑](#footnote-ref-127)
128. Dans l’armée de terre, la réserve opérationnelle comptait, au 31 juillet 2010, 16.230 réservistes dont 5.036 officiers sur 22.000 réservistes au total. Pour l’ensemble des armées, on dénombre près de 80.500 réservistes dont la majorité relève de la gendarmerie (avec plus de 41.000 personnels). [↑](#footnote-ref-128)
129. «Les progrès réalisés au Libéria sont un triomphe de l’Esprit humain», Hillary Clinton, le 13 août 2009 à Monrovia. [↑](#footnote-ref-129)
130. «Le passage de la phase de stabilisation à la phase de normalisation peut être envisagée lorsque la menace n’est plus d’ordre militaire ou n’est plus que très résiduelle et les intervenants civils peuvent librement exercer leurs activités sur l’ensemble du territoire considéré et que les forces de sécurité locales assurent l’essentiel de la charge de la sécurité». PIA 00.151 n°022/DEF/CICDE/NP du 02 février 2010: Concept de contribution des forces armées à la stabilisation. [↑](#footnote-ref-130)
131. «Étant donné les retards accusés par le passé, il est estimé que l’indépendance opérationnelle des Forces Armées du Libéria ne se concrétisera pas avant 2012». Rapport du Secrétaire Général des Nations Unies sur le Libéria, 17 février 2010. [↑](#footnote-ref-131)
132. Ludendorff. Mémoires. Payot Tome 1. [↑](#footnote-ref-132)
133. Elle est composée de conscrits tirés au sort et effectuant un service militaire de sept ans, avec possibilité de rengagement. [↑](#footnote-ref-133)
134. L’idée que l’on puisse combattre couché ou caché est un exemple d’innovation culturelle qui a beaucoup de mal à s’imposer. [↑](#footnote-ref-134)
135. L’introduction du parachute dans l’aviation au milieu de la Première Guerre mondiale induit de nouvelles méthodes (ravitaillement par air, largage de commandos), puis de nouvelles unités (parachutistes) qui elles-mêmes demandent des équipements spécifiques (armement plus léger) et introduisent de nouvelles valeurs culturelles (sauter en parachute apparaissait comme une lâcheté au début, cela devient le symbole du courage). [↑](#footnote-ref-135)
136. Le fusil modèle 1777 est ainsi fabriqué pendant presque cinquante ans et le système d’artillerie Gribeauval, initié en 1765 n’est remplacé qu’en 1853. Mais cet aspect technique n’est qu’une des facettes des changements qui affectent les armées et les sociétés auxquelles elles appartiennent. [↑](#footnote-ref-136)
137. «*La guerre est une science expérimentale dont l’expérience ne peut se faire*» Henri Poincaré, 1912. [↑](#footnote-ref-137)
138. Pour Lewal, la guerre étant une science, elle ne peut être conduite que par des militaires et non par des «amateurs politiques». Cette conception est largement responsable de la défaite de l’Allemagne en 1918. [↑](#footnote-ref-138)
139. On retrouve le même problème actuellement avec le processus RETEX. [↑](#footnote-ref-139)
140. Promis aux plus hautes fonctions, le général Bonnal voit sa carrière brisée par une indélicatesse lors d’une affaire d’héritage. [↑](#footnote-ref-140)
141. C’est l’époque (1900) où Lord Kelvin déclare qu’il n’y a plus rien à découvrir en physique. [↑](#footnote-ref-141)
142. Général Debeney, «***La guerre et les hommes****»*, 1937. [↑](#footnote-ref-142)
143. Pour Karl Popper, une théorie qui ne peut être réfutée ne relève pas de la science mais de la religion. [↑](#footnote-ref-143)
144. On peut faire le parallèle avec la difficulté à concilier les différentes conceptions de l’emploi des forces: contre des armées étatiques, au milieu des populations étrangères (stabilisation) ou au milieu de sa propre population (sécurité intérieure). [↑](#footnote-ref-144)
145. Paul Valery, «***Regards sur le monde actuel****»*, 1931. [↑](#footnote-ref-145)
146. Journée d’étude du 27 septembre 1999 du Centre d’étude d’histoire de la défense sur «l’utilité de l’histoire militaire pour les militaires». [↑](#footnote-ref-146)
147. Ainsi, dans deux rapports récents, l’ALAT voit un plein succès dans l’emploi actuel des hélicoptères en Irak alors qu’avec les mêmes données l’armée de l’air y voit un échec. [↑](#footnote-ref-147)
148. Même les chercheurs en sciences «dures» créent des métaphores pour pouvoir raisonner plus facilement. Max Black, «***Models and archetypes****»*, 1958. [↑](#footnote-ref-148)
149. De la même façon que les mots eux-mêmes sont des abstractions de ce qu’ils désignent. [↑](#footnote-ref-149)
150. La doctrine allemande, par exemple, en avance sur toutes les autres dans les années 1930. [↑](#footnote-ref-150)
151. On peut aussi établir une corrélation très étroite entre le moral général d’une armée et sa production intellectuelle, les deux s’influençant mutuellement. [↑](#footnote-ref-151)
152. Faisant appel à la fois aux Mongols, aux Byzantins, à la guerre de Sécession ou aux penseurs soviétiques. [↑](#footnote-ref-152)
153. En 1940, Marc Bloch peut encore écrire dans «***L’étrange défaite****»*: «*le triomphe des Allemands fut, essentiellement, une victoire intellectuelle et c’est peut-être là ce qu’il y a de plus grave*». [↑](#footnote-ref-153)
154. Phénomène compensé en partie par l’apparition d’une forme d’histoire militaire plus ouverte aux problématiques sociales (Corvisier, Martel, etc...). [↑](#footnote-ref-154)
155. Au moment même où Soviétiques élaboraient des concepts tactiques très innovants (les groupes opérationnels de manœuvre, l’assaut vertical blindé, les bataillons interarmes, etc...), le commandant Brossolet était sanctionné pour avoir osé écrire son «*Essai sur la non bataille»* (1976). [↑](#footnote-ref-155)
156. Éditions «ARCTIC», 422 pages, 24 euros. [↑](#footnote-ref-156)
157. Cette note de lecture déjà diffusée dans la version informatique des Cahiers n° 21, n’avait pas pu, pour des raisons technique, être publiée dans leur version papier. [↑](#footnote-ref-157)
158. Textes réunis et présentés par le lieutenant-colonel Rémy PORTE et le professeur François COCHET [↑](#footnote-ref-158)
159. «***L’estime de Clemenceau, l’admiration de Churchill***» Éditions 14-18, 483 pages [↑](#footnote-ref-159)
160. Général d’armée IRASTORZA, Chef d’état-major de l’armée de terre. [↑](#footnote-ref-160)
161. Que sais-je? Editions PUF Janvier 2010 126 p. [↑](#footnote-ref-161)
162. L’Harmattan collection Défense (Mars 2010) -254 p. -28 € [↑](#footnote-ref-162)
163. Éditions SOTECA, 378 pages [↑](#footnote-ref-163)
164. Voir rubrique «On a aimé» des Cahiers 19 (page 118) [↑](#footnote-ref-164)
165. Éditions du Seuil [↑](#footnote-ref-165)